

## **Droits Humains et État de droit en Haïti : principaux développements récents<sup>I</sup>** **De juin à novembre 2023**

Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH sur les droits humains<sup>II</sup> et l'État de droit en Haïti,<sup>III</sup> le pays est resté plongé dans une crise qui, même si elle a de profondes dimensions sécuritaires, humanitaires et économiques, tourne fondamentalement autour de l'effondrement de la gouvernance.<sup>1</sup> La situation humanitaire et économique reste catastrophique<sup>2</sup> tandis que la violence – déjà à des niveaux associés aux conflits armés depuis au moins le mois de février<sup>3</sup> – s'est aggravée.<sup>4</sup> Des groupes armés ayant des liens évidents avec les élites politiques et économiques continuent à molester les civils.<sup>5</sup> En 2023, le nombre de personnes tuées en raison de la violence des groupes armés a fortement augmenté<sup>6</sup> l'ONU faisant état d'au moins 3 960 personnes tuées entre janvier et novembre,<sup>7</sup> contre 2 183 en 2022.<sup>8</sup> Le nombre d'enlèvements a également augmenté, passant de 1 359 en 2022 à au moins 2 951 entre janvier et novembre 2023.<sup>9</sup> L'impact sur la population a été dévastateur<sup>10</sup> entraînant une augmentation des déplacements internes<sup>11</sup> et de la migration.<sup>12</sup>

La détérioration de la situation des droits humains est due à une crise de gouvernance caractérisée par l'impunité et la corruption gouvernementale endémiques, la mauvaise gestion et le déploiement de groupes armés à des fins politiques.<sup>13</sup> Haïti est gouverné de manière extraconstitutionnelle et, depuis janvier, n'a plus d'élus.<sup>14</sup> Les rapports du Groupe d'experts des Nations unies établi conformément à la résolution 2653 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU)<sup>15</sup> et l'expert des Nations Unies sur les droits humains en Haïti<sup>16</sup> ont fourni de nombreuses preuves de la corruption au sein de l'élite politique haïtienne<sup>17</sup> ; de la complicité du gouvernement avec le trafic illicite d'armes en provenance des États-Unis vers Haïti<sup>18</sup> ; et de la collusion entre groupes armés, fonctionnaires du gouvernement et officiers de police.<sup>19</sup> L'impunité institutionnalisée pour ces violations et d'autres violations des droits humains est un autre moteur des crises entrecroisées qu'éprouve Haïti.<sup>20</sup>

Ces défis sont le produit de plus d'une décennie de mauvaise gestion par des acteurs corrompus et répressifs affiliés au *Pati Ayisyen. Tèt Kale (PHTK)*, qui a délibérément démantelé les structures démocratiques et les mécanismes de responsabilisation d'Haïti.<sup>21</sup> L'allié de longue date du PHTK et Premier ministre *de facto*, Ariel Henry, en est la dernière incarnation.<sup>22</sup> M. Henry, qui n'a pas de mandat constitutionnel pour gouverner,<sup>23</sup> a en outre permis et probablement directement facilité la détérioration actuelle de la situation sécuritaire et humanitaire en Haïti.<sup>24</sup> Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH, M. Henry a pris des mesures supplémentaires pour consolider son pouvoir anticonstitutionnel et pour approfondir la captation de l'État tout en entravant les efforts pour arriver à un consensus en faveur d'une transition démocratique.<sup>25</sup>

Les acteurs internationaux affirment qu'une action urgente est nécessaire pour faire face à la catastrophe en Haïti.<sup>26</sup> Néanmoins, ils continuent à maintenir les acteurs mêmes qui sont responsables de la crise,<sup>27</sup> alors même que les Haïtiens continuent à protester contre la mauvaise gestion de M.

---

<sup>I</sup> Cette traduction en français a été préparée par [Respond Crisis Translation](#), un partenaire fréquent de l'IJDH pour faire avancer la justice linguistique.

<sup>II</sup> Afin d'assurer un texte sans stéréotype de genre et aussi inclusif que possible, l'expression anglaise sans stéréotype de genre "human rights" a été traduite dans tout le document par l'expression française également sans stéréotype de genre « droits humains », y compris lorsqu'une organisation utilise d'autres expressions (comme « droits de l'homme ») dans ses publications et/ou sur son portail internet. Ce principe s'applique également aux citations de textes ou de sites web reproduits dans ce document (à l'exception, le cas échéant, des noms français officiels d'organisations, pour lesquels ce nom a été repris).

<sup>III</sup> Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (Institute for Justice and Democracy in Haiti -IJDH), Les Droits Humains et l'État de Droit en Haïti : Principaux Développements Récents – décembre 2022 à mai 2023 (2023), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/08/HRU-French-Translation-August-11-2023.pdf> (*ci-après Mise à jour de l'IJDH de juin 2023*).

Toutes les mises à jour précédentes de l'IJDH sont disponibles sur le site Web de l'IJDH à l'adresse *Publications : Human Rights Updates*, IJDH, <http://www.ijdh.org/news-and-resources/publications/> (dernière visite : 6 décembre 2023).

Henry<sup>28</sup> et à insister qu'une transition participative est une première étape nécessaire à la restauration d'un régime démocratique en Haïti.<sup>29</sup> Un tel soutien international<sup>30</sup> a pour effet d'enlever à M. Henry toute motivation pour mener un dialogue significatif avec la société civile et les acteurs politiques qui se mobilisent en faveur d'une transition consensuelle.<sup>31</sup> En conséquence, M. Henry continue de refuser de négocier de bonne foi.<sup>32</sup> Par ailleurs, la politique internationale délaisse Haïti à bien d'autres égards, notamment par son incapacité persistante à endiguer le trafic d'armes vers Haïti,<sup>33</sup> sa politique d'immigration qui refuse le droit de refuge à la plupart des Haïtiens qui fuient la crise<sup>34</sup> et le sous-financement flagrant de l'aide humanitaire.<sup>35</sup> De même, les discussions internationales sur des droits humains en Haïti marginalisent encore largement la société civile haïtienne et les défenseurs des droits humains,<sup>36</sup> une illustration tangible des nombreuses façons dont la communauté internationale ignore la voix des Haïtiens.<sup>37</sup>

Au cours de la période sous examen, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution parrainée par les États-Unis autorisant une intervention étrangère ne relevant pas des Nations unies pour faire face à la montée de l'insécurité.<sup>38</sup> Pratiquement toutes les organisations haïtiennes qui se sont prononcées à ce sujet s'opposent à l'intervention du fait qu'elle est illégale et risque d'enraciner davantage le régime non-démocratique de M. Henry, perpétuant ainsi les schémas de captation de l'État et d'impunité qui ont conduit à la crise actuelle. De nombreux Haïtiens considèrent néanmoins qu'une intervention est nécessaire compte tenu des niveaux catastrophiques de violence.

Cette mise à jour détaille (I) les violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne ; (II) la mauvaise conduite du gouvernement, y compris la violence et la corruption institutionnalisées ; (III) l'accès à la justice déficient et l'impunité chronique ; (IV) l'absence d'égalité de droits et de protections ; (V) l'effondrement des droits économiques et sociaux ; (VI) les pressions migratoires ; et (VII) le non-respect persistant des droits des Haïtiens par la communauté internationale.

## **I. Violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne**

La violence des groupes armés s'est aggravée, tant en ampleur qu'en brutalité,<sup>39</sup> causant de graves préjudices directs et indirects et entravant tous les aspects de la vie quotidienne.<sup>40</sup> Les conséquences sur l'économie et la situation humanitaire d'Haïti<sup>41</sup> nourrissent de nouvelles violences, dans la mesure où les groupes armés ciblent des Haïtiens de plus en plus désespérés – en particulier les enfants et les jeunes – pour les recruter.<sup>42</sup> La violence a provoqué le déplacement de près de 200 000 personnes.<sup>43</sup> Les principaux moteurs de cette dynamique complexe d'insécurité sont la corruption et la collusion du gouvernement et de la police avec les groupes armés,<sup>44</sup> l'affaiblissement constant des forces de police,<sup>45</sup> l'impunité systémique des coupables,<sup>46</sup> la pauvreté écrasante<sup>47</sup> et le manque de services gouvernementaux de base.<sup>48</sup>

### *La violence des groupes armés et les déplacements qu'elle entraîne*

- La violence des groupes armés s'est encore intensifiée depuis la dernière mise à jour de l'IJDH.<sup>49</sup> Les rapports indiquent qu'au moins 200 groupes criminels armés opèrent en Haïti.<sup>50</sup> La capitale – dont 80 % du territoire est sous le contrôle de groupes armés, selon la plupart des estimations<sup>51</sup> – continue d'en être l'épicentre.<sup>52</sup> Mais l'insécurité a continué à s'étendre au-delà de Port-au-Prince, dans des zones jusque-là considérées comme sûres,<sup>53</sup> en particulier dans le département adjacent de l'Artibonite,<sup>54</sup> où, selon l'ONU, les violences ont atteint des niveaux « à l'image de celles observés à Port-au-Prince ».<sup>55</sup>
- Entre janvier et novembre 2023, au moins 3 960 décès sont imputables à des violences des groupes armés<sup>56</sup> ; parmi les victimes figurent 340 femmes et 89 enfants.<sup>57</sup> Entre mai et novembre, il y a eu au moins onze massacres.<sup>58</sup>
- Les groupes armés continuent d'employer des tactiques brutales contre les civils pour maintenir leur contrôle territorial.<sup>59</sup> En font partie les tirs aveugles sur les civils vivant dans ou se déplaçant entre des quartiers contrôlés par des groupes rivaux,<sup>60</sup> les exécutions,<sup>61</sup> les mutilations et les brûlures vives,<sup>62</sup> ainsi que la destruction de biens.<sup>63</sup> Les membres des groupes armés continuent également à utiliser la violence sexuelle, y compris le viol collectif, pour terroriser et contrôler la population.<sup>64</sup> L'insécurité généralisée continue à entraver la

liberté de mouvement<sup>65</sup> et l'accès à l'aide humanitaire<sup>66</sup> et aux biens et services de base, notamment la nourriture, l'eau, les soins médicaux et l'éducation.<sup>67</sup>

- Le gouvernement haïtien et l'Organisation internationale pour les migrations (**OIM**) estiment que les violences ont provoqué le déplacement d'au moins 194 624 personnes,<sup>68</sup> dont au moins 131 000 à Port-au-Prince.<sup>69</sup> Selon des observateurs de terrain, le chiffre réel est sans doute plus élevé. Les femmes et les enfants constituent la majorité des personnes déplacées à l'intérieur du pays.<sup>70</sup> Alors que la violence s'intensifie dans le département de l'Artibonite,<sup>71</sup> certains de ceux qui y avaient cherché refuge après avoir été déplacés de Port-au-Prince sont déplacés une seconde fois.<sup>72</sup> Le peu d'aide ou de protection que le gouvernement apporte aux personnes déplacées est inadéquat,<sup>73</sup> et la police les a chassé de force des lieux où elles s'étaient rassemblées.<sup>74</sup> Les personnes déplacées continuent également d'être confrontées à l'hostilité des autres civils qui craignant qu'elles soient affiliées à des groupes armés,<sup>75</sup> ainsi qu'à la concurrence pour des ressources limitées<sup>76</sup> et l'insuffisance de l'aide humanitaire.<sup>77</sup> En conséquence, de plus en plus de personnes déplacées qui résidaient temporairement chez des amis ou des membres de famille cherchent refuge dans des abris de fortune,<sup>78</sup> y compris dans des écoles<sup>79</sup> et des parcs à ciel ouvert.<sup>80</sup> L'incapacité du gouvernement à assumer une responsabilité réelle à l'égard des personnes déplacées les a rendues vulnérables à la violence, au viol, aux enlèvements, à l'extorsion et au recrutement par des groupes armés.<sup>81</sup> Par ailleurs, les sites de déplacement sont surpeuplés et insalubres,<sup>82</sup> avec un accès limité aux soins de santé, à la nourriture et à l'eau potable,<sup>83</sup> ce qui expose les personnes déplacées à des risques accrus de malnutrition et de maladies telles que le choléra.<sup>84</sup> Inondations et tremblements de terre ont provoqué de nouveaux déplacements<sup>85</sup> et exacerbé les conditions déjà inhumaines dans les sites de déplacement.<sup>86</sup>

#### *Persistante épidémie d'enlèvements*

- Le nombre déjà vertigineux d'enlèvements par des groupes armés continue à augmenter,<sup>87</sup> passant de 1 359 déclarés en 2022<sup>88</sup> à 2 951 entre janvier et novembre 2023.<sup>89</sup> Les chiffres réels sont probablement encore plus élevés en raison de la sous-déclaration.<sup>90</sup>
- Dès septembre, le département de l'Artibonite a dépassé Port-au-Prince quant au nombre d'enlèvements.<sup>91</sup> Dans la région, les enlèvements collectifs de groupes de personnes, souvent dans des bus ou des voitures, se sont également multipliés.<sup>92</sup>
- Les groupes armés continuent d'enlever des personnes de tous les segments de la population<sup>93</sup> pour gagner de l'argent.<sup>94</sup> La grande majorité des victimes (environ 93 %) sont des Haïtiens.<sup>95</sup> Lors des enlèvements, les femmes et les filles sont particulièrement exposées aux violences sexuelles,<sup>96</sup> y compris comme moyen de pression sur les familles pour qu'elles paient.<sup>97</sup> Ceux qui résistent à l'enlèvement sont parfois exécutés.<sup>98</sup>

#### *Défaillance du gouvernement dans la protection des civils, entre autres défenseurs des droits humains et journalistes*

- Le gouvernement *de facto* n'a ni la capacité ni la volonté de s'attaquer à cette insécurité catastrophique,<sup>99</sup> principalement en raison de sa collusion massive et persistante avec les groupes armés<sup>100</sup> et de l'inefficacité de la police.<sup>101</sup> L'inaction du gouvernement a suscité une frustration généralisée parmi les Haïtiens,<sup>102</sup> y compris parmi les membres mêmes du Haut Conseil de la Transition (**HCT**) de M. Henry.<sup>103</sup>
- Malgré l'importante aide internationale destinée à améliorer les capacités de la police,<sup>104</sup> la Police Nationale d'Haïti (**PNH**) continue de manquer de personnel, de ressources et de formation pour affronter efficacement les groupes armés.<sup>105</sup> Les effectifs de la police diminuent :<sup>106</sup> entre janvier et septembre, 1 045 agents ont quitté la PNH.<sup>107</sup> Selon l'ONU, cela laisse une force active d'environ 9 000 à 13 000 hommes,<sup>108</sup> dont seulement environ 4 000 sont disponibles pour des activités de maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire national à tout moment.<sup>109</sup> L'incapacité du gouvernement à assurer une rémunération adéquate et ponctuelle est un facteur important d'attrition<sup>110</sup> et alimente la collusion entre la police et les groupes armés.<sup>111</sup> D'autres facteurs sont le risque extrême et absolu – les groupes armés ciblent la police<sup>112</sup> – et la hausse de l'émigration.<sup>113</sup> De nombreux agents en service actif sont

également utilisés par les élites politiques et économiques pour leur sécurité personnelle, réduisant encore davantage le nombre de policiers disponibles pour la protection du public.<sup>114</sup> Au 30 septembre, 45 des 412 locaux de police étaient soit sous le contrôle direct de groupes armés, soit non opérationnels suite à des attaques répétées.<sup>115</sup> En raison de ces difficultés, la police a complètement abandonné certaines zones,<sup>116</sup> laissant les habitants sans défense.<sup>117</sup>

- Le mouvement d'autoprotection *Bwa Kale*,<sup>IV</sup> dirigé par des civils et lancé en avril par des habitants de Port-au-Prince pour faire face à la violence des groupes armés en l'absence d'institutions étatiques fonctionnelles,<sup>118</sup> s'est étendu à l'ensemble du pays.<sup>119</sup> Des civils armés ont tué de manière extrajudiciaire au moins 388 personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes armés,<sup>120</sup> parfois avec l'encouragement ou la complicité de la police.<sup>121</sup> Les actions de *Bwa Kale*, dont certaines ont été décrites comme des « lynchages », sont illustratives de la faillite de l'État dans sa responsabilité de fournir protection.<sup>122</sup> Elles risquent également de causer du tort à des civils innocents,<sup>123</sup> d'exacerber la violence, d'ébranler la confiance au sein des communautés et de saper encore davantage l'État de droit.<sup>124</sup> Certains groupes armés ont pris pour cible les membres de *Bwa Kale*,<sup>125</sup> allant même jusqu'à former leur propre mouvement en réponse (connu sous le nom de *Zam Pale*, « les armes parlent »);<sup>126</sup> d'autres se sont alliés aux *Bwa Kale* pour contrer les groupes armés rivaux.<sup>127</sup>
- Haïti reste un pays dangereux pour les défenseurs des droits humains et les journalistes.<sup>128</sup> Les menaces et les violences contre le *Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH)* – dont l'enlèvement d'un membre du personnel le 29 octobre<sup>129</sup> – ont contraint l'organisation à suspendre ses activités pour une durée indéterminée le 22 novembre.<sup>130</sup> Des membres de plusieurs organisations de défense des droits humains, dont le *Réseau National de Défense de Droits Humains (RNDDH)* et la *Fondasyon Je Klere (FJKL)*, ont été accusés de diffamation après avoir publié des rapports sur des violations des droits humains et la corruption.<sup>131</sup> L'organisation haïtienne communautaire *Femme en Action Contre la Stigmatisation et la Discrimination Sexuelle (FACSDIS)* a signalé que de nombreuses organisations défendant les droits des personnes LGBTQI+ en Haïti sont menacées en raison de l'insécurité.<sup>132</sup> Selon Pascale Solages, co-fondatrice de l'organisation féministe haïtienne *Nègès Mawon*, des membres de son organisation ont reçu des menaces sur les réseaux sociaux après avoir organisé une manifestation en faveur du droit à l'avortement en septembre.<sup>133</sup> Le gouvernement *de facto* continue à ne pas protéger contre ces menaces et attaques, à ne pas enquêter et à ne pas engager de poursuites en justice.<sup>134</sup>

## II. Mauvaise conduite du gouvernement, y compris violence et corruption institutionnalisées

Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH, aucun progrès n'a été réalisé vers la restauration de la constitutionnalité et de la gouvernance démocratique en Haïti.<sup>135</sup> Le Premier ministre *de facto* non élu et illégitime, M. Henry, a continué d'éviter la plupart des dialogues et des compromis, entravant les efforts de la société civile et de l'opposition politique pour parvenir à un consensus autour de la transition, dont, de l'avis de tous les acteurs, Haïti a besoin.<sup>136</sup> Au contraire, M. Henry a pris des mesures pour consolider son pouvoir illégitime.<sup>137</sup> Il existe des preuves solides d'une collusion persistante entre le gouvernement et la police et les groupes armés et de leur infiltration par ces derniers,<sup>138</sup> ainsi que de la brutalité policière contre la population civile, en particulier les personnes qui critiquent ou mettent en cause le gouvernement.<sup>139</sup> La corruption généralisée reste un symptôme de toujours et un moteur de la crise de gouvernance en Haïti<sup>140</sup> et continue à saper les institutions de l'État.<sup>141</sup>

- M. Henry a clairement indiqué qu'il compte opérer avec ou sans consensus politique.<sup>142</sup> Les efforts pour faciliter le dialogue entre M. Henry, la société civile et les acteurs politiques qui

---

<sup>IV</sup> Traduit du créole haïtien, « *Bwa Kale* » signifie littéralement « bâton pelé » ou « massue ». En créole, l'expression signifie « pas de pitié ». Jonathan M. Katz, *Les États-Unis préparent une invasion en sous-traitance d'Haïti*, FOREIGN POLICY (7 novembre 2023), <https://foreignpolicy.com/2023/11/07/haiti-kenya-invasion-gang-war-united-states/>.

se mobilisent pour une transition consensuelle ont largement échoué, principalement parce que M. Henry refuse de négocier de bonne foi ou de céder le pouvoir.<sup>143</sup> Son intransigeance persistante et le renoncement à sa responsabilité de protéger le peuple haïtien de l'insécurité ont conduit à des appels à sa démission comme condition préalable à toute transition démocratique.<sup>144</sup> Sur cette toile de fond, M. Henry prétend faire avancer Haïti vers des élections, notamment en poursuivant ses efforts pour rétablir le Conseil Électoral Provisoire (CEP)<sup>145</sup> par l'intermédiaire du HCT qu'il a unilatéralement mis en place,<sup>146</sup> tout cela sans aucune contribution ou soutien des acteurs politiques et de la société civile concernés.<sup>147</sup> En vue de sa propre performance et du bilan des autres gouvernements affiliés au PHTK, qui depuis 2010 n'ont pas réussi à organiser une seule élection dans les délais ou équitables, il est largement perçu comme n'ayant pas la légitimité ou la crédibilité nécessaire pour organiser des élections.<sup>148</sup>

- Des responsables gouvernementaux et les élites politiques continuent leur collusion avec les groupes armés pour se maintenir au pouvoir et pour obtenir des gains personnels.<sup>149</sup> Un récent rapport du Groupe d'experts de l'ONU a démontré une vaste collusion entre les groupes armés et le fondateur du PHTK et ancien président Michel Martelly, l'ancien député Prophane Victor et l'ancien président du Sénat Youri. Latortue.<sup>150</sup> Les experts examinent également d'autres allégations de collusion entre des groupes armés et des acteurs politiques.<sup>151</sup> Des conclusions concordantes<sup>152</sup> et une série de sanctions étrangères contre des élites politiques soupçonnées de financer les activités criminelles des groupes armés indiquent que le problème est persistant et généralisé.<sup>153</sup> Au moins 25 des personnes sanctionnées sont affiliées au PHTK.<sup>154</sup> Selon un ancien haut responsable de la police, chaque groupe armé commande au moins deux ou trois officiers de police.<sup>155</sup> Une convergence de preuves montre que des policiers fournissent des armes et des véhicules à des groupes armés.<sup>156</sup> Les autorités haïtiennes ont déployé aucun effort concret pour enquêter sur ces liens ou demander des comptes aux auteurs de ces actes.<sup>157</sup>
- La PNH continue de faire un usage excessif de la force contre les civils. Les policiers utilisent régulièrement des gaz lacrymogènes pour réprimer des manifestations antigouvernementales<sup>158</sup> et ont pris pour cible les journalistes qui couvrent ces manifestations.<sup>159</sup> En juillet, des policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes pour expulser de force des personnes déplacées réfugiées devant l'ambassade des États-Unis.<sup>160</sup> RNDDH a rapporté qu'un policier et un individu lourdement armé ont attaqué ses locaux le 18 août, peu après la publication de l'organisation d'un rapport détaillant la collusion entre des groupes armés, la police et des responsables gouvernementaux.<sup>161</sup> Le procureur du gouvernement de Miragoâne, Jean Ernest Muscadin, continue d'exécuter illégalement et sommairement des individus soupçonnés d'appartenir à des groupes armés.<sup>162</sup>
- La corruption omniprésente à tous les niveaux du gouvernement est un facteur important d'insécurité et continue de saper la légitimité institutionnelle.<sup>163</sup> Ainsi, un rapport du Groupe d'experts de l'ONU a mis à jour un système appliqué pendant six ans par l'ancien directeur général des douanes, Romel Bell,<sup>164</sup> pour détourner des recettes douanières, encourager des activités criminelles au sein de l'agence des douanes et pratiquer l'évasion fiscale.<sup>165</sup> Le détournement des équipements publics par les anciennes autorités de l'État a rendu les agences gouvernementales incapables d'entretenir les canaux, ce qui a entraîné d'importantes inondations.<sup>166</sup> Un ancien fonctionnaire a mis en lumière des problèmes de corruption existant de longue date au sein du consulat général d'Haïti à Paris.<sup>167</sup> L'impunité pour la corruption reste la norme, bien qu'il y ait des indications de certains efforts pour y remédier.<sup>168</sup> Parmi ceux-ci, l'Unité anti-corruption d'Haïti (ULCC) poursuit son enquête sur des allégations de détournement de biens publics, de prise illégale d'intérêts, de falsifications, de trafic d'influence et de association de malfaiteurs de la part de fonctionnaires du Fonds d'assistance économique et sociale d'Haïti.<sup>169</sup> L'ULCC continue également à prendre des mesures pour enquêter et poursuivre en justice la corruption de hauts responsables gouvernementaux,<sup>170</sup> y compris trois anciens sénateurs.<sup>171</sup> Des fonctionnaires impliqués dans des enquêtes sur la corruption ont été la cible de violences.<sup>172</sup>

### III. Accès à la justice déficient et impunité chronique

Le secteur judiciaire haïtien continue d’être pratiquement dysfonctionnel en raison du démantèlement délibéré des mécanismes de responsabilisation par des responsables,<sup>173</sup> de la négligence chronique et du sous-financement,<sup>174</sup> ainsi que des perturbations causées par la crise aiguë d’insécurité.<sup>175</sup> La corruption et la politisation omniprésentes du système judiciaire entravent encore davantage l’accès à la justice pour la majorité des Haïtiens<sup>176</sup> et favorisent une culture de l’impunité,<sup>177</sup> qui érode la confiance du public<sup>178</sup> et alimente le cycle de la violence.<sup>179</sup> Les taux de détention préventive restent élevés<sup>180</sup> et les conditions de détention inhumaines,<sup>181</sup> constituant toutes deux de graves violations des droits humains. L’incapacité et l’inhumanité du système judiciaire et pénitentiaire haïtien soulèvent également de sérieuses préoccupations relatives à la garantie de procès équitables,<sup>182</sup> y compris en cas de détention par une mission étrangère en Haïti.<sup>183</sup>

#### *Dysfonctionnement du secteur judiciaire et impunité chronique*

- La fonction juridictionnelle reste extrêmement limitée. Certaines affaires sont entendues,<sup>184</sup> mais le RNDDH a documenté un certain nombre d’irrégularités ayant entraîné des erreurs judiciaires fondamentales.<sup>185</sup> Le *Tribunal de Paix*<sup>V</sup> de Cité Soleil et les Tribunaux de Première Instance de Port-au-Prince et de Croix-des-Bouquets restent non opérationnels depuis qu’ils ont été attaqués par des groupes armés en 2020 et 2022, respectivement.<sup>186</sup> Le corps judiciaire continue d’être la cible de menaces, de violences et d’intimidations,<sup>187</sup> ce qui porte atteinte à son indépendance et l’empêche d’exercer ses fonctions.<sup>188</sup>
- Le manque de ressources permanent et le dysfonctionnement général entravent encore davantage le fonctionnement des tribunaux.<sup>189</sup> Le gouvernement a alloué moins de 1 % du budget national 2023-2024 au secteur de la justice.<sup>190</sup> Souvent, le personnel des tribunaux ne se présente pas au travail et manque les qualifications nécessaires pour s’acquitter convenablement de ses tâches.<sup>191</sup> La négligence persistante du gouvernement à l’égard des institutions auxiliaires, notamment celles chargées de procéder aux autopsies et de la collecte des preuves médico-légales, compromet encore davantage l’efficacité des enquêtes.<sup>192</sup>
- Plus généralement, la corruption enracinée et la politisation du système judiciaire<sup>193</sup> font qu’il est presque impossible pour les Haïtiens ordinaires – ceux qui n’ont ni argent ni pouvoir – d’accéder au système judiciaire.<sup>194</sup> Bien souvent, des criminels présumés ayant du pouvoir, des affiliations avec des groupes armés ou des liens avec le gouvernement ne sont pas arrêtés<sup>195</sup> ou sont relâchés sans jamais avoir été jugés.<sup>196</sup>
- Les efforts pour relever ces défis ont été limités et hasardeux. En juin, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) a poursuivi son examen de 82 magistrats, juges et diplômés de la magistrature, et a constaté que sept magistrats ne pouvaient pas être certifiés pour des questions de corruption et d’intégrité morale.<sup>197</sup> Cependant, les acteurs de la société civile affirment que le nombre de décertifications devrait être plus élevé et accusent le CSPJ de prendre des décisions en fonction de considérations politiques.<sup>198</sup> Ils soulèvent également des questions concernant le respect des droits de la défense pour les juristes concernés.<sup>199</sup> L’impunité pour la corruption et les fautes judiciaires reste la norme.<sup>200</sup>
- Malgré quelques activités récentes, l’enquête haïtienne sur l’assassinat de l’ancien président Jovenel Moïse reste lente et inefficace.<sup>201</sup> Après plus de deux ans de retards et d’ingérences, pas une seule personne n’a été formellement inculpée en Haïti pour l’assassinat<sup>202</sup> et il n’y a aucune conclusion publique sur l’identité de l’ultime responsable. Fin août, le cinquième juge d’instruction a commencé à interroger les suspects.<sup>203</sup> Il a également interrogé l’ancien Premier ministre Michel Martelly et tenté d’interroger le Premier ministre *de facto* Ariel Henry, qui refuse de comparaître.<sup>204</sup> Tous deux ont été accusés de complicité dans l’assassinat, bien qu’aucun n’ait été désigné comme suspect officiel.<sup>205</sup> Malgré les

---

<sup>V</sup>Les *Tribunaux de Paix* sont les tribunaux les plus inférieurs d’Haïti, l’équivalent d’un tribunal de jugement. Les décisions rendues par un *Tribunal de Paix* peuvent faire l’objet d’un recours devant les Tribunaux de Première Instance. Jameson Francisque, *Comprendre comment s’organiser le système judiciaire haïtien*, AYIBO POST (17 décembre 2020), <https://ayibopost.com/comprendre-comment-sorganise-le-systeme-judiciaire-haitien/>.



recommandations de la Direction Centrale de la Police Judiciaire d'émettre des mandats d'arrêt à l'encontre de certains membres de l'élite politique et économique haïtienne,<sup>206</sup> la police n'a arrêté que deux anciens responsables: l'ancien employé du ministère de la justice Joseph Félix Badio, qui, malgré un mandat d'arrêt, vivait librement à Port-au-Prince depuis l'assassinat,<sup>207</sup> et l'ancien maire de Jacmel, Macky Kessa.<sup>208</sup>

- L'impunité persiste également pour d'autres affaires très médiatisées<sup>209</sup> (sans même mentionner les affaires échappant à l'attention du public), notamment le massacre de La Saline en 2018 ;<sup>210</sup> les assassinats de l'ancien bâtonnier du Barreau de Port-au-Prince Monferrier Dorval,<sup>211</sup> de l'activiste politique Antoinette Duclair, du journaliste Diego Charles<sup>212</sup> et de la militante LGBTQI+ Charlot Jeudy ;<sup>213</sup> ainsi que le détournement de plus de 2 milliards de dollars du fonds de développement PetroCaribe.<sup>214</sup> L'absence de responsabilisation est emblématique de la culture générale de l'impunité en Haïti.<sup>215</sup>

#### *Des conditions de détention inhumaines*

- Le taux de détention préventive en Haïti est d'au moins 84 %.<sup>216</sup> De nombreuses personnes incarcérées passent plus de temps en détention préventive que la durée de toute peine qui pourrait être imposée sur la base de leurs délits présumés,<sup>217</sup> certaines d'entre elles étant détenues pendant plus d'une décennie.<sup>218</sup> Il leur est pratiquement impossible de contester leur détention.<sup>219</sup> Le rythme des audiences en cours<sup>220</sup> n'a qu'un impact négligeable face à l'ampleur du problème.<sup>221</sup>
- Les autorités ne fournissent toujours pas aux personnes incarcérées une alimentation adéquate,<sup>222</sup> de l'eau potable,<sup>223</sup> des installations sanitaires<sup>224</sup> et des soins médicaux.<sup>225</sup> Au moins 219 détenus sont morts en 2022<sup>226</sup> et 108 autres entre avril et le 5 octobre, principalement à cause de complications liées à la malnutrition et l'insuffisance des soins de santé.<sup>227</sup>
- Les personnes incarcérées continuent également à courir un risque important de violence de la part des agents pénitentiaires et de leurs codétenus.<sup>228</sup> La crainte de représailles – en particulier lorsque l'agresseur est un agent pénitentiaire – empêche de nombreuses personnes de dénoncer une agression.<sup>229</sup>
- Les prisons sont de plus en plus surpeuplées,<sup>230</sup> avec des cellules occupées à plus de 331 %, <sup>231</sup> par rapport à un taux déjà choquant de 285 % en avril. <sup>232</sup> Selon l'expert des Nations Unies pour les droits humains en Haïti, la prison pour mineurs de Port-au-Prince atteint un taux d'occupation de plus de 350 %.<sup>233</sup> La surpopulation sévère augmente la probabilité de maladies, notamment la tuberculose et le choléra<sup>234</sup>, et exacerbe les problèmes décrits ci-dessus.
- Les femmes et les mineurs restent particulièrement vulnérables en raison de l'absence d'installations spécialisées suffisantes.<sup>235</sup> Les femmes et les filles enceintes incarcérées sont souvent privées de soins prénatals et postnatals, ce qui augmente les risques de problèmes de santé.<sup>236</sup>

#### **IV. Absence d'égalité de droits et de protections**

Les personnes aux identités marginalisées restent vulnérables de manière disproportionnée à l'insécurité et aux crises humanitaires en Haïti.<sup>237</sup> Les femmes et les filles, en particulier, sont exposées à un risque accru de violence basée sur le genre (VBG),<sup>VI</sup> notamment de la part de membres de groupes armés.<sup>238</sup> Le gouvernement néglige systématiquement de prioriser les droits et la sécurité des personnes vulnérables ou d'assurer leur participation égale à la vie publique.<sup>239</sup> Les organisations de base haïtiennes et les femmes dirigeantes continuent néanmoins à travailler pour fournir des services aux personnes vulnérables et pour plaider en faveur de l'amélioration du cadre législatif et

---

<sup>VI</sup> Selon l'ONU, la VBG est « tout acte préjudiciable commis à l'encontre d'un individu sur la base de son genre ». La VBG comprend, sans s'y limiter, « les violences ... de nature sexuelle, physique, mentale et économique, et être infligées dans la sphère publique ou privée » ainsi que « la menace de recours à la violence, la coercition et la manipulation ». *Violence sexuelle et sexiste*, AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, <https://www.unhcr.org/fr/nos-activites/sauvegarder-les-droits-humains/protection/violence-sexuelle-et-sexiste>.

politique.<sup>240</sup> Le financement et le soutien, en particulier pour ce dernier point, sont terriblement inadéquats.<sup>241</sup>

- La VBG reste très répandue, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) qualifiant le viol collectif de femmes et de filles de « désormais endémique ».<sup>242</sup> Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a enregistré plus de 16 470 cas de VBG en 2022,<sup>243</sup> un observateur faisant état d'une hausse de 377 % de l'incidence de la VBG par rapport aux années précédentes.<sup>244</sup> Entre octobre 2022 et juin 2023, les rapports indiquent qu'au moins 452 femmes et enfants ont été victimes de violences sexuelles.<sup>245</sup> En octobre, une clinique de *Médecins Sans Frontières* (MSF) qui traite les victimes de violences sexuelles rapportait qu'elle recevait 400 nouveaux cas chaque mois.<sup>246</sup> L'organisation féministe haïtienne *Nègès Mawon* a déclaré avoir répondu à plus de 110 cas de violences sexuelles commises par des groupes armés entre janvier et août 2023.<sup>247</sup> Une enquête menée en juin par l'organisation féministe haïtienne *Marijàn* indique que 20 % des femmes des quartiers de Cité Soleil et Canaan à Port-au-Prince ont déclaré avoir été violées.<sup>248</sup> L'incidence réelle est sans doute encore plus élevée à cause de la non-déclaration chronique<sup>249</sup> (motivée par la peur de représailles et d'exclusion sociale,<sup>250</sup> ainsi que par la méfiance à l'égard du système judiciaire<sup>251</sup>) et de l'absence d'une documentation standardisée pour de genre de cas.<sup>252</sup>
- Les groupes armés continuent à utiliser de façon calculée la violence sexuelle brutale<sup>253</sup> comme outil pour s'emparer de territoires,<sup>254</sup> en punissant les personnes vivant sous le contrôle de groupes armés rivaux,<sup>255</sup> et en instaurant la peur au sein de la population locale.<sup>256</sup> Les femmes enlevées<sup>257</sup> sont souvent violées,<sup>258</sup> ce qui entraîne des traumatismes physiques et émotionnels durables.<sup>259</sup> Il semblerait que des groupes armés soumettent également des femmes à l'esclavage sexuel<sup>260</sup> et les recrutent parfois de force.<sup>261</sup> L'âge ne protège pas des violences sexuelles : les groupes armés s'en prennent souvent à des fillettes de dix ans et à des femmes âgées.<sup>262</sup> En conséquence, les femmes et les filles sont souvent confinées chez elles par peur de la violence, ce qui les empêche encore davantage d'accéder aux services essentiels et de participer à la vie publique, notamment au travail et à l'école.<sup>263</sup> Les femmes et les filles déplacées par la violence courent un risque encore plus élevé d'exploitation et d'abus sexuels.<sup>264</sup>
- Les victimes de VBG se heurtent à des obstacles systémiques pour accéder à des services essentiels et à des recours judiciaires.<sup>265</sup> La violence et les barrages routiers des groupes armés, les coûts de transport élevés et le fonctionnement réduit des hôpitaux en raison de l'insécurité compliquent encore davantage l'accès des victimes aux soins médicaux et psychosociaux pour les traumatismes physiques, les grossesses et les infections sexuellement transmissibles.<sup>266</sup> Les quelques services spécialisés disponibles pour les victimes sont principalement fournis par des organisations locales et humanitaires plutôt que par l'État.<sup>267</sup>
- Les femmes enceintes sont particulièrement affectées par le manque d'accès aux soins de santé ;<sup>268</sup> apparemment, des femmes meurent à la maison faute de pouvoir atteindre un hôpital.<sup>269</sup> L'avortement reste illégal en toutes circonstances.<sup>270</sup> En conséquence, les femmes qui cherchent à se faire avorter sont obligées de subir des procédures clandestines, ce qui les expose à un risque accru de complications.<sup>271</sup> Malgré le contexte juridique défavorable et l'insécurité omniprésente, les femmes sont descendues dans la rue le 28 septembre pour exiger que l'État décriminalise l'avortement.<sup>272</sup>
- Les groupes armés continuent d'infliger des violences aux enfants, entraînant de graves traumatismes physiques et émotionnels.<sup>273</sup> Selon le HCDH, les groupes armés forcent des enfants à les rejoindre,<sup>274</sup> si bien que les mineurs représentent entre 30 et 50 % des effectifs des groupes armés.<sup>275</sup> Des cas sont connus où des groupes armés ont exécuté des enfants qui tentaient de s'enfuir.<sup>276</sup> Les enfants sont également particulièrement vulnérables et affectés par la malnutrition,<sup>277</sup> le choléra<sup>278</sup> et l'inaccessibilité des soins de santé.<sup>279</sup> Par conséquent, près de 3 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence<sup>280</sup>, contre 2,6 millions en 2022.<sup>281</sup> En 2023, environ 1 million d'enfants n'ont pas pu aller à l'école en raison de la combinaison de l'insécurité, les coûts élevés de l'éducation et le dysfonctionnement du secteur de l'éducation.<sup>282</sup> Les filles sont particulièrement exposées au risque d'abandon scolaire.<sup>283</sup> Les enfants représentent près de la moitié de la totalité des personnes déplacées



par l'insécurité en Haïti.<sup>284</sup> Environ 30 000 enfants vivent dans des orphelinats privés,<sup>285</sup> où ils courent un risque accru de travail forcé, de trafic d'êtres humains et d'abus physiques et sexuels.<sup>286</sup>

- Les travailleurs ruraux haïtiens, les « *peyizan* », restent vulnérables aux attaques des groupes armés<sup>287</sup> et aux violents accaparements de terres.<sup>288</sup> Ces dernières sont souvent réalisés sous la direction ou en collusion avec des acteurs politiques.<sup>289</sup> En novembre, l'ONU a signalé que des groupes armés occupaient des terres de paysans et leur exigeaient des « taxes » pour y accéder.<sup>290</sup>
- Pour de nombreux autres groupes marginalisés en Haïti, il continue à y avoir peu de données disponibles sur la situation des droits humains.<sup>291</sup> Les personnes LGBTQI+ sont victimes de discrimination et de marginalisation chronique en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre et ne sont pas protégées par la loi.<sup>292</sup> Elles sont donc exposées à des actes de harcèlement et de violence.<sup>293</sup> L'insécurité exacerbe également la stigmatisation et la discrimination dont les personnes handicapées font l'objet depuis longtemps.<sup>294</sup> Les femmes et les enfants handicapés sont disproportionnellement vulnérables à la violence des groupes armés, y compris au viol, et sont plus susceptibles d'être abandonnés lorsque les communautés fuient.<sup>295</sup> Ainsi, des individus armés ont attaqué à deux reprises (en septembre et en octobre) un orphelinat pour enfants handicapés à Arcahaie, où ils ont enlevé le personnel, tenté de violer une résidente et pillé l'établissement.<sup>296</sup>

## V. Effondrement des droits économiques et sociaux

Le paysage social et économique d'Haïti reste désastreux. La majorité des Haïtiens vivent dans la pauvreté<sup>297</sup> et beaucoup n'ont pas accès à la nourriture, à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation.<sup>298</sup> L'insécurité et les crises de gouvernance exposées dans cette mise à jour ont des conséquences complémentaires,<sup>299</sup> dont la fermeture d'hôpitaux et d'écoles<sup>300</sup> et la propagation persistante du choléra dans l'ensemble du pays.<sup>301</sup> Haïti reste également particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique et des catastrophes naturelles,<sup>302</sup> qui exacerbent la situation humanitaire difficile.<sup>303</sup> Pris dans leur ensemble, ces défis reflètent un sous-développement prolongé et le dysfonctionnement des institutions à long terme,<sup>304</sup> dû également à l'ingérence et à l'extraction étrangères persistantes,<sup>305</sup> ainsi qu'au détournement des ressources publiques par les responsables haïtiens.<sup>306</sup> Pour trouver des solutions durables aux crises entrecroisées d'Haïti, il est donc nécessaire de s'attaquer à ces facteurs structurels de faiblesse et d'inégalité sociale et économique.

### *Une économie en déclin*

- Pour la cinquième année consécutive, l'économie d'Haïti reste en déclin,<sup>307</sup> avec environ 59 % des Haïtiens vivant dans la pauvreté.<sup>308</sup> L'inflation moyenne pour 2023 est de 46,3 %<sup>309</sup> et le coût de nombreux produits alimentaires de base excède de plus de 20 % celui d'il y a un an.<sup>310</sup> En conséquence, les familles pauvres dépensent plus de 65 % de leur budget en la nourriture et en transport.<sup>311</sup>
- L'insécurité exacerbe les facteurs structurels à long terme du déclin économique d'Haïti.<sup>312</sup> L'extorsion et la violence des groupes armés le long des principales axes de transport continuent à perturber le flux des marchandises à travers Haïti,<sup>313</sup> faisant grimper les prix et déstabilisant l'économie<sup>314</sup> tout en accroissant les revenus des groupes armés.<sup>315</sup> L'insécurité a dévasté le secteur agricole haïtien,<sup>316</sup> qui normalement représente plus de 20 % du produit intérieur brut du pays et emploie près de 50 % de la population.<sup>317</sup> Selon le Groupe d'experts des Nations Unies, les groupes armés perçoivent également des « taxes » auprès de la population pour les services publics (comme l'eau et l'électricité) qu'ils ne fournissent pas, plongeant ainsi la population encore plus dans la pauvreté.<sup>318</sup> Les coûts de transport ont plus que doublé depuis 2022,<sup>319</sup> principalement en raison des prix constamment élevés du carburant<sup>320</sup> et de l'extorsion des transporteurs de carburant par les groupes armés.<sup>321</sup> L'insécurité continue également d'affecter le commerce extérieur et l'activité économique.<sup>322</sup>
- Le 17 septembre, la République dominicaine a fermé sa frontière avec Haïti,<sup>323</sup> bloquant tout commerce transfrontalier pendant près d'un mois.<sup>324</sup> Bien que les autorités dominicaines aient partiellement ré-ouvert la frontière pour des échanges limités le 11 octobre,<sup>325</sup> les autorités

haïtiennes ont bloqué l'entrée de marchandises en Haïti par la frontière de Ouanaminthe-Dajabón dans le but de faire pression sur le gouvernement dominicain pour qu'il renégocie les relations entre les deux pays.<sup>326</sup>

- Le manque chronique d'opportunités économiques est un facteur majeur de recrutement pour les groupes armés,<sup>327</sup> car pour beaucoup de gens, rejoindre un groupe armé est vu comme le seul moyen de survie.<sup>328</sup>

#### *Accès à l'eau*

- Plus de la moitié des Haïtiens n'ont pas accès à une eau potable adéquate ou à de bons services d'hygiène et d'assainissement.<sup>329</sup> Seuls 11 % ont accès à l'eau courante.<sup>330</sup> Pour leurs besoins en eau, les Haïtiens déclarent avoir recours à des puits contaminés, des marécages et de l'eau de pluie non traitée,<sup>331</sup> ce qui accroît leur vulnérabilité aux maladies transmises par l'eau, notamment le choléra.<sup>332</sup> Les femmes et les enfants sont les premiers touchés par le manque d'accès à l'eau potable, car généralement ce sont eux qui sont responsables de la collecter.<sup>333</sup>
- L'insécurité persistante exacerbe les problèmes récurrents d'accès à l'eau, qui trouvent leur origine dans l'incapacité systématique du gouvernement à construire et à entretenir les infrastructures d'eau et d'assainissement.<sup>334</sup> L'UNICEF a rapporté en octobre que deux des trois principales usines de traitement d'eau du département de l'Artibonite avaient été contraintes de fermer en raison de l'insécurité, tandis que la troisième est confrontée à des problèmes de distribution.<sup>335</sup> La promesse de 2016 de l'ONU d'améliorer les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène d'Haïti dans le cadre de son plan d'élimination du choléra introduit par l'ONU<sup>336</sup> n'a toujours pas été concrétisée.<sup>337</sup>
- Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les industries extractives menacent encore plus la sécurité de l'eau en Haïti.<sup>338</sup> Les fortes inondations de juin ont saturé des quartiers entiers de Port-au-Prince d'eaux usées<sup>339</sup> et ont contaminé des dizaines de réservoirs d'eau dans le département du Nord-Ouest, endommageant le réseau d'approvisionnement en eau.<sup>340</sup>

#### *Accès à la nourriture*

- La crise alimentaire en Haïti est comparable aux plus graves situations d'urgence alimentaire dans le monde,<sup>341</sup> et près de la moitié de la population a besoin de l'aide humanitaire et alimentaire.<sup>342</sup> Près d'un quart des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique sévère,<sup>343</sup> et 100 000 enfants sont en danger immédiat de mourir de faim.<sup>344</sup> Le nombre d'Haïtiens en situation d'insécurité alimentaire aiguë a diminué, passant de 4,9 millions mentionnés dans la dernière mise à jour de l'IJDH<sup>345</sup> à environ 4,4 millions en novembre.<sup>346</sup> Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (**BINUH**) et le Programme alimentaire mondial attribuent cette baisse à une amélioration temporaire de certains problèmes de distribution qui entravaient l'accès à la nourriture, et préviennent que ce nombre est susceptible d'augmenter à nouveau en 2024.<sup>347</sup> Sur ces 4,4 millions de personnes, environ 2,9 millions et 1,4 million sont confrontées, respectivement, à une insécurité alimentaire de phase crise et de phase urgence<sup>VII</sup>.<sup>348</sup> Plus de 97 % des habitants des communes de Croix-des-Bouquets et de Delmas (zones urbaines proches de Port-au-Prince fortement touchées par la violence) ne mangent qu'un repas par jour au maximum.<sup>349</sup> Plus de 45 % des habitants du

---

<sup>VII</sup> La phase de crise de l'insécurité alimentaire concerne les ménages qui vivent avec une malnutrition aiguë élevée ou supérieure à la normale ou qui sont à peine capables de satisfaire leurs besoins alimentaires en épuisant leurs moyens de subsistance essentiels ou en adoptant des stratégies d'adaptation à la situation de crise. La phase d'urgence de la crise alimentaire concerne les ménages qui vivent avec une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité ou qui ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires qu'en recourant à des stratégies de subsistance d'urgence et à la liquidation de leurs actifs. *Qu'est-ce que l'IPC ?*, RESEAU DE SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE CONTRE LA FAMINE (FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS NETWORK - **FEWS**), <https://fews.net/about/integrated-phase-classification> (dernière visite : 6 décembre 2023).

département de l'Artibonite, où la violence des groupes armés s'est rapidement intensifiée, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë.<sup>350</sup>

- L'insécurité<sup>351</sup> et la flambée des prix des denrées alimentaires<sup>352</sup> sont les principaux facteurs de la crise alimentaire aiguë. Les habitants des zones contrôlées par les groupes armés, en particulier, ont souvent des difficultés à accéder à la nourriture, parfois pendant des mois d'affilée.<sup>353</sup> La présence accrue de groupes armés et les barrages routiers qu'ils érigent ont compliqué la production et la distribution de nourriture,<sup>354</sup> en particulier dans le département de l'Artibonite, la principale région agricole d'Haïti.<sup>355</sup> Selon un rapport de novembre de l'ONU, les groupes armés ciblent directement les agriculteurs, en leur extorquant des rançons, en volant les récoltes et en détruisant les canaux d'irrigation.<sup>356</sup> En outre, les groupes armés enlèvent et violent souvent les femmes – historiquement l'épine dorsale du réseau de distribution alimentaire en Haïti<sup>357</sup> – alors qu'elles se rendent au marché.<sup>358</sup>
- Les facteurs à plus long terme de l'insécurité alimentaire prolongée en Haïti comprennent l'ingérence étrangère persistante dans la souveraineté alimentaire du pays,<sup>359</sup> une aide humanitaire inadéquate,<sup>360</sup> la négligence du secteur agricole haïtien par le gouvernement,<sup>361</sup> et les défis environnementaux qui ont un impact sur la production alimentaire.<sup>362</sup>

### *Accès aux soins de santé*

- Les violences et les enlèvements des groupes armés continuent à cibler les hôpitaux, le personnel et les patients.<sup>363</sup> Une attaque contre l'hôpital universitaire de Mirebalais le 26 septembre a forcé environ la moitié des plus de 350 patients de l'hôpital, beaucoup d'entre eux gravement malades et nécessitant des soins vitaux, à s'enfuir.<sup>364</sup> Le 15 novembre, des individus armés ont encerclé le Centre Hospitalier de Fontaine à Port-au-Prince, obligeant des dizaines de patients et de membres du personnel à évacuer les lieux et le Centre à fermer indéfiniment.<sup>365</sup> Le centre MSF de Tabarre a été contraint de suspendre ses activités en juillet et août après l'enlèvement d'un patient par des hommes armés.<sup>366</sup> Fin août, des membres du groupe armé *Gran Ravin* ont pris pendant deux jours le contrôle de l'hôpital du Sanatorium de Carrefour-Feuilles,<sup>367</sup> un centre de traitement pour les personnes souffrant de maladies pulmonaires et auto-immunes, ce qui a contraint l'hôpital à fermer ses portes dans les premiers jours de septembre.<sup>368</sup>
- Même là où les hôpitaux fonctionnent, la violence et les barrages routiers des groupes armés continuent d'entraver l'accès physique des patients et du personnel de santé.<sup>369</sup> Dans le département de l'Artibonite, seul un quart des établissements de santé restent accessibles.<sup>370</sup> Les problèmes de distribution qui en découlent ont causé des pénuries de carburant<sup>371</sup> et de fournitures médicales essentielles,<sup>372</sup> limitant encore davantage la disponibilité de soins de santé adéquats.<sup>373</sup> La fermeture de la frontière avec la République dominicaine a exacerbé ces problèmes.<sup>374</sup>
- Le système de santé haïtien reste au bord de l'effondrement en raison d'un manque chronique de ressources.<sup>375</sup> Le gouvernement consacre environ 1 % du produit intérieur brut du pays aux soins de santé, – bien au-dessous des 6 % jugés nécessaires par l'Organisation mondiale de la santé.<sup>376</sup> Seulement environ 40 % des Haïtiens ont accès aux soins de santé, en partie parce qu'il n'y a pas suffisamment d'établissements de santé publics pour desservir la population et que beaucoup n'ont pas les moyens de se faire soigner dans des établissements privés.<sup>377</sup> Seulement 42 % des établissements de santé offrent une gamme complète de services de base<sup>378</sup> et environ 75 % manquent de fournitures médicales et de personnel adéquats.<sup>379</sup> Des grèves des travailleurs de la santé pour protester contre le manque de paiement, les problèmes de personnel et la mauvaise gestion ont perturbé les services dans de nombreux établissements de santé.<sup>380</sup> Ces difficultés ont poussé de nombreux professionnels de santé à fuir Haïti, ce qui entrave encore davantage l'accès aux soins.<sup>381</sup>
- Ces défis ont un impact particulier sur les femmes et les jeunes filles,<sup>382</sup> dont l'accès aux soins de santé est déjà limité en raison du manque de ressources et d'obstacles structurels permanents.<sup>383</sup>
- Le choléra – introduit imprudemment en Haïti par les forces de maintien de la paix de l'ONU en 2010 avant de réapparaître en octobre 2022<sup>384</sup> – continue d'infecter les Haïtiens.<sup>385</sup> Au 26 août (dernières données disponibles au moment de la rédaction), le ministère haïtien de la

santé faisait état de 3 835 cas confirmés, 62 790 cas suspects et 850 décès.<sup>386</sup> Comme les centres de traitement du choléra sont débordés et avec l'insécurité qui entrave l'accès aux soins médicaux et aux tests, les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés.<sup>387</sup> Les problèmes chroniques des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène en Haïti, exacerbés par l'insécurité<sup>388</sup> et les fortes inondations,<sup>389</sup> sont un facteur important de propagation.<sup>390</sup> La malnutrition décrite ci-dessus augmente la gravité des symptômes et la probabilité de décès.<sup>391</sup>

### *Accès à l'éducation*

- La violence des groupes armés contre les écoles et les pressions engendrées par les déplacements de population ont rendu l'éducation largement inaccessible.<sup>392</sup> De nombreuses écoles restent fermées en raison de la violence, en particulier à Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite.<sup>393</sup> D'autres ne fonctionnent plus parce qu'elles abritent des personnes déplacées<sup>394</sup> ou parce que des groupes armés les utilisent comme bases pour leurs opérations criminelles.<sup>395</sup> Le gouvernement n'a pas fait assez d'efforts pour faciliter l'ouverture des écoles ou offrir un soutien aux écoles qui ne peuvent pas ouvrir parce qu'elles servent de sites de déplacement informels.<sup>396</sup> Les écoles qui sont restées ouvertes ne sont pas nécessairement sûres : par exemple, mi-octobre, plus de 400 élèves et enseignants ont été bloqués pendant plusieurs jours à l'intérieur de leur école à Port-au-Prince lorsque des combats entre groupes armés les ont empêchés de quitter les lieux.<sup>397</sup> De nombreux enfants n'assistent plus aux classes parce qu'ils ne veulent pas risquer de parcourir le dangereux trajet à travers un territoire contrôlé par des groupes armés pour se rendre à l'école.<sup>398</sup>
- Le manque chronique de ressources et les dysfonctionnements du système scolaire haïtien perturbent encore davantage l'accès à l'éducation.<sup>399</sup> Le budget national de l'éducation a diminué pour la deuxième année consécutive, ne représentant plus que 10,3 % du budget national pour l'exercice 2023-2024.<sup>400</sup> De nombreux éducateurs se sont mis en grève pour protester contre les mauvaises conditions d'enseignement et l'incapacité persistante du gouvernement à payer les enseignants à temps.<sup>401</sup> D'autres ont simplement fui le pays, ce qui fait craindre une pénurie d'enseignants en Haïti.<sup>402</sup>
- Environ 85 % des écoles haïtiennes sont privées et facturent des frais inabordables pour les familles à faible revenus.<sup>403</sup> Environ un million d'enfants courent le risque à l'abandon scolaire parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer les frais de scolarité dans une école privée,<sup>404</sup> les familles pauvres étant souvent obligées de choisir entre l'alimentation et l'éducation.<sup>405</sup>

## **VI. Pressions migratoires**

Les crises entrecroisées de l'insécurité et de l'humanitaire en Haïti continuent de pousser les Haïtiens à émigrer.<sup>406</sup> Les états étrangers continuent à imposer des restrictions à l'asile fondées sur des préjugés de classe et un racisme anti-Noirs, et à rapatrier les Haïtiens qui se présentent à leurs frontières cherchant refuge<sup>407</sup> – alors même qu'ils exhortent leurs propres citoyens à quitter Haïti en raison de la situation d'insécurité désastreuse qui règne dans le pays.<sup>408</sup> Les politiques d'immigration américaines continuent d'avoir pour effet de priver de sécurité les Haïtiens les plus vulnérables.<sup>409</sup>

- Le nombre d'Haïtiens qui fuient la situation catastrophique des droits humains en Haïti continue d'augmenter,<sup>410</sup> en premier lieu parce que les pressions qui poussent à l'émigration restent sans réponse.<sup>411</sup> Entre janvier et octobre, la U.S. Customs and Border Patrol (les patrouilles frontalières et de la douane) a repéré 164 823 migrants haïtiens aux États-Unis,<sup>412</sup> soit plus que le double de l'ensemble de l'année 2022.<sup>413</sup> En quête de sécurité, les migrants haïtiens continuent de suivre des trajets dangereux et souvent mortels sur terre et sur mer.<sup>414</sup> Le trafic de migrants est une activité lucrative, y compris pour certains fonctionnaires haïtiens qui facilitent le trafic.<sup>415</sup> Ces derniers mois, le Nicaragua a servi de base au trafic ;<sup>416</sup> plus de 31 400 Haïtiens ont pris des vols charters coûteux vers ce pays,<sup>417</sup> où les trafiquants les attendent pour les emmener vers les États-Unis.<sup>418</sup>

- Les états étrangers continuent à refouler de nombreux Haïtiens qui arrivent à leurs frontières,<sup>419</sup> malgré les critiques persistantes des responsables de l'ONU,<sup>420</sup> de législateurs américains<sup>421</sup> et d'organisations de défense des droits humains<sup>422</sup>, qui estiment que de nombreux expulsions sont inhumaines et illégales. La République dominicaine – responsable maintenant de 96 % de tous les refoulements<sup>423</sup> – a expulsé plus d'Haïtiens au cours du premier semestre 2023 que pendant toute l'année 2022.<sup>424</sup> La rhétorique anti-haïtienne et anti-Noirs alimente ces expulsions massives,<sup>425</sup> avec des rapports selon lesquels les autorités dominicaines ciblent les Haïtiens pour les expulser quel que soit leur statut d'immigration et uniquement sur la base de la couleur de leur peau.<sup>426</sup> Les autorités dominicaines continuent de détenir et d'expulser des femmes enceintes et allaitantes.<sup>427</sup> Bien qu'il ait reconnu à plusieurs reprises la gravité de l'insécurité et des crises humanitaires en Haïti,<sup>428</sup> le gouvernement américain continue de refouler les migrants haïtiens.<sup>429</sup>
- Les autorités dominicaines ont également pris des mesures pour empêcher les Haïtiens d'entrer en République dominicaine, notamment en refusant systématiquement d'accorder des visas aux Haïtiens,<sup>430</sup> en interdisant la plupart des vols entre les deux pays<sup>431</sup> et en poursuivant la construction d'un mur frontalier.<sup>432</sup> La fermeture par la République Dominicaine de sa frontière terrestre avec Haïti le 17 septembre a entravé toute migration terrestre entre les deux pays.<sup>433</sup>
- Le gouvernement américain a poursuivi son programme de libération conditionnelle humanitaire pour les Cubains, les Haïtiens, les Nicaraguayens et les Vénézuéliens (**CHNV**), qui permet à un nombre limité de migrants (répartis sans allocation entre les quatre nationalités), d'entrer légalement aux États-Unis sur la base d'un impératif humanitaire.<sup>434</sup> Bien que le programme CHNV ait permis à de nombreux Haïtiens de s'installer aux États-Unis,<sup>435</sup> la politique d'immigration américaine est, dans l'ensemble, extrêmement restrictive à l'égard des migrants haïtiens et a pour effet de discriminer les plus marginalisés, en raison de limitations illégales imposées au droit de l'asile,<sup>436</sup> qui ne sont pas compensées par le programme CHNV, qui reste inaccessible à la plupart des Haïtiens - en particulier les plus vulnérables à l'insécurité et aux crises humanitaires dans leur pays.<sup>437</sup> La récente augmentation spectaculaire des prix des vols entre Haïti et les États-Unis a également un impact supplémentaire sur les migrants.<sup>438</sup>
- Les migrants haïtiens renvoyés vers Haïti sont particulièrement vulnérables au recrutement par des groupes armés,<sup>439</sup> ainsi qu'à l'exploitation et aux abus sexuels.<sup>440</sup> L'assistance aux rapatriés, fournie principalement par l'OIM, reste nettement insuffisante.<sup>441</sup> Les rapatriés avec un casier judiciaire continuent d'être particulièrement exposés : un groupe de 17 rapatriés qui avaient purgé une peine pour des condamnations pénales aux États-Unis ont été immédiatement détenus à leur arrivée en Haïti le 30 novembre, et sont restés deux jours sans accès à la nourriture, à l'eau, aux soins médicaux ou à des nattes de couchage avant d'être relâchés.<sup>442</sup>

## VII. Non-respect persistant des droits des Haïtiens par la communauté internationale

Les crises entrecroisées d'Haïti sont enracinées dans des siècles de pratiques néfastes et exploitantes de la part d'acteurs étrangers, qui remontent à l'esclavage, au colonialisme et à l'extorsion par la France de la « dette d'indépendance ». <sup>443</sup> Cette dette a finalement coûté à Haïti entre 21 et 115 milliards de dollars américains en termes de croissance économique,<sup>444</sup> tout en jetant les bases d'une extraction et d'une ingérence étrangère ultérieures qui ont freiné la démocratie et le développement d'Haïti et ont directement précipité les crises actuelles.<sup>445</sup> Bien que les acteurs internationaux s'accordent à reconnaître qu'Haïti vit une catastrophe humanitaire et qu'une réponse urgente est nécessaire,<sup>446</sup> les efforts d'aide humanitaire restent cruellement sous-financés.<sup>447</sup> La communauté internationale se concentre principalement sur la Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti (**MSS**),<sup>448</sup> autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui risque de renforcer davantage les acteurs politiques responsables des crises haïtiennes<sup>449</sup> et de répéter les préjudices graves et non réparés des interventions antérieures.<sup>450</sup> Le soutien international continu au gouvernement *de facto* corrompu, illégitime et répressif d'Haïti empêche encore davantage de trouver des solutions aux crises, porte atteinte au droit des Haïtiens à l'autodétermination<sup>451</sup> et ignore complètement les voix haïtiennes qui protestent contre la mauvaise gestion de ce gouvernement.<sup>452</sup>

- Après un an de pressions internationales concertées et dominées par les États-Unis,<sup>453</sup> le Conseil de sécurité a autorisé le 2 octobre la MSS, une mission non-onusienne chargée de fournir un soutien opérationnel à la PNH pour une durée de douze mois (qui sera réexaminée au bout de neuf mois).<sup>454</sup> Le Kenya a accepté de diriger la mission et de fournir 1 000 officiers de police.<sup>455</sup> Dans sa propre évaluation, le Kenya a estimé qu'une mission réussie nécessiterait le déploiement de 10 000 à 20 000 personnes pendant trois<sup>456</sup> ans et un financement de jusqu'à 600 millions de dollars pour la première année actuellement autorisée de la mission.<sup>457</sup> Le financement de la MSS et le déploiement de troupes supplémentaires sont volontaires,<sup>458</sup> ce qui soulève de sérieuses doutes quant à la viabilité de la mission. D'autres fonds volontaires de l'ONU – tels que ceux mis en place pour les victimes de l'épidémie de choléra introduite en Haïti par l'ONU et de l'exploitation et des abus sexuels commis par l'ONU – manquent cruellement de ressources et ne réussissent pas à produire les résultats promis.<sup>459</sup> En outre, de nombreux groupes de la société civile haïtienne<sup>460</sup> et les principaux groupes de la diaspora<sup>461</sup> restent profondément opposés à la MSS au motif que le Premier ministre *de facto* Henry n'a pas l'autorité constitutionnelle pour solliciter une telle intervention,<sup>462</sup> que la MSS renforcera encore plus le régime non démocratique de M. Henry<sup>463</sup> et qu'elle manque de garanties adéquates pour assurer la prévention et les recours en cas de violations des droits humains.<sup>464</sup> L'aggravation de l'insécurité a néanmoins poussé de nombreux Haïtiens à considérer une intervention étrangère comme nécessaire pour s'attaquer au pire de la violence,<sup>465</sup> malgré une méfiance générale due aux préjudices causés par des actions étrangères passées.<sup>466</sup> Les inquiétudes concernent également le leadership kenyan, car la police kenyane a un bilan troublant en matière de violations des droits humains<sup>467</sup> et ne parle ni créole haïtien ni français.<sup>468</sup> De plus, le rôle du Kenya dans la MSS est vigoureusement contesté au niveau national.<sup>469</sup> Au moment de la rédaction de cette mise à jour, le parlement kenyan a approuvé la demande du gouvernement de déployer des officiers de police dans le cadre de la MSS, mais la Haute Cour du Kenya bloquait le déploiement jusqu'au moins le 26 janvier 2024 en réponse à une action en justice contestant la constitutionnalité de la mission.<sup>470</sup>
- Les acteurs internationaux continuent de soutenir le Premier ministre *de facto* Henry, notamment (i) en soutenant son document de « Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes » (« **Accord de décembre** »)<sup>471</sup> – largement rejeté par les Haïtiens comme moyen de consolider un pouvoir illégitime par le biais d'élections injustes, de modifications inconstitutionnelles à la constitution d'Haïti et du noyautage illégal des tribunaux<sup>472</sup> – et (ii) en le traitant comme un acteur indispensable dans tout accord de transition.<sup>473</sup> Le soutien international a permis à M. Henry d'opposer son veto à tout développement qui restreindrait de manière significative le pouvoir des acteurs corrompus et répressifs qu'il incarne.<sup>474</sup> Lorsque les acteurs internationaux ont fait pression sur M. Henry pour qu'il participe au dialogue politique,<sup>475</sup> il a assisté aux réunions mais a invariablement refusé de faire des compromis significatifs en faveur d'élections équitables ou a renoncé à ses engagements sans conséquences apparentes.<sup>476</sup>
- Il est universellement reconnu que la crise en Haïti est entretenue par le trafic d'armes et de munitions vers le pays, principalement en provenance des États-Unis.<sup>477</sup> Le gouvernement américain a annoncé un certain nombre d'initiatives dans ce domaine,<sup>478</sup> mais les poursuites engagées contre les personnes impliquées semblent limitées<sup>479</sup> et les initiatives inadéquates par rapport à la nature et à l'ampleur du problème.<sup>480</sup>
- Des états étrangers et l'ONU ont continué de sanctionner des individus haïtiens accusés de corruption ou de collusion avec des groupes armés.<sup>481</sup> Vingt-cinq d'entre eux sont des responsables, dirigeants ou alliés éminents du PHTK.<sup>482</sup> Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH, le Canada a annoncé des sanctions à l'encontre de deux anciens membres du parlement haïtien, trois dirigeants de groupes armés et plusieurs membres de l'élite économique haïtienne.<sup>483</sup> L'ONU a sanctionné quatre autres chefs de groupes armés.<sup>484</sup> Selon le RNDDH, les sanctions étrangères n'ont pas eu d'impact en termes de lutte contre la violence des groupes armés.<sup>485</sup>
- Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH, l'ONU a poursuivi ses visites ciblées au pays et ses rapports,<sup>486</sup> et le mandat du BINUH a été prolongé une nouvelle fois jusqu'au 15 juillet 2024.<sup>487</sup> La société civile haïtienne et internationale et les organisations de défense des droits



humains continuent à critiquer le BINUH pour son incapacité persistante à réagir à des allégations crédibles de collusion du gouvernement. avec des groupes armés et de complicité dans la perpétuation de la crise actuelle.<sup>488</sup>

---

<sup>1</sup> Parmi les rapports dignes d'intérêt donnant un aperçu de la situation des droits humains en Haïti publiés au cours de la période de référence, citons : (i) Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince : La situation dans le bas-Artibonite de janvier 2022 à octobre. 2023 (novembre 2023), <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/haiti/Haiti-report-criminal-violence-artibonite-2023-fr.pdf> ; (ii) Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023 (2023), [https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2023\\_q3\\_rapport\\_trimestriel\\_droits\\_humains\\_fr.pdf](https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2023_q3_rapport_trimestriel_droits_humains_fr.pdf); (iii) Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), BINUH : Rapport du Secrétaire général, UN Doc. S/2023/768 (16 octobre 2023), [https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/french\\_s-2023-768.pdf](https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/french_s-2023-768.pdf) (ci-après **Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023**) ; (iv) Réseau National de Défense de Droits Humains (RNDDH), Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023 (11 octobre 2023), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/10/8-Rap-Justice-11Oct2023-FR.pdf> ; (v) RNDDH, Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti : Plaidoyer pour une réponse étatique adéquate (octobre 2023) [https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/10/1-RNDDH.ASFC-Rapport\\_DeplacéesInternes\\_Haiti\\_AJULIH\\_13Oct2023.pdf](https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/10/1-RNDDH.ASFC-Rapport_DeplacéesInternes_Haiti_AJULIH_13Oct2023.pdf); (vi) Beatrice Mosello, Lucas Destrijcker et Spencer Adrian McMurray, Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face (octobre 2023), [https://weatheringrisk.org/sites/default/files/document/Aux\\_origines\\_de\\_la\\_paix\\_Comprendre\\_les\\_enjeux\\_de\\_sécurité\\_climatique\\_en\\_Haïti\\_et\\_comment\\_y\\_faire\\_face.pdf](https://weatheringrisk.org/sites/default/files/document/Aux_origines_de_la_paix_Comprendre_les_enjeux_de_sécurité_climatique_en_Haïti_et_comment_y_faire_face.pdf) ; (vii) Conseil des droits de l'homme (CDH), Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti, UN Doc. A/HRC/54/79 (25 septembre 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/findings-appointed-expert-situation-human-rights-haiti-ahrc5479-advance-unedited-version>; (viii) Congressional Research Service (CRS), Haïti : Développements récents et politique des États-Unis (dernière mise à jour le 18 septembre 2023), <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R47394/10> ; (ix) CSNU, Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti présenté en application de la résolution 2653 (2022), UN Doc. S/2023/647 (15 septembre 2023) (ci-après **Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti**), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/246/29/PDF/N2324629.pdf>; (x) Human Rights Watch (HRW), « 'Vivre un cauchemar' : Face à une crise qui s'aggrave, la situation en Haïti nécessite une réponse urgente fondée sur les droits humains » (14 août 2023), <https://www.hrw.org/fr/report/2023/08/14/vivre-un-cauchemar/face-une-crise-qui-saggrave-la-situation-en-haïti-necessite> ; (xi) RNDDH, Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite :Le RNDDH dénonce la complicité du CSPN (18 août 2023), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/08/7-RapM-Escalade-de-violences-Carrefour-Feuilles-18Aout2023-FR.pdf> ; (xii) CSNU, BINUH : Rapport du Secrétaire général, UN Doc. S/2023/492 (3 juillet 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/183/34/PDF/N2318334.pdf> (ci-après **Rapport du Secrétaire général de l'ONU - juillet 2023**) ; (xiii) BINUH, Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023 (2023), [https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_trimestriel\\_situation\\_des\\_droits\\_de\\_lhomme\\_en\\_haiti\\_avril\\_-\\_juin\\_2023.pdf](https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport_trimestriel_situation_des_droits_de_lhomme_en_haiti_avril_-_juin_2023.pdf) ; et (xiv) Banque mondiale, Gender-Based Violence, Country Profile Haiti (juin 2023), <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/7848fc4d-d9aa-41a0-ac73-9c38b4b17d2c/content>. Voir également *Haiti Relief & Reconstruction Watch*, CEPR, <https://cepr.net/blog/haïti-relief-reconstruction-watch/> (dernière visite : 10 décembre 2023).

<sup>2</sup> Voir *infra* Section V (Effondrement des droits économiques et sociaux).

<sup>3</sup> Voir, par exemple, *Selon l'ONU, l'insécurité en Haïti est « comparable » à celle des pays en guerre*, FRANCE 24 (25 avril 2023), <https://www.france24.com/en/americas/20230424-haiti-insecurity-comparable-to-nations-at-war-says-un> ; En Haïti, les niveaux élevés d'insécurité ne doivent pas faire obstacle à une aide humanitaire vitale, COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (8 février 2023), <https://www.icrc.org/fr/document/en-haiti-les-niveaux-eleves-dinsecurite-ne-doivent-pas-faire-obstacle-une-aide-humanitaire>.

<sup>4</sup> Dans son Indice mondial de la paix 2023 (Global Peace Index – GPI), l'Institut pour l'économie et la paix (Institute for Economics and Peace) a classé le problème de sécurité interne d'Haïti comme un « conflit purement violent ». Haïti « a enregistré la plus grande détérioration de la paix dans la région et la deuxième plus grande détérioration du GPI 2023 », perdant 17 places dans le GPI 2023 et se situant désormais à la 129<sup>e</sup> place du classement global. La situation s'est détériorée dans les trois domaines du GPI : sûreté et sécurité de la société ; étendue des conflits nationaux et internationaux en cours ; et degré de militarisation. Institute for Economics & Peace, GPI 2023 9, 15, 21, 23-24 (juin 2023), <https://www.visionofhumanity.org/wp->

---

[content/uploads/2023/06/GPI-2023-Web.pdf](#). Voir également *infra* Section I (Violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne).

<sup>5</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 27 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ». Voir également *infra* Section I (Violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne), Section II (Mauvaise conduite du gouvernement, y compris violence et corruption institutionnalisées)

<sup>6</sup> Voir *infra* note 49.

<sup>7</sup> *Haïti : La violence des gangs se propage en Haïti ce qui rend nécessaire le déploiement rapide d'une mission multinationale de sécurité, selon l'ONU*, ONU INFO (28 novembre 2023), <https://news.un.org/fr/story/2023/11/1141032>

<sup>8</sup> CSNU, BINUH : Rapport du Secrétaire général, ¶ 13, UN Doc. S/2023/41 (17 janvier 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/016/75/pdf/N2301675.pdf>.

<sup>9</sup> *Haïti : La violence des gangs se propage en Haïti ce qui rend nécessaire le déploiement rapide d'une mission multinationale de sécurité; En Haïti, le trafic d'armes aggrave les crises sécuritaires, selon l'ONU*, ONU INFO (3 mars 2023), <https://news.un.org/fr/story/2023/03/1132912>.

<sup>10</sup> Voir, par exemple, Luke Taylor, « *We have no time to heal*': floods followed by earthquake heap more trauma on Haiti, THE GUARDIAN (11 juillet 2023), <https://www.theguardian.com/global-development/2023/jul/11/we-have-no-time-to-heal-floods-followed-by-earthquake-heap-more-trauma-on-haiti> (« Les ONG préviennent que l'impact mental et émotionnel de la... violence et des calamités précédentes se fera sentir pendant des générations si rien n'est fait ») ; Communiqué de presse, UNICEF, *Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti* (7 août 2023), <https://www.unicef.org/press-releases/kidnappings-children-and-women-spiking-alarming-tarifs-haïti>.

<sup>11</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 50 (faisant état de 200 000 personnes déplacées en octobre 2023) ; [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶ 2 (160 000 en juin 2023). Voir également *infra* note 68.

<sup>12</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 20. Voir également *infra* note 410.

<sup>13</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 6 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (examinant des décennies de corruption et de militarisation des groupes armés par des acteurs politiques). Voir également *infra* Section II (Mauvaise conduite du gouvernement, y compris violence et corruption institutionnalisées).

<sup>14</sup> Becky Sullivan, *Avec le départ des seuls responsables élus encore en place, Haïti atteint un point de rupture*, NPR (18 janvier 2023), <https://www.npr.org/2023/01/18/1149556481/haiti-last-elected-crise-politique-officielle> ; Kristina Fried, *Nouvelles promesses de Washington pour Haïti alors que le mandat de son président assassiné se termine lundi*, MIAMI HERALD (6 février 2022), <https://www.miamiherald.com/opinion/article258104658.html>.

<sup>15</sup> La résolution 2653 du Conseil de sécurité des Nations unies établit un régime de sanctions qui comprend des interdictions de voyager, des gels d'avoirs et des embargos sur les armes ciblés par les États membres contre des personnes haïtiennes qui participent ou soutiennent des activités de groupes armés, des trafics d'armes et d'autres trafics illicites, des violations des droits humains, des violences sexuelles et liées au genre, des entraves à l'aide humanitaire, ou des attaques contre le personnel ou les locaux des Nations unies en Haïti. La résolution 2653 établit également un comité (le Groupe d'experts des Nations unies) composé de membres du CSNU chargés de rechercher et d'examiner des informations sur d'autres individus susceptibles de se livrer à ces activités et de les désigner comme devant faire l'objet de sanctions, le cas échéant. CSNU, Résolution 2653 (2022), UN Doc. S/RES/2653 (2022) (21 octobre 2022), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/646/07/pdf/N2264607.pdf>, ¶ 21 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#).

<sup>16</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#). M. O'Neill a été nommé conformément à la résolution 52 de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) : Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits humains en Haïti, en lien avec la demande des autorités haïtiennes d'une action internationale coordonnée et ciblée, UN Doc. A/HRC/52/L.17/Rev.1 (30 mars 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G23/065/18/PDF/G2306518.pdf>.

<sup>17</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 17, 22-24, 31 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 69-77, 106-08 ; voir également IJDH, Sanctions internationales contre des personnes haïtiennes (décembre 2020 - présent),

[https://docs.google.com/document/d/1RG0k34CaID3QmxHt1XW-S\\_C8Aeyj9Vum1qkhtmiopdo/edit?pli=1](https://docs.google.com/document/d/1RG0k34CaID3QmxHt1XW-S_C8Aeyj9Vum1qkhtmiopdo/edit?pli=1) (dernière visite : 6 décembre 2023) (suivi de sanctions internationales contre des personnes haïtiennes pour des abus tels que corruption, trafic d'armes, protection et facilitation d'activités illégales de groupes criminels armés, et violations flagrantes et systématiques des droits humains) ; IIDH, Individus haïtiens sanctionnés associés au *Pati Ayisyen Tèt Kale* (PHTK), [https://docs.google.com/document/d/1j\\_q95vvgiIAiW4nZ28-FTjwvjSi3iYc0gRhdaSAWmgo/edit#heading=h.kclf4qy0io03](https://docs.google.com/document/d/1j_q95vvgiIAiW4nZ28-FTjwvjSi3iYc0gRhdaSAWmgo/edit#heading=h.kclf4qy0io03) (dernière visite : 6 décembre 2023) (suivi des sanctions internationales contre de hauts responsables gouvernementaux et leurs associés affiliés au parti haïtien *Pati Ayisyen d'Haïti Parti Tèt Kale* (PHTK)). Voir également notes 4812-485.

<sup>18</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 84-85, 104. Voir également CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 6.

<sup>19</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 10, 27, 31 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 82-86, 168-179.

<sup>20</sup> Voir *infra* Section III (Accès à la justice déficient et impunité **chronique**).

<sup>21</sup> Voir, par exemple, Harvard Law School International Human Rights Clinic, Yale Law School Lowenstein International Human Rights Clinic et NYU School of Law Global Justice Clinic, Joint Statement from US Human Rights Clinics on Haiti's Constitutional Referendum (8 juin 2021), [https://chrgj.org/wp-content/uploads/2021/06/210608\\_Referendum-Statement\\_Law-School-Clinics\\_.pdf](https://chrgj.org/wp-content/uploads/2021/06/210608_Referendum-Statement_Law-School-Clinics_.pdf) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 27 (« Le système judiciaire haïtien a longtemps souffert de politisation et de corruption endémique et a été délibérément saboté par des gouvernements successifs. ») ; Brian Concannon, *Biden doit cesser de soutenir la vieille garde en Haïti*, RESPONSIBLE STATECRAFT (12 novembre 2021), <https://responsiblestatecraft.org/2021/11/12/how-biden-can-support-democracy-in-Haiti/> ; Pierre Espérance, *Mauvaise décision des États-Unis – Haïti a besoin d'un gouvernement de transition crédible*, JUST SECURITY (22 juillet 2021), <https://www.justsecurity.org/77552/wrong-us-call-haiti-needs-a-credible-transitional-government/>.

<sup>22</sup> Voir, par exemple, Scott Neuman, *Ariel Henry sur le point de devenir le nouveau Premier ministre d'Haïti. Tout ce qu'il faut savoir sur lui*, NPR (20 juillet 2021), <https://www.npr.org/2021/07/20/1018280279/ariel-henry-swearing-in-haiti-new-prime-minister>.

<sup>23</sup> M. Henry n'a pas été installé en vertu d'un processus haïtien, mais au moyen d'un communiqué de presse émanant du Core Group, un groupe de pays puissants dont Haïti ne fait pas partie. BINUH, *Communiqué du Core Group* (17 juillet 2021), <https://binuh.unmissions.org/fr/communiqué-du-core-group-4>. Voir également Monique Clesca, *L'état de non-droit en Haïti : Pourquoi une intervention militaire ne ferait qu'aggraver les problèmes de l'île*, FOREIGN AFFAIRS (10 mars 2023), <https://www.foreignaffairs.com/central-america-caribbean/haitis-rule-lawlessness> ; Monique Clesca, *Mon groupe peut sauver Haïti. Biden nous barre la route*, NEW YORK TIMES (1 décembre 2021), <https://www.nytimes.com/2021/12/01/opinion/haiti-commission-government.html> ; Katz, [Les États-Unis préparent une invasion en sous-traitance d'Haïti](#).

<sup>24</sup> Voir, par exemple, Francklyn B. Geffrard, *L'accord de Montana ne veut plus négocier avec Ariel Henry. Il réclame sa démission et de son gouvernement pour faciliter une sortie de crise...*, RHI NEWS (7 septembre 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/laccord-de-montana-ne-veut-plus-negocier-avec-ariel-henry-il-reclame-sa-demission-et-de-son-gouvernement-pour-faciliter-une-sortie-de- crise/> ; RNDDH, [Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN](#), ¶ 17 ; Juhakenson Blaise, *Les cris de « SOS Lapolis » en Haïti sont restés silencieux, éveillant des soupçons*, HAITIAN TIMES (15 août 2023), <https://haitiantimes.com/2023/08/15/sos-lapolis-cries-in-haiti-met-with-silence-raising-suspicious/> ; Francklyn B. Geffrard, *Nouveau raid des bandits de "Gran Ravin" sur Carrefour-Feuilles...*, RHI NEWS (14 août 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/nouveau-raid-des-bandits-de-gran-ravin-sur-carrefour-feuilles/> ; Dimitry Charles, *La terreur infligée par les gangs oblige la population de Carrefour-Feuilles à marcher contre l'insécurité*, JUNO7 (8 août 2023), <https://www.juno7.ht/popula-carrefour-feuilles-a-marche-contre-linsecurite/> ; RNDDH, *Recrudescence des actes attentatoires aux vies et aux biens : le RNDDH presse les autorités policières à agir*. (13 juillet 2023), <https://web.rn-ddh.org/wp-content/uploads/2023/07/5-CP-Situation-securitaire-13Juil2023-FR.pdf>, ¶ 42. Voir également *Lettre ouverte des organisations de la Société civile haïtienne en Défense des droits humains pour une mise en garde des pays africains contre les méfaits d'une intervention étrangère illégitime en Haïti planifiée par les pays impérialistes* (21 août 2023), disponible sur : [https://www.iidh.org/open\\_letters/lettre-ouverte-des-organisations-de-la-societe-civile-haitienne-et-defense-des-droits-humains-pour-une-mise-en-garde-des-pays-africains-contre-les-mefaits-dune-intervention-etrangere-illegitime-en-h/](https://www.iidh.org/open_letters/lettre-ouverte-des-organisations-de-la-societe-civile-haitienne-et-defense-des-droits-humains-pour-une-mise-en-garde-des-pays-africains-contre-les-mefaits-dune-intervention-etrangere-illegitime-en-h/) (dix organisations de la société civile et de défense des droits humains haïtiennes qualifient le régime *de facto* de M. Henry de « illégal, corrompu et complice de violations des droits humains » dans une lettre à l'Union africaine pour s'opposer à une intervention) ; NHEAON & FANM in Action, *National Haitian*



---

American Elected Officials Network (NHAEON) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti (22 septembre 2023), disponible sur: <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/09/NHAEON-and-FANM-in-Action-to-Biden-Administration-Letter-Final-Amended.pdf> (un groupe d'élus haïtiano-américains a décrit le gouvernement *de facto* de M. Henry comme étant « inefficace et inepte à gouverner et à fournir une sécurité de base pour protéger les Haïtiens vulnérables »); Francklyn B. Geffrard, « La gestion d'Ariel Henry est le dernier coup de massue pour mettre fin à la démocratie en Haïti », Alexandre Telfort..., RHI NEWS (19 juillet 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/la-gestion-dariel-henry-est-le-dernier-coup-de-massue-pour-mettre-fin-a-la-democratie-en-haiti-alexandre-telfort/> (« La gestion d'Ariel Henry au cours des deux dernières années, est le dernier coup de massue pour mettre fin à la démocratie en Haïti »); CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#) (partageant des observations d'Haïtiens sur la faiblesse et l'absence de l'État et présentant des preuves de la collusion persistante du gouvernement avec les groupes armés, ce qui alimente les crises) ; voir également *infra* note 99.

<sup>25</sup> Ainsi, M. Henry a continué de faire pression pour des élections qui ne peuvent être ni libres ni équitables. Voir, par exemple, Robenson Geffrard, *Ariel Henry visite les locaux du CEP à Pétion-Ville*, LE NOUVELLISTE (29 septembre 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244651/ariel-henry-visite-les-locaux-du-cep-a-petion-ville> ; @Radio\_Metronome, X (9 novembre 2023, 9 h 8), [https://twitter.com/Radio\\_Metronome/status/1722617103268848009](https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1722617103268848009); Sir Ronald Sanders, *Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif*, ST. KITTS & NEVIS OBSERVER (14 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29469>. Voir également *infra* notes 14548. M. Henry a également continué à bloquer les efforts de la société civile et des acteurs politiques pour parvenir à un accord de transition. Voir, par exemple, Juhakenson Blaise, *Les politiciens haïtiens durcissent leurs positions et échouent à la 4e tentative de consensus de la Caricom*, HAITIAN TIMES (14 novembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/11/15/haitian-politicians-harden-stances-fail-caricoms-4th-attempt-at-consensus/>; Juhakenson Blaise, *Haïti toujours dans l'impasse après l'échec des négociations en Jamaïque*, HAITIAN TIMES (14 juin 2023), <https://haitiantimes.com/2023/06/14/haiti-still-in-stalemate-after-failed-talks-in-jamaica/>; Clesca, *Mon groupe peut sauver Haïti. Biden nous barre la route*. Voir également 14244.

<sup>26</sup> Voir *infra* note 446.

<sup>27</sup> Voir *infra* notes 47177.

<sup>28</sup> Voir, par exemple, Onz Chéry, *Jean-Charles reprend les manifestations contre le Premier ministre haïtien Henry*, HAITIAN TIMES (23 août 2023), <https://haitiantimes.com/2023/08/23/jean-charles-resumes-protests-against-haitian-pm-henry/>; Peterson Luxama, *Haïti-insécurité : Délaissés, les habitants de Carrefour-Feuille vont cibler Ariel Henry*, RADIO METRONOME (11 août 2023), <https://metronomehaiti.com/haiti-insecurite-delaisses-les-habitants-de-carrefour-feuille-vont-cibler-ariel-henry/>; Juhakenson Blaise et Murdith Joseph, *Henry célèbre l'option des forces armées au milieu des appels à sa démission*, HAITIAN TIMES (21 juillet 2023), <https://haitiantimes.com/2023/07/21/henry-celebrates-armed-force-option-amid-calls-for-his-resignation/>; *Crise : Manifestation à Port-au-Prince pour dénoncer deux ans de gestion calamiteuse d'Ariel Henry en Haïti*, ALTERPRESSE (20 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29481>. Voir également [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 11 (faisant état de 746 manifestations entre juillet et septembre « contre l'insécurité, la faiblesse de l'État et les problèmes socioéconomiques ») ; voir *infra* note 158.

<sup>29</sup> Voir, par exemple, Bureau des Avocats Internationaux (BAI) et al., *Appel urgent de la Société Civile pour une Réponse Internationale fondée sur les Droits à la crise en Haïti*, IJDH (12 juin 2023), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/06/12062023-Haiti-Civil-Society-Declaration-FR-version.pdf> (des organisations respectées de la société civile et des droits humains haïtiens publient une déclaration commune dénonçant la situation catastrophique des droits humains et de l'aide humanitaire engendrée par le gouvernement corrompu et répressif d'Haïti et appelant les acteurs internationaux à cesser de soutenir ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise haïtienne) ; NHAEON & FANM in Action, *National Haitian American Elected Officials Network (NHAEON) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti* (le plus grand réseau d'élus et de fonctionnaires nommés haïtiens-américains aux États-Unis (NHAEON) publie avec FANM in Action une déclaration exhortant le gouvernement américain à « cesser immédiatement de soutenir le régime *de facto* inconstitutionnel afin de stabiliser la crise politique actuelle d'Haïti et d'encourager la formation d'un gouvernement de consensus pour faire progresser Haïti vers l'adoption d'un processus démocratique »); Clesca, *L'état de non-droit en Haïti : pourquoi une intervention militaire ne ferait qu'aggraver les problèmes de l'île* ; Monique Clesca, *La lutte pour la démocratie en Haïti : pourquoi la reconstruction du pays est nécessaire avant de voter*, FOREIGN AFFAIRS (1er février 2022), <https://www.foreignaffairs.com/articles/haiti/2022-02-01/haitis-fight-democracy>; Pierre Espérance, *Plus de police ne résoudra pas la crise d'Haïti*, FOREIGN AFFAIRS (4 juillet 2023), <https://foreignpolicy.com/2023/07/04/haiti-crisis-henry-police-gangs-security-politics-united-states/>.

---

<sup>30</sup> Voir *infra* notes 47177.

<sup>31</sup> Voir, par exemple, NHEAON et FANM in Action, [National Haitian American Elected Officials Network \(NHEAON\) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti](#); Blaise Malley, *Les Nations unies proches d'approuver une intervention armée pour sécuriser Haïti*, RESPONSIBLE STATECRAFT(8 août 2023), <https://responsiblestatecraft.org/2023/08/08/un-closer-to-approving-armed-intervention-to-secure-haiti/>.

<sup>32</sup> Voir *infra* notes 14244.

<sup>33</sup> Voir *infra* notes 47781.

<sup>34</sup> Voir *infra* Section VI (Pressions migratoires).

<sup>35</sup> Voir *Haïti - Plan de Réponse Humanitaire 2023*, SERVICE DE SUIVI FINANCIER, <https://www.unocha.org/publications/report/haiti/haiti-plan-de-reponse-humanitaire-avril-2023> (dernière visite : 6 décembre 2023) (au 6 décembre, le Plan de réponse humanitaire des Nations Unies 2023 pour Haïti n'est financé qu'à 32,9 %); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) & Programme alimentaire mondial (PAM), *Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024*, p. vii (2023), <https://www.fao.org/3/cc8419en/cc8419en.pdf>.

<sup>36</sup> Ainsi, au cours d'une audience du Conseil des droits de l'homme sur les droits humains en Haïti, le 10 octobre, à peine un représentant d'une organisation haïtienne des droits humains a pris la parole, après qu'un représentant du Centre des droits humains de l'Université du Minnesota ait cédé son temps de parole à Mario Joseph, avocat directeur du BAI. *ID: HC on Haiti – 44<sup>th</sup> Meeting, 54<sup>th</sup> Regular Session of Human Rights Council*, UN WEB TV (10 octobre 2023), <https://media.un.org/en/asset/k1n/k1n3q5zoy9>.

<sup>37</sup> Voir Mario Joseph du BAI appelle la communauté internationale à écouter les Haïtiens lors de la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, IJDH, [https://www.ijdh.org/ijdh\\_events/bais-mario-joseph-calls-on-the-international-community-to-listen-to-haitians-at-the-54th-session-of-the-un-human-rights-council/](https://www.ijdh.org/ijdh_events/bais-mario-joseph-calls-on-the-international-community-to-listen-to-haitians-at-the-54th-session-of-the-un-human-rights-council/) (dernière visite : 6 décembre 2023) (Mario Joseph, membre du BAI, « a appelé la communauté internationale à cesser d'ignorer la voix des Haïtiens et à cesser de soutenir le gouvernement *de facto* corrompu et répressif d'Haïti »); @ijdh, X (12 octobre 2023, 9 h 37), <https://twitter.com/ijdh/status/1712462594617889027>; Charnette Frédéric & Marleine Bastien, *le Président Biden n'écoute pas les Haïtiens. Il devrait le faire avant qu'il ne soit trop tard*, MIAMI HERALD (9 novembre 2023), <https://www.miamiherald.com/article281594743.html>. Les acteurs internationaux continuent à ignorer les nombreuses lettres et déclarations publiées par les organisations haïtiennes et de la diaspora qui s'opposent à une intervention et qui appellent la communauté internationale à cesser de soutenir M. Henry, le Premier ministre *de facto*. Voir, par exemple, BAI et al., [Appel Urgent de la Société Civile pour une Réponse Internationale fondée sur les Droits à la crise en Haïti](#); NHEAON & FANM in Action, [National Haitian American Elected Officials Network \(NHEAON\) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti](#).

<sup>38</sup> Pour une discussion plus approfondie, voir *infra* Section VII (Non-respect persistant des droits des Haïtiens par la communauté internationale).

<sup>39</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p 3; FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), ¶ 16.

<sup>40</sup> Voir Communiqué de presse de l'UNICEF, [Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti](#) (rapportant que les civils vivent « sous une terreur constante »); Luke Taylor, « *Ni police ni État* » : les Haïtiens impuissants face à la montée en flèche de la violence et de la brutalité, THE GUARDIAN (14 août 2023), <https://www.theguardian.com/world/2023/aug/14/haiti-violence-abus-meurtre-surveillance-des-droits-de-l'homme>.

<sup>41</sup> Voir *infra* Section V (Effondrement des droits économiques et sociaux).

<sup>42</sup> Voir, par exemple, Edith M. Lederer, *La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU*, AP NEWS (23 octobre 2023), <https://apnews.com/article/haiti-gangs-violence-kenya-police-security-children-ac867cb3f36d2234d6f28606825298e2>; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 33. Voir également 274, 327.

---

<sup>43</sup> Kervens Adam Paul, *Insécurité : la Protection civile estime le nombre de déplacés à près de 200 000 personnes*, LE NOUVELLISTE (5 octobre 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244748/insecurite-la-protection-civile-estime-le-nombre-de-deplaces-a-pres-de-200-000-personnes>.

<sup>44</sup> Voir *infra* Section II (Mauvaise conduite du gouvernement, y compris violence et corruption institutionnalisées).

<sup>45</sup> Voir *infra* notes 10417.

<sup>46</sup> Voir, par exemple, HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« il n'y a pas eu de poursuites ni condamnation contre les responsables des meurtres, des enlèvements et des violences sexuelles commis depuis le début de l'année. »). Voir également *infra* Section III (Accès à la justice déficient et impunité chronique).

<sup>47</sup> Voir note *infra* 3088.

<sup>48</sup> Voir, par exemple, 267.

<sup>49</sup> Voir BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 3 (faisant état de 2 161 personnes tuées, blessées et enlevées au troisième trimestre 2023, soit une augmentation de 16 % par rapport au trimestre précédent) ; FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), p. 16 (« L'incidence des meurtres et des enlèvements en Haïti a augmenté pour la cinquième année consécutive. ») ; Lederer, [La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU](#) ; Aggravation de la violence en Haïti (déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme), HCDH (10 octobre 2023), <https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2023/10/deepening-violence-haiti> ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 4 (« Les gangs ont menacé l'autorité de l'État à une échelle jamais vue auparavant. ») ; Scott Simon, *La violence en Haïti s'intensifie au sein d'un mouvement civil d'autodéfense*, NPR (2 septembre 2023), <https://www.npr.org/2023/09/02/1197419190/violence-in-haiti-escalated-amidst-a-civilian-vigilante-movement> (selon un journaliste spécialiste de longue date d'Haïti, « l'état actuel de la violence en Haïti... [est] 'sans précédent', même à la lumière de plusieurs décennies de violence qui persistent dans le pays ») ; Matt Rivers, *Haïti se bat pour sa vie dans la rue : Carnet d'un journaliste*, ABC NEWS (2 juin 2023), <https://abcnews.go.com/International/haiti-fights-life-streets-reporters-notebook/story?id=99772762>.

<sup>50</sup> Evens Sanon & Dánica Coto, *Un responsable des droits humains de l'ONU s'alarme de la violence omniprésente des gangs en Haïti*, PBS NEWS HOUR (31 octobre 2023), <https://www.pbs.org/newshour/world/un-human-rights-official-is-alarmed-by-sprawling-gang-violence-in-haiti> ; Matt Rivers, *La violence des gangs en Haïti aggrave la crise humanitaire au milieu des troubles politiques*, ABC NEWS (31 juillet 2023), <https://abcnews.go.com/International/haitis-gang-violence-worsens-humanitarian-crisis-amid-politique/story?id=101098571> (« Sept grandes coalitions de gangs, composées de quelque 200 groupes affiliés, opèrent dans tout le pays. ») ; ACAPS, Haïti : Impact humanitaire de la violence des gangs 1 (2 juin 2023), [https://www.acaps.org/fileadmin/Data\\_Product/Main\\_media/20230602\\_acaps\\_briefing\\_note\\_haiti\\_humanitarian\\_impact\\_of\\_gang\\_violence.pdf](https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20230602_acaps_briefing_note_haiti_humanitarian_impact_of_gang_violence.pdf) (estimant à 200 à 300 le nombre de groupes armés en activité). Voir également RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 7 (faisant état d'environ 300 groupes armés en activité) ; Vanessa Buschschlüter, *Haïti : Où l'acheminement de l'aide dépend de discussions avec 300 gangs*, BBC NEWS (11 octobre 2023), <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-67064819> ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (faisant état d'environ 300 groupes armés en activité).

<sup>51</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 48 (« L'ensemble de la zone métropolitaine de Port-au-Prince est concerné par l'activité des gangs, à divers degrés . . . Les zones sous contrôle direct et sous influence représentent environ 80 % de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les autres (20 %) subissent les incursions de gangs (enlèvements, vols, meurtres et autres infractions) ») ; Jacqueline Charles, *la haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme lance un appel urgent pour une mission de sécurité en Haïti*, MIAMI HERALD (28 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279866074.html> ; Jacqueline Charles, *Les efforts pour transférer à la Jamaïque des enfants handicapés d'Haïti se heurtent à des résistances ; le premier ministre reste silencieux*, MIAMI HERALD (18 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279395219.html> ; Luke Taylor, *Haïti : dans certaines régions, 97 % des ménages souffrent de faim grave*, THE GUARDIAN (18 août 2023), <https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/18/haiti-hunger-crisis-mercy-corps> ; *Un groupe de défense des droits humains en Haïti prévient que, après une brève accalmie, les enlèvements et les meurtres sont en hausse*, INDEPENDENT (14 juillet 2023), <https://www.independent.co.uk/news/haiti-ap-puerto-rico-san-juan-doctors-without-borders-b2375552.html> ; Laura Gamba, *2 ans après l'assassinat du président haïtien, le pays reste plongé dans le chaos*,



---

AA (7 août 2023), <https://www.aa.com.tr/en/americas/2-years-after-assassination-of-haiti-s-president-country-continues-spiraling-into-chaos/2939462> ; Rivers, *Haiti se bat pour sa vie dans la rue : Carnet d'un journaliste*. Voir également HRW, « *Vivre un cauchemar* » (« Les organisations haïtiennes de défense des droits humains et les organisations internationales estiment que les groupes criminels contrôlent actuellement la quasi-totalité de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ce qui représente une progression alarmante par rapport à décembre 2022, date à laquelle ces mêmes organisations estimaient que les groupes criminels contrôlaient 60 % de ladite zone. »).

<sup>52</sup> Voir, par exemple, Monyse Ravena, *Haiti, plongé dans des cycles de crise humanitaire, rejette la possibilité d'une nouvelle intervention étrangère*, PEOPLES DISPATCH (12 septembre 2023), <https://peoplesdispatch.org/2023/09/12/haiti-plunged-into-cycles-of-humanitarian-crisis-rejects-the-possibility-of-new-foreign-intervention/>. Voir également BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 3 (rapportant que 67 % des victimes se trouvaient dans le département de l'Ouest, composé principalement de la zone métropolitaine de Port-au-Prince) ; Robenson Geffrard, *Martissant deux ans après, symbole de l'échec des autorités dans la guerre contre les gangs*, LE NOUVELLISTE (1er juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/242627/martissant-deux-ans-apres-symbole-de-lechec-des-autorites-dans-la-guerre-contre-les-gangs>.

<sup>53</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 10 ; *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 50 ; HRW, « *Vivre un cauchemar* » (« Les groupes criminels ... ont cherché à étendre leur contrôle territorial, en attaquant directement la population et en se positionnant comme autorités *de facto*, notamment dans les quartiers considérés comme relativement sûrs ou exempts d'activités criminelles ces dernières années. »). Voir également RNDDH, *Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti*, p. 7 (signalant que « tous les départements géographiques comptent au moins un gang armé en opération. ») ; Junior Legrand, *Des citoyens ordinaires, grands acheteurs d'armes en Haïti*, AYIBO POST (12 juillet 2023), <https://ayibopost.com/des-citoyens-ordinaires-grands-acheteurs-darmes-en-haiti/> (« les gangs assurent un contrôle presque sans contrepoids sur la moitié du territoire national, selon les données de l'ONU DC [Office des Nations unies contre la drogue et le crime]. »).

<sup>54</sup> *Mise à jour de l'IJDH de juin 2023*, ¶ 2.

<sup>55</sup> *La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti, s'inquiète UNICEF*, ONU INFO (3 octobre 2023), <https://news.un.org/fr/story/2023/10/1139297>. Voir également HCDH, *La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince : La situation du bas-Artibonite de janvier 2022 à octobre 2023* ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 3 (rapportant que la violence dans le département de l'Artibonite « représente ... 27 % du total des victimes enregistrées (contre 13 % au trimestre précédent) ») ; *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 30 ; *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 49 (« Le département de l'Artibonite ... est la deuxième zone touchée par la violence des gangs. ... Le gang le plus actif [de la région], Gran Grif (également connu sous le nom de Savien), a élargi de façon exponentielle sa zone de contrôle et d'influence depuis 2022. ») ; HRW, « *Vivre un cauchemar* » ; Communiqué de presse, Fondasyon Je Klere (FJKL), Bas Artibonite : Une vague de terreur s'abat sur la région pendant le mois de juillet 2023 dans l'indifférence des autorités étatiques (2023), <https://www.fjkl.org.ht/images/doc/FJKL10BasArtibonitesituationdeterreurcommuniqu.pdf> ; Jean Pharès Jérôme, *Qui volera au secours du bas Artibonite ?*, LE NOUVELLISTE (4 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/243775/qui-volera-au-secours-du-bas-artibonite>.

<sup>56</sup> *Haïti : La violence des gangs se propage en Haïti ce qui rend nécessaire le déploiement rapide d'une mission multinationale de sécurité* ; voir également *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 11 (faisant état de 3 334 homicides de janvier à septembre, dont 1 239 survenus entre le 1er juillet et le 30 septembre) ; *Aggravation de la violence en Haïti (déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme)* (« Entre le 1er janvier et le 30 septembre 2023, nous avons enregistré 5 599 cas de violence liée aux gangs, dont 3 156 meurtres. ») ; Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Latin America & The Caribbean Weekly Situation Update 1* (20 novembre 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/latin-america-caribbean-weekly-situation-update-20-november-2023> (faisant état d'au moins 166 personnes tuées à la suite de violences perpétrées par des groupes armés à Cité Soleil en novembre) ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 4 (faisant état d'au moins 1 576 personnes tuées ou blessées au cours du troisième trimestre 2023) ; *Bulletin des enlèvements pour le troisième trimestre 2023 (#13) et statistiques désagrégées sur les homicides et les morts violentes en Haïti*, CENTRE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE EN DROITS DE L'HOMME (CARDH) (12 octobre 2023), <https://cardh.org/archives/4688> (faisant état de 1 564 personnes tuées entre le 1er janvier et le 30 septembre) ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023*, p. 3 (faisant état de plus de 1 860 décès entre avril et juin, soit une augmentation de 14 % par

---

rapport au trimestre précédent). Human Rights Watch note qu'il est difficile de quantifier les décès : « étant donné que les groupes criminels ont brûlé les corps de nombreuses victimes, et en raison de l'accès limité aux soins de santé et de l'absence d'un système judiciaire opérationnel, les dossiers médicaux, les rapports d'autopsie et les certificats de décès ont été difficiles à obtenir. » HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>57</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 11.

<sup>58</sup> Francklyn B. Geffrard, « *Les gangs armés ont perpétré au moins 10 massacres, faisant plus de 100 morts et au moins 250 mille déplacés entre mai et août 2023* », selon la POHDH... », RHI NEWS (19 septembre 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/les-gangs-armes-ont-perpetre-au-moins-10-massacres-faisant-plus-de-100-morts-et-au-moins-250-mille-deplacés-entre-mai-et-aout-2023-selon-la-pohdh/>; Roberson Alphonse, *L'essence sort de Varreux, le sang continue de couler à Cité Soleil*, LE NOUVELLISTE (16 novembre 2023), <https://lenouvelliste.com/article/245434/l'essence-sort-de-varreux-le-sang-continue-de-couler-a-cite-soleil> (rapportant que la coalition de groupes armés *G-Pèp* a perpétré en novembre des violences de masse à Cité Soleil, déclenchées par la mort d'Iskar Andrice, membre de la coalition rivale de groupes armés *G9 an fanmi (G9)*). Voir également RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), p. 5 (rapportant qu'« au moins cinq massacres et attaques armées de grande envergure ont été perpétrés dans le département de l'Ouest » entre octobre 2022 et octobre 2023); BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#) p. 4 (rapportant que nombre des personnes tuées « ont été atteintes lors d'attaques de grande envergure, menées notamment par les gangs de la coalition du G- Pèp, sur des quartiers comme Carrefour Feuilles (Port-au-Prince), Meyer (Croix-des-Bouquets), et Carradeux (Tabarre)»); Charles, [Le Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme lance un appel urgent pour une mission de sécurité en Haïti](#) (« Ces derniers mois, Haïti a été le théâtre d'attaques répétées, aveugles et à grande échelle, souvent contre des quartiers entiers et leurs habitants. »); Communiqué de presse, RNDDH, Des victimes de violations massives des Droits Humains portent plainte par-devant les instances judiciaires haïtiennes (19 septembre 2023), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/09/8-CP-3-plaintes-3massacres-sous-Ariel-Henry-19Sept2023-FR.pdf> (à propos d'un massacre à Carrefour-Feuilles qui a entraîné la mort et la disparition d'environ 104 personnes entre le 4 août et le 12 septembre).

<sup>59</sup> Voir [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶¶ 27, 28; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#) à 3-4 (rapportant que les groupes armés utilisent des attaques coordonnées « pour renforcer le contrôle d'axes routiers, afin de faciliter le transport des victimes d'enlèvements vers leurs bases »); CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 9; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 19 (« Les niveaux de violence et de cruauté auxquels les gangs sont prêts à se laisser aller quand ils commettent des violations des droits humains sont sans précédent. »); HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>60</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 30; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 147-151; Diego Da Rin, *Les Haïtiens recourent à la justice populaire alors que la menace des gangs s'intensifie*, INTERNATIONAL CRISIS GROUP (3 juillet 2023), <https://www.crisisgroup.org/fr/latin-america-caribbean/haïti/haïtiens-turn-mob-justice-gang-threat-festers>; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 3.

<sup>61</sup> Voir, par exemple [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 4 (« Des exécutions ou des captivités de personnes contestant leur autorité ou refusant de se plier à leurs injonctions sont régulièrement signalées. »); [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 28 (« Des familles entières, y compris des enfants, ont été exécutées à l'intérieur de leurs maisons. »).

<sup>62</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 9 (« Les gangs ont fait preuve d'une brutalité toujours plus grande, mutilant et brûlant les corps en public et partageant ensuite des images horribles sur les médias sociaux. »); Lederer, [La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU](#); [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 28.

<sup>63</sup> Voir, par exemple BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 6 (« Entre juillet et septembre, plus de 600 maisons et entreprises ont été vandalisées, volées ou incendiées par des gangs, la plupart dans le cadre d'attaques de forte intensité. »); *Des cliniques mobiles déployées dans les sites de déplacés de Port-au-Prince*, UNICEF (9 septembre 2023), <https://www.unicef.org/haïti/recits/des-cliniques-mobiles-d%C3%A9ploy%C3%A9s-dans-les-sites-de-d%C3%A9placés-de-port-au-prince>; FJKL, [Bas Artibonite : Une vague de terreur s'abat sur la région pendant le mois de juillet 2023 dans l'indifférence des autorités étatiques](#) (faisant état de dizaines de maisons pillées et/ou incendiées dans l'Artibonite en juillet); *Haïti-Criminalité : Deux employés tués et quatre autres blessés dans une attaque armée contre l'entreprise Rhum Bakara*, ALTERPRESSE (24 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29490> (relatant une attaque contre l'entreprise Rhum Bakara, au

---

cours de laquelle des individus armés ont volé huit camions de l'entreprise, en ont incendié trois et saccagé les bureaux de l'entreprise) ; @Radio\_Metronome, X (10 juin 2023, 22 h 33), [https://twitter.com/Radio\\_Metronome/status/1667721785561739265](https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1667721785561739265) (« Des bandits lourdement armés ont pillé puis incendié la maison de l'ancien président du Sénat haïtien.»).

<sup>64</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 31 ; Communiqué de Presse, RNDDH, [Des victimes de violations massives des Droits Humains portent plainte par-devant les instances judiciaires haïtiennes ; Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#) ; Lisa Zengarini, *Les évêques haïtiens exhortent à la fin du « génocide » de personnes sans défense par les gangs*, VATICAN NEWS (19 septembre 2023), <https://www.vaticannews.va/en/church/news/2023-09/haitian-bishops-urge-end-to-genocide-of-people-by-gangs.html> ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; *Missionnaires devenus cibles de gangs luttant pour la suprématie en Haïti*, LA CROIX INTERNATIONALE (12 juillet 2023), <https://international.la-croix.com/news/world/missionaries-become-target-of-gangs-battling-for-supremacy-in-haiti/18120> (« Des activistes de l'Église haïtienne accusent des groupes armés à . . . Port-au-Prince de . . . viols et d'enlèvement d'adolescents pour en faire des enfants soldats et pour le travail du sexe. ») ; FJKL, [Bas Artibonite : Une vague de terreur s'abat sur la région pendant le mois de juillet 2023 dans l'indifférence des autorités étatiques](#) ; *Remarques de la Directrice générale d'UNICEF, Catherine Russell, sur Haïti lors du point de presse quotidien du Bureau du porte-parole du Secrétaire général* (29 juin 2023), <https://www.unicef.org/press-releases/unicef-executive-director-catherine-russells-remarks-haiti-daily-press-briefing>. Voir également 253.

<sup>65</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 5-6 (« Dans certains quartiers des communes de Croix-des-Bouquets et de Port-au-Prince (département de l'Ouest), les automobilistes, les passants et les vendeurs ambulants sont régulièrement victimes d'extorsion et de vols dans les rues et aux « points de contrôle » improvisés par les gangs le long des routes principales. ») ; Jérôme Wendy Norestyl, *Les gangs multiplient les attaques contre les bateaux au large de Port-au-Prince*, AYIBO POST (26 octobre 2023), <https://ayibopost.com/les-gangs-multiplient-les-attaques-contre-les-bateaux-au-large-de-port-au-prince/> (rapportant que les attaques de groupes armés contre des bateaux « se multiplient alors que les tronçons terrestres deviennent de moins en moins praticables en raison de la violence des gangs ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶¶ 30-32 ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 7-8 (« Plusieurs personnes concernées... ont décrit comment les gens ont peur de quitter leur maison, d'aller au marché, d'envoyer leurs enfants à l'école, de rendre visite à des parents, ou d'aller au travail ou au culte... Voyager en voiture peut mettre la vie en danger. ») ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 42 (rapportant que la violence des groupes armés perturbe l'approvisionnement de carburant, ce qui entrave encore davantage la liberté de mouvement) ; Wethzer Piercin, *Acculés par les bandits, de nombreux chauffeurs lâchent le secteur*, AYIBO POST (23 août 2023), <https://ayibopost.com/draines-par-les-bandits-de-nombreux-chauffeurs-lachent-le-secteur/> ; Matt Rivers, *En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par des gangs, pourrit sur le sol*, ABC NEWS (31 juillet 2023), <https://abcnews.go.com/International/millions-haiti-starve-food-blocked-gangs-rots-ground/story?id=101443292>. Voir également *infra* notes 319.

<sup>66</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 155-57 (« Au premier trimestre 2023, les organisations humanitaires ont recensé près de 330 cas d'entrave à l'aide humanitaire, notamment des vols et des enlèvements, qui constituent de graves violations du droit international des droits humains. »).

<sup>67</sup> Voir, par exemple, *Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle*, HCDH (31 octobre 2023), <https://www.ohchr.org/fr/statements-and-speeches/2023/10/haiti-william-oneill-expert-human-rights-situation-haiti-concludes> ; *La crise en Haïti s'aggrave avec le déplacement de milliers de personnes à cause de la violence*, AL JAZEERA (16 août 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/16/haitis-crisis-deepens-as-thousands-displaced-by-violence>. Voir également *infra* Section V (Effondrement des droits économiques et sociaux).

<sup>68</sup> OIM, Haïti – Situation de déplacement interne (Ouest, Centre et Artibonite) (juin 2023), <https://dtm.iom.int/fr/node/26606> ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 153 ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 50 (notant que cela représente « le décuple, en deux ans, des chiffres précédents ») ; Paul, *Insécurité : la Protection civile estime le nombre de déplacés à près de 200 000 personnes*. D'autres rapports estiment ce nombre à beaucoup plus de 200 000. Voir Geffrard, *"Les gangs armés ont perpétré au moins 10 massacres, faisant plus de 100 morts et au moins 250 mille déplacés entre mai et août 2023", selon la POHDH...* ; *Haïti-FLASH : Plus de 200 000 personnes ont dû fuir leur domicile*, HAÏTI LIBRE (25 août 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40339-haiti-flash-plus-de-200-000-personnes-ont-du-fuir-leur-domicile.html>. Voir également RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 16 (rapportant que 95 % des déplacements internes sont dus à la violence des groupes armés).



---

<sup>69</sup> *L'escalade de la violence menace des milliers d'enfants à Port-au-Prince, Haïti*, UNICEF (11 septembre 2023), <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/escalating-violence-threatens-thousands-enfants-port-au-prince-haiti> ; Communiqué de presse, International Rescue Committee, *Les femmes et les filles haïtiennes sont les principales victimes de l'escalade de la violence, avertit l'IRC à l'occasion de la campagne '16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre'* (4 décembre 2023), <https://www.rescue.org/press-release/haitian-women-and-girls-bear-brunt-escalating-violence-warns-irc-during-16-days> (faisant état de plus de 146 000 personnes déplacées dans le département de l'Ouest, composée principalement de la zone métropolitaine de Port-au-Prince). Voir également *Les gangs haïtiens appellent au renversement armé du Premier ministre Henry alors que le chaos s'intensifie*, US NEWS (20 septembre 2023), <https://www.usnews.com/news/world/articles/2023-09-20/haitian-gangs-appel-au-renversement-arme-de-PM-Henry-alors-que-le-chaos-s-intensifie> (rapportant que, pendant plusieurs semaines en septembre, plus de 19 000 personnes ont été déplacées à Port-au-Prince) ; Geffrard, *"Les gangs armés ont perpétré au moins 10 massacres, faisant plus de 100 morts et au moins 250 mille déplacés entre mai et août 2023", selon la POHDH...* (faisant état de 40 000 personnes déplacées dans la zone de Carrefour-Feuilles); *Un groupe armé met le feu à un sous-commissariat de police en Haïti*, PRENSA LATINA (30 août 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/08/30/armed-group-sets-fire-to-police-station-in-haiti/> (rapportant que plus de 5 000 personnes ont fui leurs maison en août en réaction aux violences perpétrées par des groupes armés dans le sud de Port-au-Prince) ; Jean Loobentz Cesar, *Des Haïtiens s'abritent dans un centre sportif alors que de nouvelles attaques déplacent près de 9 000 personnes*, REUTERS (26 août 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/haitians-shelter-sports-center-fresh-attacks-displace-nearly-9000-2023-08-26/> (rapportant que quelque 8 730 personnes ont été déplacées autour de Carrefour-Feuilles à la suite de récentes attaques par des gangs armés dans la région).

<sup>70</sup> *Des cliniques mobiles déployées dans les sites de déplacés de Port-au-Prince*. Voir également Communiqué de presse, International Rescue Committee, *Les femmes et les filles haïtiennes sont les principales victimes de l'escalade de la violence, avertit l'IRC à l'occasion de la campagne '16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre'* (rapportant que les femmes représentent plus de la moitié de toutes les personnes déplacées dans le département de l'Ouest) ; Marijàn, *Violence basée sur le genre 1, 4* (juin 2023), [https://img1.wsimg.com/blobby/go/26ef5187-0ccb-472d-9fc3-5d7ec25ed84e/MARIJA%CC%80N\\_RAPPORTE%CC%81CHOS\\_Juin2023.pdf](https://img1.wsimg.com/blobby/go/26ef5187-0ccb-472d-9fc3-5d7ec25ed84e/MARIJA%CC%80N_RAPPORTE%CC%81CHOS_Juin2023.pdf) (ci-après **Rapport Marijàn - juin**) (63 % des 299 femmes interrogées dans les quartiers de Cité Soleil et de Canaan ont déclaré avoir été forcées de se relocaliser en raison de la violence).

<sup>71</sup> Voir *supra* notes 54-55.

<sup>72</sup> HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>73</sup> Selon le Groupe d'experts de l'ONU, cette inaction constitue une violation des droits humains. [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 153. Voir également RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 21 ; Dánica Coto, *Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens*, AP NEWS (22 juin 2023), <https://apnews.com/article/haiti-homelessness-gangs-violence-slum-bf84227061d549092311d91cf9e57771> ; *Criminalité : La Frakka exige des dispositions pour faciliter le retour des familles déplacées dans leurs quartiers en Haïti*, ALTERPRESSE (29 novembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29884>.

<sup>74</sup> Jonasson Odigène, *Chassés par les bandits, chassés par la Police, le calvaire des persécutés qui pensaient trouver refuge devant l'ambassade américaine*, LE NOUVELLISTE (25 juillet 2023), <https://lenouvelliste.com/article/243580/fleeing-from-bandits-chased-by-police-the-ordeal-of-refugees-hoping-for-safety-at-the-american-embassy> (rapportant que la police a fait usage de gaz lacrymogène pour déloger les personnes déplacées réfugiées devant l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince); Communiqué de presse, RNDDH, *Chasse aux réfugiés-es de l'insécurité : Le RNDDH condamne le zèle totalement déplacé du directeur général a.i. de la PNH* (26 juillet 2023), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/07/6-CP-Chasse-Refugies-de-Tabarre-26Juil2023.FR.pdf>.

<sup>75</sup> Voir Rolph Louis-Jeune, *Par crainte des gangs, des propriétaires à P-au-P refusent de louer leurs maisons*, AYIBO POST (10 juillet 2023), <https://ayibopost.com/par-crainte-des-gangs-des-proprietaires-a-p-au-p-refusent-de-louer-leurs-maisons/> ; Coto, *Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens*.

<sup>76</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 50 ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 6.

<sup>77</sup> Voir, par exemple, OCHA, Haïti : Aperçu de la réponse humanitaire, Rapport de situation (mai 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-etat-des-lieux-de-la-reponse-humanitaire-rapport-de->

---

[situation-mai-2023](#) (rapportant en juin que l'aide n'atteignait que 10 % des quartiers abritant des personnes déplacées).

<sup>78</sup> [Haïti nécessite 21 millions de dollars pour les abris d'urgence et les services de protection, tandis que les déplacements se multiplient](#), OIM (10 octobre 2023), <https://www.iom.int/fr/news/haïti-necessite-21-millions-de-dollars-pour-les-abris-durgence-et-les-services-de-protection-tandis-que-les-deplacements-se-multiplient> (rapportant qu'environ 70 000 personnes déplacées vivent dans des « installations spontanées et des centres collectifs inadéquats et précaires ») ; Jérôme Wendy Norestyl, *Cimetière de P-au-P : des déplacés de Carrefour-Feuilles cohabitent avec les morts*, AYIBO POST (5 septembre 2023), <https://ayibopost.com/cimetiere-de-p-au-p-refuge-de-dizaines-de-deplaces-de-carrefour-feuilles/> (rapportant que la grande majorité des personnes déplacées par la violence à Carrefour- Feuilles vivent « dans des conditions extrêmement précaires dans une vingtaine de sites d'hébergement de la capitale », dont le cimetière de Port-au-Prince) ; Cesar, [Des Haïtiens s'abritent dans un centre sportif alors que de nouvelles attaques déplacent près de 9 000 personnes](#) (« Des centaines de personnes [déplacées] sont entassées dans de petites tentes blanches dans la cour d'un centre sportif de la capitale haïtienne. ») ; Francklyn B. Geffrard, *La POHDH indignée par la détérioration du climat d'insécurité et de violence en Haïti...*, RHI NEWS (6 août 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/la-pohdh-indignee-par-la-deterioration-du-climat-dinsecurite-et-de-violence-dans-en-haiti/> (rapportant que les personnes déplacées, y compris des femmes enceintes, des enfants et des vieillards, dorment « dans les rues, dans les lieux publics, dans les églises, dans les écoles dans des conditions exécrables qui violent leurs droits et leur dignité en tant qu'êtres humains ») ; Coto, [Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens](#).

<sup>79</sup> [Haïti nécessite 21 millions de dollars pour les abris d'urgence et les services de protection, tandis que les déplacements se multiplient](#) (rapportant qu'environ 34 000 personnes déplacées sont « entassées dans des salles de classe ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 50 (« 20 [sur 26 sites de déplacement 'de fortune'] ont été mis en place dans des écoles. ») ; [Des cliniques mobiles déployées dans les sites de déplacés de Port-au-Prince](#) ; Jean Junior Celestin, *Le MENFP appelle à la protection des bâtiments, du matériel et des archives des écoles occupées par les déplacés internes*, LE NOUVELLISTE (31 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244213/le-menfp-appelle-a-la-protection-des-batiments-du-materiel-et-des-archives-des-ecoles-occupees-par-les-deplaces-internes> (selon le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, 24 centres scolaires publics et privés accueillent des personnes déplacées). Voir également *infra* note 3944.

<sup>80</sup> [Haïti nécessite 21 millions de dollars pour les abris d'urgence et les services de protection, tandis que les déplacements se multiplient](#) (rapportant qu'environ 31 000 personnes déplacées « dorment dans la rue ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#) ¶ 50 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; Coto, [Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens](#).

<sup>81</sup> Voir [Rapport Marijàn - juin](#), p. 4 (décrivant les conditions de déplacement dans des camps de Cité Soleil et Canaan) ; Marijàn, *Violence Basée sur le Genre 5* (mai 2023), <https://img1.wsimg.com/blobby/go/26ef5187-0ccb-472d-9fc3-5d7ec25ed84e/VBG-%C3%89CHOS-MAI%202023-MARIJ%C3%80N.pdf> (ci-après **Rapport Marijàn - mai**) (rapport sur les conditions de déplacement dans le camp de personnes déplacées de Delmas 19) ; Coto, [Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens](#) ; [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle](#) ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 22-23 (rapportant que les sites de déplacement ne sont pas équipés pour assurer un certain degré d'intimité aux femmes et aux filles, qui doivent se laver en plein air, et que de nombreuses femmes sont victimes de viols collectifs dans leurs lieux de refuge, les incitant à retourner dans leur communauté, où « elles sont souvent agressées de nouveau, que ce soit physiquement et/ou sexuellement, par les gangs armés, qui les considèrent alors comme des traîtresses, en raison de leur choix de se réfugier ailleurs au moment des affrontements armés ») ; *id.*, p. 24 (« Les gangs armés réclament jusqu'à 30 % des montants qui ... ont été alloués [aux personnes déplacées par les organisations internationales] pour nourrir leurs familles et se rendre à l'hôpital. »). Voir également OCHA, [Haïti : Aperçu de la réponse humanitaire, rapport de situation](#) (rapportant que les quartiers accueillant des personnes déplacées restent extrêmement vulnérables à de nouvelles violences).

<sup>82</sup> [Rapport Marijàn - juin](#), p. 4 ; [Rapport Marijàn - mai](#), P. 17 ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 50 ; [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle](#) (relatant « des témoignages effroyables d'enfants et de personnes âgées qui dorment à même le sol, près de monticules de déchets et sans accès à l'eau potable ») ; [Des cliniques mobiles déployées dans les sites de déplacés de Port-au-Prince](#) ; Cesar, [Des Haïtiens s'abritent dans un centre sportif alors que de nouvelles attaques déplacent près de 9 000 personnes](#) ; Coto, [Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens](#)

---

*languissent dans des refuges avec leur vie en suspens* (décrivant un abri « sans électricité ni eau courante, et avec seulement deux trous creusés dans le sol qui servent de sanitaire à près de 1 000 personnes »).

<sup>83</sup> *Des cliniques mobiles déployées dans les sites de déplacés de Port-au-Prince* ; *Rapport Marijân - juin*, p. 4 ; *Rapport Marijân - mai*, p. 17 ; *Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle* ; Germina Pierre Louis, *Le CARDH plaide pour une meilleure prise en charge des déplacés de Carrefour- Feuilles*, LE NOUVELLISTE (24 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244106/cardh-calls-for-better-assistance-for-displaced-people-in-carrefour-feuilles> ; HRW, « *Vivre un cauchemar* » ; Coto, *Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens* (« Les gens des refuges n'ont parfois les moyens de manger qu'une mangue par jour. De nombreux jeunes enfants souffrent de malnutrition. »).

<sup>84</sup> *Rapport Marijân - juin* à 4 ; *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 54 ; *Des cliniques mobiles déployées dans les sites de déplacés de Port-au-Prince* ; Louis, *Le CARDH plaide pour une meilleure prise en charge des déplacés de Carrefour- Feuilles*.

<sup>85</sup> Voir, par exemple, *La violence des gangs déplace 165 000 personnes en Haïti et entrave les efforts d'aide*, OIM (8 juin 2023), <https://www.iom.int/fr/news/la-violence-des-gangs-deplace-165-000-personnes-en-haiti-et-entrave-les-efforts-daide>. Voir également *infra* notes 302.

<sup>86</sup> Voir, par exemple, *Rapport Marijân - juin*, p. 4 ; *Rapport Marijân - mai*, p. 5 (« Les pluies diluviennes et torrentielles ont causé l'inondation des abris provisoires qui se retrouvent du même coup envahis de toutes sortes de déchets toxiques. ») ; Coto, *Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens* ; *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 50.

<sup>87</sup> BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 5 (faisant état d'au moins 585 personnes enlevées entre juillet et septembre, ce qui représente une augmentation de près de 96 % par rapport au trimestre précédent) ; *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 11 (rapportant que « les infractions majeures, y compris les homicides volontaires et les enlèvements, ont connu une augmentation sans précédent », avec 701 enlèvements entre juillet et septembre, soit 244 % de plus qu'en 2022 à la même période) ; *Bulletin des enlèvements pour le troisième trimestre 2023 (#13) et statistiques désagrégées sur les homicides et les morts violentes en Haïti* (faisant état de 362 enlèvements entre juillet et septembre, 141,33 % de plus qu'au trimestre précédent) ; @opchaiti, X (8 juillet 2023, 12 h 9), <https://cardh.org/archives/4688>.

<sup>88</sup> *En Haïti, le trafic d'armes aggrave les crises sécuritaires, selon l'ONU*.

<sup>89</sup> *Haïti : La violence des gangs se propage en Haïti ce qui rend nécessaire le déploiement rapide d'une mission multinationale de sécurité*. Voir également *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 11 (faisant état de 1 787 personnes kidnappées entre janvier et septembre, dont 506 femmes et 65 enfants) ; *Aggravation de la violence en Haïti (déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme)* (faisant état de 1 284 enlèvements entre janvier et septembre) ; *Bulletin des enlèvements pour le troisième trimestre 2023 (#13) et statistiques désagrégées sur les homicides et les morts violentes en Haïti* (faisant état de 901 enlèvements entre janvier et septembre) ; Communiqué de presse, OCHA, *La communauté humanitaire en Haïti est profondément préoccupée par l'escalade continue de la violence* (31 août 2023), disponible sur : <https://www.unocha.org/publications/report/haiti/la-communaute-humanitaire-en-haiti-est-profondement-preoccupee-par-lescalade-continue-de-la-violence> (faisant état d'au moins 970 personnes kidnappées entre janvier et août). La légère accalmie des enlèvements entre avril et juin, attribuée par certains à l'essor du mouvement d'autodéfense mené par des civils, *Bwa Kalé*, a été de courte durée. Voir BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 5 (faisant état d'au moins 585 personnes enlevées entre juillet et septembre) ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : janvier-mars 2023*, <https://binuh.unmissions.org/fr/rapport-trimestriel-droits-de-lhomme-q1-2023> (faisant état de 395 enlèvements entre janvier et mars) ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023*, p. 5 (faisant état de 298 personnes enlevées entre avril et juin). Voir également *Criminalité : 1 564 personnes tuées et plus de 900 autres enlevées de janvier à septembre 2023 en Haïti, selon le Cardh*, ALTERPRESSE (12 octobre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29758> (le CARDH « relève une augmentation du kidnapping en raison de l'affaiblissement du mouvement *Bwa Kale* et de l'absence de mesures pour empêcher la recrudescence de la violence des gangs. ») ; @opchaiti, X (8 juillet 2023, 12 h 9).

<sup>90</sup> Voir *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 78.



---

<sup>91</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 3, 5 (« Les enlèvements ont augmenté ... de 166 % dans le département de l'Artibonite par rapport au trimestre précédent (de 142 à 378). »). Voir également [La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti, s'inquiète UNICEF](#) (rapportant que près de la moitié des 298 enlèvements à travers le pays entre mai et juin ont eu lieu dans le Bas Artibonite) ; *Violence Des Gangs Et Kidnapping/Gang Violence And Kidnapping*, CARDH (4 août 2023), <https://cardh.org/archives/4579> (plus d'un quart des 83 enlèvements signalés par la CARDH en juillet ont eu lieu dans le département du Bas Artibonite).

<sup>92</sup> Voir, par exemple, *Haïti-Criminalité : Une cinquantaine de personnes de nouveaux kidnappées par des gangs armés dans l'Artibonite*, ALTERPRESSE (4 septembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29627> (reportant que le groupe armé *Baz Gran Grif* a kidnappé 30 personnes à bord d'une camionnette le 2 septembre, le même jour que le groupe armé *Palmis* a kidnappé près de 20 personnes dans une commune voisine).

<sup>93</sup> HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (parmi les personnes kidnappées « figurent des fonctionnaires, des membres de l'appareil judiciaire, des travailleurs de santé et de l'éducation, et d'autres personnes perçues comme ayant accès à des ressources financières, ainsi que des personnes qui se trouvaient par hasard au mauvais endroit au mauvais moment »). Voir, par exemple, *Haïti-Criminalité : Kidnapping de 5 employés de la Cour des comptes à Laboule 12* (« Des individus armés ont enlevé, le lundi 6 novembre 2023, ... cinq employés de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif ... ») ; Lederer, [La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU](#) (« Des membres de gangs déguisés en policiers ont enlevé le secrétaire général du Haut Conseil de la Transition ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 53 (en octobre, « on comptait ... pas moins de 40 enlèvements de médecins, perpétrés depuis le début de l'année 2022 ») ; Jacqueline Charles, *Un service religieux envahi par des bandits en Haïti, capturé en direct sur Facebook*, MIAMI HERALD (8 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280272204.html> (rapportant que des individus armés ont tenté de kidnapper un pasteur) ; Charles, [Les efforts pour transférer à la Jamaïque les enfants handicapés d'Haïti se heurtent à des résistances ; le premier ministre reste silencieux](#) (rapportant que huit employés d'un orphelinat ont été kidnappés) ; *Libération de Pierre Louis Opont après deux mois de séquestration*, LE NOUVELLISTE (28 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244132/release-of-pierre-louis-opont-after-two-months-of-captivity> (rapportant que l'ex-président du Conseil Électoral Provisoire Pierre Louis Opont a finalement été libéré deux mois après avoir été kidnappé par le gang *Kraze Baryè*) ; Joe Hernandez, *Une infirmière du New Hampshire et son enfant kidnappés en Haïti*, NPR (30 juillet 2023), <https://www.npr.org/2023/07/30/1190975869/new-hampshire-nurse-kidnapped-haiti-alix-dorsainvil> ; @Radio\_Metronome, X (22 juillet 2023, 5 h 58), [https://twitter.com/Radio\\_Metronome/status/1682872747699892224](https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1682872747699892224) (rapportant que la journaliste Blondine Tanis a été kidnappée, ce qui a conduit Radio Rénovation FM à suspendre sa programmation).

<sup>94</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#) p. 5 ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 8 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 78 (« Dans les cas signalés au Groupe d'experts, les rançons varient fortement en fonction du profil des victimes, allant de 7 000 à 500 000 dollars des étrangères et des personnalités. ») ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (selon un représentant de la société civile haïtienne, « les kidnappings sont le seul business qui fonctionne en Haïti aujourd'hui ») ; Communiqué de presse, UNICEF, [Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti](#) (« Un réseau bien établi de gangs considère l'enlèvement de leurs compatriotes comme l'une des rares entreprises lucratives. ... Gédéon Jean, directeur exécutif du CARDH, a déclaré à CNN que... son organisation s'attendait à une recrudescence des prises d'otages, étant donné que les gangs cherchent à récupérer certaines pertes financières subies en raison des sanctions internationales et de l'apogée du mouvement Bwa Kale. »)

<sup>95</sup> [Bulletin des enlèvements du troisième trimestre 2023 \(#13\) et statistiques désagrégées sur les homicides et morts violentes en Haïti](#) ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« Les victimes sont principalement des ressortissants haïtiens. ... Des étrangers ont aussi été enlevés, 39 au cours du premier semestre 2023. »).

<sup>96</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 5 ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 30.

<sup>97</sup> Voir, par exemple, HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>98</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 30.

<sup>99</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 22-25 ; RNDDH, [Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN](#), ¶¶ 17-18.

---

<sup>100</sup> Voir, par exemple, [Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#); HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ». Voir également *infra* notes -154.

<sup>101</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 22 (« La police dispose d'un budget limité, manque cruellement de personnel, est mal équipée et mal formée pour faire face à la complexité de la situation sur le terrain et n'a pas la capacité de reconquérir les territoires occupés par les gangs. »). Voir également *infra* notes 155-156.

<sup>102</sup> Voir, par exemple, Geffrard, [L'accord de Montana ne veut plus négocier avec Ariel Henry. Il réclame sa démission et de son gouvernement pour faciliter une sortie de crise...](#); Robenson Geffrard, [Des actions coordonnées entre la PNH, les FAD'H et la population pour contrer les gangs armés, proposent des intellectuels](#), LE NOUVELLISTE (18 août 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244001/intellectuals-suggest-joint-actions-involving-pnh-fadh-and-the-public-to-confront-armed-gangs> (Dans une déclaration commune, un groupe de plus de 70 universitaires, écrivains et anciens responsables gouvernementaux haïtiens ont dénoncé « le silence et la passivité des autorités face au drame des familles », demandant « combien de centaines de nos femmes et de nos enfants doivent encore être violés, exécutés, brûlés avant que les pouvoirs publics ne mettent tout en œuvre pour finir avec la peste des gangs et de leurs commanditaires ? »); RNDDH, [Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN](#), ¶ 17; Blaise, [Les cris de « SOS Lapolis » en Haïti sont restés silencieux, éveillant des soupçons](#); Geffrard, [Nouveau raid des bandits de « Gran Ravin » sur Carrefour-Feuilles...](#) (rapportant que les personnes déplacées par les violences à Carrefour- Feuilles « dénoncent 'l'inaction et l'indifférence' des autorités face à l'arrogance des gangs » et « accusent le pouvoir en place d'être en connivence avec les malfrats contre lesquels aucune action énergique n'a été prise pour les neutraliser »); CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 7 (« Un habitant de Bel Air, s'exprimant au nom de nombreuses personnes, a déclaré : 'L'État est absent, il n'y a pas de police ni d'autres fonctionnaires qui travaillent là-bas.' ») ; Charles, [La terreur infligée par les gangs oblige la population de Carrefour-Feuilles à marcher contre l'insécurité](#); RNDDH, [Recrudescence des actes attentatoires aux vies et aux biens : Le RNDDH presse les autorités policières à agir](#), ¶ 42; FJKL, [Bas Artibonite : Une vague de terreur s'abat sur la région pendant le mois de juillet 2023 dans l'indifférence des autorités étatiques](#); Jérôme, [Qui volera au secours du bas Artibonite ?](#).

<sup>103</sup> Voir, par exemple, Jean Daniel Sénat : [Le Haut Conseil de la Transition lave son linge sale avec Ariel Henry au grand jour](#), LE NOUVELLISTE (26 octobre 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/245111/high-council-of-the-transition-washes-its-dirty-laundry-with-ariel-henry-in-broad-daylight> (rapportant l'absence de réaction de M. Henry face à l'enlèvement d'un des trois membres du HCT qu'il a créé); Jake Johnston et Chris François, [Haiti News Roundup: Transition Council at Odds with De Facto PM](#), CEPR (6 novembre 2023), <https://cepr.net/haiti-news-roundup-transition-council-at-odds-with-de-facto-pm/>. Voir également *infra* note 146.

<sup>104</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 8; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 18; Humeyra Pamuk et Michelle Nichols, [Les États-Unis promettent une nouvelle aide à Haïti et exhortent l'ONU à autoriser une mission de sécurité](#), REUTERS (22 septembre 2023), <https://www.reuters.com/world/us-pledges-new-aid-haiti-urges-un-authorize-security-mission-2023-09-22/>; James McCarten, [Trudeau annonce 80 millions de dollars pour Haïti et appelle le pays à trouver ses propres solutions](#), GLOBAL NEWS (21 septembre 2023), <https://globalnews.ca/news/9976693/haiti-canada-aid-justin-trudeau/>.

<sup>105</sup> Le Premier ministre *de facto* Henry a lui-même reconnu que « la police nationale est faible, elle manque de ressources et a perdu de nombreux membres, elle n'est pas préparée et bien formée, c'est pourquoi les interventions de la police sont limitées et beaucoup sont attirés par les gangs. » HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ». Voir également [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17 (« L'absence de stratégie nationale efficace, sur le plan opérationnel et des réformes, l'absence d'unités antigang spécialisées, équipées et bien formées, la réduction croissante de la capacité opérationnelle, la perte ou la dégradation des moyens opérationnels à la suite d'attaques ciblées de bandes, et une gestion lacunaire des ressources sont autant de défis monumentaux à relever. »); RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 18; Juhakenson Blaise, [Des bandits ont incendié 2 commissariats de police en 2 semaines en Haïti](#), HAITIAN TIMES (5 octobre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/10/05/bandits-burned-down-2-police-stations-in-2-weeks-in-haiti/>; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 26; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 22; Robenson Geffrard, [Combien il y a-t-il de policiers au sein de la PNH et que font-ils ?](#), LE NOUVELLISTE (21 août 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244034/how-many-police-officers-are-there-in-the-pnh-and-what-do-they-do>. Pendant ce temps, les gangs « sont de plus en

---

plus forts, riches, armés et autonomes . . . acquérant une puissance de feu supérieure à celle de la police. » [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 18. Les problèmes de capacité des forces de police ont incité les forces armées haïtiennes - qui ont traditionnellement été utilisées pour réprimer la contestation populaire et dont les dirigeants sont directement impliqués dans de graves violations des droits humains - à commencer à recruter des cadets. *Haïti-FLASH :L'armée d'Haïti recrute des cadets, inscriptions ouvertes*, HAÏTI LIBRE (10 octobre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40696-haiti-flash-l-armee-d-haiti-recrute-des-cadets-inscriptions-ouvertes.html> ; IJDH & BAI, *Renversement de l'impunité après le procès du massacre de Raboteau* (juillet 2020), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2020/07/IJDH-Briefing-Raboteau-in-2020-FINAL-FR.pdf>, p. 2-3. Voir également [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 23 (notant que « la capacité opérationnelle [des forces armées] en matière de défense et de sécurité est très faible »).

<sup>106</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17.

<sup>107</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17. Voir également Jacqueline Charles, *Près de 800 policiers en Haïti ont quitté les forces dans ce que l'ONU appelle une « perte stupéfiante »*, MIAMI HERALD (2 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article278879309.html> (rapportant que les forces de police « ont perdu près de 800 agents au cours des six premiers mois de cette année. . . 'par rapport à une attrition moyenne d'environ 400 policiers par an dans le passé' »).

<sup>108</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), annexe 1.6 (faisant état de 12 701 officiers actifs dans la force) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 26 (« Avec une estimation d'environ 13 000 policiers en service actif et une population d'environ 11 millions d'habitants, Haïti dispose d'environ la moitié du nombre de policiers recommandé par les experts en matière de police. ») ; Pierre Espérance, *Haïti n'a pas besoin de plus d'armes. Il lui faut un nouveau gouvernement.*, NEW YORK TIMES (4 octobre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/10/04/opinion/haiti-police-gangs.html> (affirmant qu'il y avait environ 9 000 officiers de police en Haïti à la date du 4 octobre) ; *Le chef de l'ONU appelle au déploiement de forces spéciales de police et à un soutien militaire pour lutter contre les gangs en Haïti*, US NEWS (15 août 2023), <https://www.usnews.com/news/world/articles/2023-08-15/un-chief-urges-deployment-of-police-special-forces-and-military-support-to-combat-gangs-in-haiti> (faisant état d'environ 10 000 policiers en Haïti à la date du 15 août) ; Alexandra Sharp, *Le Kenya propose de diriger une intervention en Haïti*, FOREIGN POLICY (3 août 2023), <https://foreignpolicy.com/2023/08/03/kenya-haiti-police-intervention-gang-violence-un/> (faisant état de 9 000 policiers en service actif en Haïti au 3 août).

<sup>109</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 24 (notant que ce chiffre est « exceptionnellement bas dans n'importe quel contexte, mais encore plus en Haïti »). Voir également Espérance, [Haïti n'a pas besoin de plus d'armes. Il lui faut un nouveau gouvernement.](#) (rapportant qu'il y a « à peine 3 500 agents [de police] dans la rue chaque jour. ») ; Gamba, [2 ans après l'assassinat du président haïtien, le pays reste plongé dans la chaos](#) (faisant état de 3 500 officiers de police en service actif à tout moment) ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17 (faisant état de 3 300 officiers en service public à tout moment).

<sup>110</sup> Voir CRS, [Haïti : Développements récents et politique des États-Unis](#), p. 7. Voir également CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 26 ; Francklyn B. Geffrard, *Crise à la PNH : Des policiers haïtiens n'ont pas reçu leur salaire depuis 8 mois...*, RHI NEWS (3 août 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/crise-a-la-pnh-des-policiers-haïtiens-non-pas-recu-leur-salaire-depuis-8-mois/> ; ACAPS, [Haïti : Impact humanitaire de la violence des gangs](#), p. 3.

<sup>111</sup> Voir HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« Les policiers sont sous-payés, mal équipés, et ils s'associent facilement à des activités criminelles pour gagner plus d'argent. »). Voir également Luke Taylor, *Les policiers haïtiens sont mal payés et sous-armés - et font partie du problème*, THE GUARDIAN (2 février 2023) <https://www.theguardian.com/world/2023/feb/02/haiti-cops-outgunned-gangs>.

<sup>112</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17 (faisant état de 40 agent(s) de police tué(s) en raison de la violence des groupes armés entre janvier et septembre) ; Blaise, [Des bandits ont incendié 2 commissariats de police en 2 semaines en Haïti](#) (29 tués entre le 10 janvier et le 7 septembre) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 4, 26 (plus de 32 tués entre janvier et septembre) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 25 (36 tués entre janvier et août) ; Geffrard, [Combien il y a-t-il de policiers au sein de la PNH et que font-ils ?](#) (34 tués entre janvier et juin) ; RNDDH, *Vingt-huitième anniversaire de l'institution policière : Le RNDDH dénonce les conditions de travail des agents-tes de la PNH* (11 juin 2023), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2023/06/6-Rap-PNH-12Jun2023-FR.pdf.pdf> (29 personnes décédées de façon violente au premier semestre 2023).



---

<sup>113</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 26 (« Un grand nombre [de policiers] ont demandé à quitter le pays dans le cadre du nouveau programme de libération conditionnelle des États-Unis. ») Voir également *infra* notes 434-437.

<sup>114</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 18

<sup>115</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 17. Voir également CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 4 ; Blaise, [Des bandits ont incendié 2 commissariats de police en 2 semaines en Haïti](#) (des membres présumés de groupes armés ont attaqué et incendié les commissariats de Saut-d'Eau et Thomazeau, respectivement le 22 septembre et le 4 octobre) ; Dimitry Charles, *Mirebalais : des individus armés ont attaqué la ville, l'HUM visé par des tirs d'armes automatiques*, JUNO7 (26 septembre 2023), <https://www.juno7.ht/mirebalais-des-individus-armes-ont-attaque-la-ville/> (rapportant que des individus armés ont incendié le commissariat de Saut-d'Eau en septembre) ; Radio Tele Metronome, Twitter (6 septembre 2023), [https://twitter.com/Radio\\_Metronome/status/1699588842003554761](https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1699588842003554761) (rapportant que des membres du groupe armé 400 Mawozo ont pris le contrôle du sous-commissariat de police de Thomazeau en septembre) ; [Un groupe armé met le feu à un sous-commissariat de police en Haïti](#) (rapportant que des membres du groupe armé Gran Ravin ont mis le feu le 30 août au sous-commissariat de police de Savane Pistache) ; *Haïti-Criminalité : Un policier national tué par balle à Carrefour Feuilles, dans une attaque de bandits armés*, ALTERPRESSE (7 août 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29538> (rapportant que des membres du groupe armé Gran Ravin ont tenté de prendre le contrôle du sous-commissariat de police de Savane Pistache le 5 août).

<sup>116</sup> Voir, par exemple, Jean Daniel Sénat, *Tabarre, Croix-des-Bouquets, Pétion-Ville et Liancourt sous la terreur des gangs armés*, LE NOUVELLISTE (24 juillet 2023), <https://lenouvelliste.com/en/article/243562/tabarre-croix-des-bouquets-petion-ville-et-liancourt-sous-la-terreur-des-gangs-armes> (rapportant que « la police a fui » le Bas Artibonite depuis janvier, et qu'« il n'y a plus d'opérations de police [dans la zone] depuis mai ») ; *Haïti-Violences : Les familles de Carrefour Feuilles en danger « permanent »*, ALTERPRESSE (23 août 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29589> (« Des patrouilles policières à bord de véhicules blindés sont seulement venues stationner devant le commissariat de police à Carrefour Feuilles, sans aller déloger les bandits armés. ») ; @Radio\_Metronome, X (23 juillet 2023, 12 h 9), [https://twitter.com/Radio\\_Metronome/status/1683147397134794752](https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1683147397134794752) (rapportant que depuis plus de six mois, la police avait abandonné la commune de Liancourt, dans le département de l'Artibonite).

<sup>117</sup> Juhakenson Blaise, *Des gangs tuent 29 personnes dans l'Artibonite pendant un mois « cauchemardesque » pour les habitants*, HAITIAN TIMES (4 août 2023), <https://haitiantimes.com/2023/08/04/gangs-kill-29-in-artibonite-during-nightmare-month-for-residents/>. Voir également RNDDH, [Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN](#), ¶ 14 (rapportant qu'à Carrefour-Feuille – l'une des zones les plus durement touchées par les violences au cours de la période considérée – la police avait reçu l'ordre de ne protéger que le sous-commissariat local plutôt que la population) ; *La chaîne haïtienne Radio Antarctique incendiée lors d'une attaque de gangs*, COMMITTEE TO PROTECT JOURNALISTS (CPJ) (28 juillet 2023), <https://cpj.org/2023/07/haitian-broadcaster-radio-antarctique-burned-down-in-gang-attack/> (« L'absence de forces de l'ordre haïtiennes est devenue typique de l'état d'insécurité du pays au cours des deux dernières années. »).

<sup>118</sup> [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶ 3.

<sup>119</sup> Lederer, [La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU ; Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 57 ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 4 (indiquant que les meurtres perpétrés par le mouvement *Bwa Kale* sont « désormais essentiellement documentés en dehors de la capitale ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 29 (rapportant que le mouvement *Bwa Kale* « s'est maintenant étendu à la plupart des départements, en particulier dans l'Artibonite, dans le Centre et à Grande-Anse, et reste une source de préoccupation »).

<sup>120</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 11 ; voir également BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 4 (faisant état de 406 décès, dont 238 au deuxième trimestre 2023 et 168 au troisième trimestre) ; [Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#) (faisant état d'au moins 420 personnes tuées par des membres du mouvement *Bwa Kale* ou des civils en général en 2023) ; *Quatre mois depuis l'avènement du « Bwa Kale », Statistiques désagrégées sur les homicides par catégorie en Haïti*, CARDH (25 août 2023), [https://cardh.org/wp-content/uploads/2023/08/CARDH\\_Bwa-Kale\\_Homicides\\_24-aou%CC%82t-2023.pdf](https://cardh.org/wp-content/uploads/2023/08/CARDH_Bwa-Kale_Homicides_24-aou%CC%82t-2023.pdf) (faisant état de 270 personnes tuées par des membres du mouvement *Bwa Kale* du 24 avril au 24 août) ; Jean

---

Daniel Sénat, *Violence en Haïti : 1 615 morts en 2021 ; 2.183 en 2022 ; déjà 2 439 victimes pour les sept premiers mois de 2023*, LE NOUVELLISTE (18 août 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244003/escalating-violence-in-haiti-death-toll-rises-1615-in-2021-2183-in-2022-and-2439-so-far-in-2023> (rapportant que « plus de 350 personnes ont été lynchées par la population locale et les groupes d'autodéfense » entre le 24 avril et la mi-août) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 56 (rapportant que le mouvement *Bwa Kale* est responsable de la mort de 479 personnes entre avril et juillet 2023).

<sup>121</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 28 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>122</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 4 (« Ce phénomène... illustre la faiblesse des autorités policières et judiciaires à protéger les populations. ») ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 10 (« Le mouvement *Bwa Kale* démontre le manque de confiance de la population envers l'État, notamment envers la police et les tribunaux. »).

<sup>123</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 20, 57 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« Certaines victimes ont apparemment été prises pour cible parce qu'elles n'étaient pas familières aux habitants du quartier, parce qu'elles avaient des tatouages ou des dreadlocks, ou parce que leurs photos avaient été publiées sur les réseaux sociaux. »). Voir également BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 4 (« Si ces meurtres, désormais essentiellement documentés en dehors de la capitale, ciblaient initialement des membres ou présumés membres de gangs, ils touchent de manière croissante des individus soupçonnés de délits de droit communs tels que le vol ou le viol. »).

<sup>124</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 59-60 (rapportant que le mouvement *Bwa Kale* contribue à la prolifération des armes et a « le potentiel de déstabiliser encore davantage la situation déjà désastreuse en matière de sécurité dans le pays ») ; [Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#) ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>125</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 4 (rapportant que des groupes armés ont ciblé au moins 31 personnes « pour leur appartenance présumée à un « groupe d'autodéfense » opérant dans la zone de Source Matelas »).

<sup>126</sup> HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 61-62.

<sup>127</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 60.

<sup>128</sup> Voir, par exemple, *id.* à l'annexe 39 (faisant état de « l'augmentation des attaques contre des journalistes (six kidnappés et trois tués depuis le début de l'année) et des défenseurs des droits humains ») ; *En Haïti, les meurtres de journalistes restent impunis dans un contexte d'instabilité et de violence des gangs*, CPJ (31 octobre 2023), <https://cpj.org/fr/2023/10/en-haiti-les-meurtres-de-journalistes-restent-impunis-dans-un-contexte-dinstabilite-et-de-violence-des-gangs/> (les crises de gouvernance et d'insécurité ont forcé les journalistes à travailler dans « un climat d'anarchie quasi totale », le résultat étant « un corps de presse qui s'efforce d'informer contre vents et marées, mais qui est souvent terrifié au point de s'autocensurer », avec des journalistes locaux ils n'ont jamais été confrontés à une situation aussi désastreuse ») ; [La chaîne haïtienne Radio Antarctique incendiée lors d'une attaque de gangs](#) ; *La journaliste de la radio haïtienne Blondine Tanis kidnappée au milieu d'une vague d'enlèvements*, CPJ (26 juillet 2023), <https://cpj.org/2023/07/haitian-radio-reporter-blondine-tanis-kidnapped-amid-wave-of-abductions/> ; RNDDH, [Recrudescence des actes attentatoires aux vies et aux biens : Le RNDDH presse les autorités policières à agir](#), ¶ 6 (rapportant que des membres du gang *Kraze Baryè* ont enlevé la journaliste Marie Lucie Bonhomme) ; *Haïti-Criminalité : L'organisation Rsf exige des dispositions pour faire libérer Pierre-Louis Opont, propriétaire de Télé Pluriel*, ALTERPRESSE (28 juin 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29428> (la vague d'enlèvements de membres des médias « fait craindre chez les consœurs et confrères en Haïti le risque de subir le même sort, en les incitant au silence et à l'autocensure concernant tout sujet relatif aux gangs armés, dont ils sont devenus depuis deux ans, une cible privilégiée ») ; « *S'ils me trouvent, ils me tueront* » : *Maxo Dorvil, reporter radio, fuit Haïti à cause de la violence des gangs*, CPJ (27 novembre 2023), <https://cpj.org/2023/11/ill-be-killed-if-they-find-me-radio-reporter-maxo-dorvil-flees-haiti-amid-gang-violence/> (« Maxo Dorvil, journaliste radio haïtien, a fui le pays le 7 novembre 2023, après avoir rapporté qu'on lui avait tiré dessus à deux reprises en moins de deux semaines près de son domicile, dans la banlieue de la capitale Port-au-Prince. ») ; *L'animateur de radio Pierre Fils Saint-Amour enlevé, Haïti-Actualité : Zapping...*, HAÏTI LIBRE (30 novembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-41100-haiti-actualite-zapping.html> (rapportant que l'animateur de radio Pierre Fils Saint-Amour a été kidnappé fin novembre). Voir également *infra* note 161.

---

<sup>129</sup> *Un groupe de défense des droits humains en Haïti suspend ses activités après des menaces*, REUTERS (23 novembre 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/haiti-human-rights-group-suspends-operations-after-threats-2023-11-23/>.

<sup>130</sup> *Le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) suspend provisoirement ses activités, en raison du danger imminent qui menace son personnel*, CARDH (22 novembre 2023), <https://cardh.org/wp-content/uploads/2023/11/CARDH-Suspension-provisoire-dactivites-22-novembre-2023.pdf>; Nolan Zhu, *Une ONG de défense des droits humains en Haïti suspend ses activités en raison de l'augmentation des menaces*, JURIST (24 novembre 2023), <https://www.jurist.org/news/2023/11/haiti-human-rights-ngo-suspends-operations-due-to-increase-in-threats/>.

<sup>131</sup> Information partagée par la juriste du RNDDH Rosy Auguste Ducéna.

<sup>132</sup> Information partagée par un.e représentant.e du FACSDIS.

<sup>133</sup> Information partagées par Solages. Voir également *infra* note 272.

<sup>134</sup> Voir, par exemple, *Haïti, pays en crise, ne rend pas justice aux journalistes assassinés*, CPJ (31 octobre 2023), <https://cpj.org/fr/2023/10/haiti-pays-en-crise-ne-rend-pas-justice-aux-journalistes-assassines-2/>. (Pour la première fois, Haïti figure à l'Indice d'impunité 2023 du Comité pour la protection des journalistes, en troisième position derrière la Syrie et la Somalie); *En Haïti, les meurtres de journalistes restent impunis dans un contexte d'instabilité et de violence des gangs* (citant de nombreux cas où la PNH n'a pas poursuivi des enquêtes sur des meurtres de journalistes par la police et les groupes armés); Communiqué de presse, Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), *RELE condamne l'escalade de la violence contre les journalistes en Haïti et appelle à des solutions globales avec l'accompagnement de la communauté internationale* (3 octobre 2023), <https://www.oas.org/fr/cidh/jsForm/?File=/fr/cidh/expression/prensa/comunicados/2023/237.asp> (analyse de la violence contre les journalistes en Haïti et de l'impunité des auteurs). Selon Nixon Boumba, militant haïtien des droits humains, le gouvernement n'a manifesté aucun intérêt à assurer la protection des défenseurs des droits humains en Haïti, y compris les activistes de quartier qui s'organisent pour améliorer l'accès aux besoins de base, ce qui rend impossible leur fonctionnement.

<sup>135</sup> Voir, par exemple, Blaise, *les politiciens haïtiens durcissent leurs positions et échouent à la 4e tentative de consensus de la Caricom*. Voir également *supra* notes 13, 21.

<sup>136</sup> NHEAON & FANM in Action, *National Haitian American Elected Officials Network (NHAEON) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti*. Voir également *infra* note 142.

<sup>137</sup> Voir *infra* notes 146-148.

<sup>138</sup> Voir *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 69; HRW, « *Vivre un cauchemar* »; Sénat, *Tabarre, Croix-des-Bouquets, Pétion-Ville, et Liancourt sous la Terreur des gangs armés*; RNDDH, *Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN*, ¶¶ 18-20.

<sup>139</sup> Voir RNDDH, *Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN*, ¶ 18. Voir également 158.

<sup>140</sup> Voir, par exemple, CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 6; HRW, « *Vivre un cauchemar* ».

<sup>141</sup> Voir *Aggravation de la violence en Haïti (déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54e session du Conseil des droits de l'homme)*; CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶¶ 22-23; *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶¶ 168, 179.

<sup>142</sup> Voir, par exemple, Geffrard, *Ariel Henry visite les locaux du CEP à Pétion-Ville* (en septembre, M. Henry a déclaré « qu'il compte organiser les élections dans le pays avec ou sans un consensus politique général »); @DrArielHenry, X (25 septembre 2023, 15 h 14), <https://twitter.com/DrArielHenry/status/1706386717941375120> (M. Henry reconnaît que « certaines personnes ne sont pas d'accord » sur l'urgence d'organiser des élections, mais réaffirme que il « préparera le terrain pour la tenue des élections »); Sanders, *Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif*.



---

<sup>143</sup> Voir, par exemple, Juhakenson Blaise, *La troisième tentative de la Caricom ne parvient pas à résoudre l'impasse politique d'Haïti*, HAITIAN TIMES (11 septembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/09/11/third-caricom-attempt-fails-to-solve-haitis-political-stalemate/> (rapportant que M. Henry ne s'était initialement pas présenté aux pourparlers avec les membres de l'opposition lors d'un dialogue facilité par la CARICOM, un dirigeant de la CARICOM notant que « le gouvernement actuel d'Haïti, dirigé par le Premier ministre haïtien Ariel Henry, doit faire davantage dans les négociations pour résoudre la crise de gouvernance actuelle dans le pays »); Blaise, *Haïti toujours dans l'impasse après l'échec des négociations en Jamaïque* (« Après trois jours de réunions en Jamaïque, des représentants de divers groupes politiques et de la société civile haïtienne ont proposé une résolution que le Premier ministre Ariel Henry a refusé d'accepter. »); Juhakenson Blaise, *Les Haïtiens tiennent des réunions tendues en Jamaïque après l'échec des négociations en Haïti*, HAITIAN TIMES (13 juin 2023), <https://haitiantimes.com/2023/06/13/haitians-hold-tense-meetings-in-jamaica-after-failed-talks-in-haiti/> (M. Henry a refusé de discuter des questions de gouvernance avec les représentants de divers partis politiques haïtiens lors des négociations en juin facilitées par la CARICOM). Voir également Sanders, *Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif* (« Après trois jours d'une réunion ratée du 11 au 13 juin en Jamaïque - à laquelle Henry a dû assister après avoir été amadoué - il était évident qu'il n'avait aucun intérêt à un véritable partage du pouvoir. »); Daniela Mohor, *Questions-réponses : Le problème de la force internationale prévue pour Haïti*, NEW HUMANITARIAN (29 septembre 2023), <https://www.thenewhumanitarian.org/interview/2023/09/29/qa-interview-international-force-haiti-problem> (selon Pierre Espérance, directeur exécutif du RNDDH, « le gouvernement d'Ariel Henry ne veut faire aucune concession car il est à l'aise avec le soutien inconditionnel des États-Unis, du Canada et des Nations Unies »).

<sup>144</sup> Voir, par exemple, Blaise, *les politiciens haïtiens durcissent leurs positions et échouent à la 4e tentative de consensus de la Caricom* (« Plusieurs entités politiques auparavant favorables aux négociations avec M. Henry se sont abstenues d'approuver [son accord politique, déclarant]... que la conclusion d'un accord avec M. Henry alors qu'il occupe toujours le poste de Premier ministre consoliderait davantage son emprise sur le pouvoir depuis deux ans. »); @Radio\_Metronome, X (25 octobre 2023, 20 h 42), [https://twitter.com/Radio\\_Metronome/status/1717340782443581731](https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1717340782443581731); Geffrard, *L'accord de Montana ne veut plus négocier avec Ariel Henry. Il réclame sa démission et de son gouvernement pour faciliter une sortie de crise...*

<sup>145</sup> Voir @Radio\_Metronome, X (9 novembre 2023, 9 h 8); <https://haitiliberte.com/cep-des-noms-circulent-deja/>; voir également *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 6 (« Le 22 septembre, dans le cadre de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, le Premier ministre s'est engagé de nouveau à mettre en place un nouveau conseil électoral provisoire et à organiser des élections. »).

<sup>146</sup> *Mise à jour de l'IJDH de juin 2023*, ¶ 1 (M. Henry a installé le HCT dans le cadre de son « Document de consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes » (« **Accord de décembre** »), que les Haïtiens rejettent largement « comme une tentative de consolider le pouvoir du PHTK par des changements inconstitutionnels à Constitution d'Haïti, par des élections inéquitables et par le noyautage illégal des tribunaux »). Voir également *infra* notes 471. En juin, M. Henry a promis d'élargir le HCT afin de le rendre plus inclusif; cependant, le sous-financement chronique et les conflits entre M. Henry et les membres du HCT suscitent des inquiétudes quant à la viabilité d'une telle expansion. Voir *Déclaration de la réunion du Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM avec les parties prenantes haïtiennes à Kingston, Jamaïque*, CARICOM (15 juin 2023), <https://caricom.org/statement-from-the-meeting-of-the-caricom-eminent-groupe-de-personnes-avec-des-acteurs-haitiens-a-kingston-jamaique/>; Johnston et François, *Nouvelles d'Haïti : Le Conseil de transition en désaccord avec le Premier ministre de facto*; voir également *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 3 (rapportant que plusieurs signataires de l'accord de décembre de M. Henry l'ont appelé à « poursuivre le dialogue sur un élargissement éventuel du Haut Conseil de la transition et sur le renforcement du consensus national concernant la voie à suivre »).

<sup>147</sup> Voir Sanders, *Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif*; *Mise à jour de l'IJDH de juin 2023*, ¶ 4.

<sup>148</sup> Voir, par exemple, Sanders, *Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif*; *Crise : La société civile d'Europe appelle l'Union européenne à appuyer une nouvelle gouvernance en Haïti*, ALTERPRESSE (14 novembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29839>; NHEAON & FANM in Action, *National Haitian American Elected Officials Network (NHAEO) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti* (notant que les gouvernements PHTK – dont l'administration de M. Henry est la dernière incarnation – n'ont jamais organisé une élection équitable ou dans les délais prévus); HRW, « *Vivre un cauchemar* » (à propos des échecs des administrations précédentes associées au PHTK à organiser des élections libres et équitables). Voir également *Appel Urgent de la Société Civile pour une Réponse Internationale fondée sur les*

---

[Droits à la crise en Haïti](#) (appelant la communauté internationale à faciliter « la mise en place d'un gouvernement de transition dirigé par des technocrates qui s'engageraient à ne pas participer aux futures élections et qui travailleraient à créer un environnement permettant l'organisation d'élections libres, équitables et crédibles dans un calendrier clairement défini »).

<sup>149</sup> Voir, par exemple, HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« Certains membres de la société civile haïtienne attribuent la récente flambée de violence à... la politique : ils affirment que les partis politiques d'opposition et les partis alliés au gouvernement cherchent à influencer les résultats des prochaines élections (qui n'ont pas encore été programmées) en utilisant des groupes criminels pour contrôler les zones où les électeurs sont nombreux. »); Geffrard, [Nouveau raid des bandits de « Gran Ravin » sur Carrefour-Feuilles...](#); Sénat, [Tabarre, Croix-des-Bouquets, Pétiou-Ville et Liancourt sous la terreur des gangs armés](#); RNDDH, [Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN](#), ¶¶ 18-20; [Haïti | Nuit d'horreur à Carrefour Feuilles – Ariel Henry est le « réel chef suprême et effectif des gangs armés criminels »](#), REZONODWES (11 août 2023), <https://reznodwes.com/?p=317403> (« Le Dr Ariel Henry est également perçu comme « le maître d'orchestre derrière les récentes activités des gangs criminels à Carradeux, Tabarre et Savane Pistache. »); [Loi sur la transparence de la collusion criminelle en Haïti \(2023\)](#), DEPUTEE SHEILA CHERFILUS MCCORMICK, <https://cherfilus-mccormick.house.gov/haiti-criminal-collusion-transparency-act-2023> (dernière visite : 6 décembre 2023). Voir également [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 69 (« L'influence des politiciens et des acteurs financiers sur les activités des gangs est de nature systémique. Les politiciens et les élites économiques qui souhaitent obtenir des votes ou protéger leurs biens paient généralement les gangs en nature ou en espèce, une pratique qui a progressivement enrichi les gangs et leur a donné plus de pouvoir. »).

<sup>150</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 73-76; voir également HCDH, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince : La situation du bas-Artibonite de janvier 2022 à octobre 2023](#), p. 17. Tous trois font l'objet de sanctions étrangères. Voir IJDH, [Individus haïtiens sanctionnés associés au Pati Avisyen Tèt Kale \(PHTK\)](#).

<sup>151</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 77.

<sup>152</sup> Voir, par exemple, [Loi sur la transparence de la collusion criminelle en Haïti \(2023\)](#); HRW, « [Vivre un cauchemar](#) »; Geffrard, [Nouveau raid des bandits de « Gran Ravin » sur Carrefour-Feuilles...](#); [Haïti | Nuit d'horreur à Carrefour Feuilles – Ariel Henry est le « réel chef suprême et effectif des gangs armés criminels »](#); [Un mot... avec Jason Johnson : Haïti au bord du gouffre](#), SLATE (11 août 2023), <https://slate.com/transcripts/WnZyRINwTkVEUXRRdkdyTUJNdUMrcWZyblgxdWtGTnBNYkh5R083Mm1FTT0=>; Espérance, [Plus de police ne résoudra pas la crise en Haïti](#). Voir également [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), p. 2, ¶ 114 (notant que « si l'on constate un recul actuel de la collusion visible entre les gangs et certains membres de l'élite politique et économique, on ne saurait en déduire un désengagement complet » et discutant de la collusion persistante entre politiciens et groupes armés autour du trafic de drogues).

<sup>153</sup> Voir IJDH, [Sanctions étrangères contre des individus haïtiens \(décembre 2020 - présent\)](#). Voir également [infra notes 48185](#). Le problème est peut-être encore plus répandu que ne l'indiquent les sanctions. Voir IJDH [participe au webinaire sur la violence sexuelle contre les femmes et les filles en Haïti](#), IJDH, [https://www.ijdh.org/ijdh\\_events/ijdh-participates-in-webinar-on-sexual-violence-against-women-girls-in-haiti/](https://www.ijdh.org/ijdh_events/ijdh-participates-in-webinar-on-sexual-violence-against-women-girls-in-haiti/) (dernière visite : 6 décembre 2023) (selon l'universitaire barbadien Ronnie Yearwood, les sanctions étrangères « ne reflètent pas le grand nombre de personnes impliquées » dans la corruption et la complicité avec des groupes armés).

<sup>154</sup> Voir IJDH, [Individus haïtiens sanctionnés associés au Pati Avisyen Tèt Kale \(PHTK\)](#). Voir également [supra note 21](#).

<sup>155</sup> « Certains membres de la Police nationale haïtienne étaient également liés à des groupes criminels et leur permettaient d'opérer. Ils procèdent de la sorte en ne cherchant pas à les combattre ou à appréhender leurs dirigeants, ou en leur fournissant des informations utiles à leurs activités criminelles, ou en participant conjointement à ces activités, en les soutenant avec du matériel, des armes ou des véhicules pour mener à bien leurs opérations. » HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ». Voir également [Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#) (« Un nombre considérable de membres de la police nationale seraient associés à des gangs, notamment dans la capitale. »); CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 10, 27; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 25, 167; CRS, [Haïti : Développements récents et politique des États-Unis](#), p. 7 (« Selon une étude de juillet 2022 de l'International Crisis Group, 40 % des agents de la PNH ont des liens avec des gangs. »); Sénat, [Tabarre, Croix-des-Bouquets, Pétiou-Ville et Liancourt sous la terreur des gangs armés](#) (selon Pierre Espérance du RNDDH, « les bandits ont des complices à tous les niveaux, dans toutes les unités spécialisées et toutes les

---

structures de la police. »); Da Rin, [Les Haïtiens recourent à la justice populaire alors que la menace des gangs s'intensifie](#) (« Des experts ont estimé qu'environ la moitié des forces de police a des liens avec des groupes armés illégaux. »).

<sup>156</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 107 (« Entre 2012 et 2023, près de 2 500 armes à feu de la police ont été déclarées perdues ou volées. Si les policiers sont régulièrement la cible de gangs et se font voler leurs armes, certains d'entre eux vendent leurs propres armes à feu et munitions. Les unités de police, même celles qui n'utilisent pas habituellement les armes à feu dont elles disposent, reçoivent régulièrement des munitions, ce qui pousse certains policiers à vendre leur surplus. »); HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (rapportant que les groupes armés « utilisent des voitures de police pour se déplacer et procéder à des enlèvements »); Communiqué de presse, RNDDH, [Chasse aux réfugiés-es de l'insécurité : Le RNDDH condamne le zèle totalement déplacé du directeur général a.i. de la PNH](#), ¶¶ 5-6 (rapportant que le chef du groupe armé Vitel'homme Innocent, « présenté par plus d'un comme le protégé d[u] chef de la PNH] Frantz ELBE et de certains autres haut-gradés », a été observé en train de tenir des réunions avec des membres de la PNH et d'utiliser des véhicules marqués comme appartenant à la PNH). Voir également [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 108 (« Les unités de police saisissent régulièrement des armes à feu et des munitions illicites ; toutefois, faute de cadre réglementaire, de procédures opérationnelles normalisées ou de ressources, le matériel saisi est mal géré et parfois détourné. »). Des membres de groupes armés portent parfois des uniformes de police lorsqu'ils mènent des attaques. Voir, par exemple, *Haïti-Criminalité : Kidnapping de 5 employés de la Cour des comptes à Laboule 12*, ALTERPRESSE (7 novembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29822>; Charles, [Un service religieux envahi par des bandits en Haïti, capturé en direct sur Facebook](#).

<sup>157</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 20.

<sup>158</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Escalade de la violence dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite : le RNDDH dénonce la complicité du CSPN](#), ¶ 18; Evens Sanon, *En Haïti, des milliers de personnes défilent pour exiger une protection contre les gangs violents, alors que les meurtres et les enlèvements montent en flèche*, AP NEWS (8 août 2023), <https://apnews.com/article/haïti-gangs-kidnapping-violence-march-c0588f68c7a209e7c95e3902284b3ff2>; *Crise : Manifestation à Port-au-Prince pour dénoncer deux ans de gestion calamiteuse d'Ariel Henry en Haïti*. La police a également frappé et utilisé des gaz lacrymogènes contre des civils qui tentaient de renouveler leur passeport, alors que la demande de documents de voyage augmentait alors que les Haïtiens tentaient de fuir le pays. Voir Mélodie Cerin, *Les Haïtiens se battent pour être admis à un nouveau programme d'accès aux États-Unis*, US NEWS (19 juin 2023), <https://www.usnews.com/news/best-countries/articles/2023-06-19/amid-chaos-haïtiens-lutte-pour-accéder-à-un-nouveau-chemin-vers-les-américains>. Voir également 437.

<sup>159</sup> Voir, par exemple, Cristina Caicedo Smit, *Exposés aux attaques, les journalistes haïtiens s'enfuient*, VOA NEWS (8 septembre 2023), <https://www.voanews.com/a/vulnerable-to-attack-haitian-journalists-flee/7260369.html> (« Le 31 juillet, un groupe d'hommes a attaqué et battu [le journaliste Arnold Junior] Pierre alors qu'il couvrait une marche de protestation dans le sud-ouest de Port-au-Prince, et il a déclaré avoir reçu également des menaces de mort de la part d'un officier de police. »); *Agression policière contre un journaliste haïtien dénoncée*, PRENSA LATINA (21 juillet 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/07/21/police-aggression-against-haitian-journalist-denounced/> (rapportant que la police a agressé le journaliste haïtien Pierre Daniel Lamartinière « à plusieurs reprises avec une radio de communication, une matraque et d'autres armes mortelles » alors qu'il couvrait une manifestation antigouvernementale le 21 juillet).

<sup>160</sup> Communiqué de presse, RNDDH, [Chasse aux réfugiés-es de l'insécurité : Le RNDDH condamne le zèle totalement déplacé du directeur général a.i. de la PNH](#). Voir également *supra* note 74.

<sup>161</sup> Francklyn B. Geffrard, « *Un policier et un individu lourdement armé attaquent les locaux du RNDDH* »..., RHI NEWS (22 août 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/un-policier-et-un-individu-lourdement-arme-attaquent-les-locaux-du-rn-ddh/>; *Le Rnddh demande l'ouverture d'une enquête contre la police haïtienne*, PRENSA LATINA (24 août 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/08/24/rnddh-asks-to-open-an-investigation-against-haitian-police/>.

<sup>162</sup> RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 64-71; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 5 (notant que Muscadin est toujours en activité « malgré quelques efforts déployés par le ministère de la Justice et de la sécurité publique pour enquêter sur les exécutions [qui lui sont attribuées] et de le poursuivre »).

<sup>163</sup> Voir, par exemple, [Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#) (« La corruption généralisée, combinée à un contrôle insuffisant, a pénétré la plupart des entités de



---

l'État, y compris celles chargées de l'application de la loi. ») ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 22 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 168, 179. Voir également *Corruption : 4 milliards de gourdes dans les institutions publiques, Haïti-Actualité : Zapping*, HAÏTI LIBRE (16 novembre 2023), <https://www.haitilibre.com/en/news-40991-haiti-news-zapping.html> (selon le directeur de l'Unité de Lutte contre la Corruption d'Haïti (ULCC), «les actes de corruption au sein des institutions publiques s'élèvent à plus de 4 milliards de gourdes» ; voir également *infra* notes 481 (les sanctions internationales révèlent l'existence d'une corruption généralisée et ancienne au sein des élites politiques haïtiennes).

<sup>164</sup> Bell fait également l'objet de sanctions de la part des gouvernements américain et dominicain pour corruption. IJDH, [Sanctions étrangères contre des individus haïtiens \(décembre 2020 - présent\)](#).

<sup>165</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 175-76. Voir également *id.* ¶¶ 82, 84-86 (traitant des problèmes persistants de corruption au sein de l'agence des douanes d'Haïti comme l'un des « principaux catalyseurs de l'activité criminelle »). La situation de corruption au sein de l'agence des douanes se serait améliorée suite au limogeage de Bell en 2022. CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 25.

<sup>166</sup> Jean Junior Célestin, *Des tracteurs du ministère des Travaux publics volés par des anciens élus, le ministre Rosemond Pradel multiplie les promesses*, LE NOUVELLISTE (7 juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/242715/des-tracteurs-du-ministere-des-travaux-publics-voles-par-des-anciens-elus-le-ministre-rosemond-pradel-multiplie-les-promesses>.

<sup>167</sup> *Diplomatie : Un cadre démissionne au consulat d'Haïti à Paris et exige une enquête sur la « corruption » et la « gabegie administrative »*, ALTERPRESSE (27 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29509>.

<sup>168</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 24 (« Au cours des dix dernières années, il n'y a eu qu'une seule condamnation pour corruption. ») ; RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 3-4 (notant des progrès dans plusieurs affaires de corruption et de trafic d'armes qui indiquent la volonté des magistrats instructeurs de réprimer de telles affaires). Voir également Michelson Césaire, *La FJKL appelle la justice haïtienne à mettre un terme à l'impunité dont jouissent les criminels haïtiens en col blanc*, LE NOUVELLISTE (16 novembre 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/245416/fjkl-urges-haitian-justice-to-stop-the-impunity-of-white-collar-criminals> (selon le FJKL, « l'une des principales causes de la corruption ou de la mauvaise gouvernance réside dans l'impunité des acteurs déviants »).

<sup>169</sup> FJKL, *Corruption à la Caisse d'Assistance Sociale (CAS) (5 octobre 2023)*, [https://www.fjkl.org.ht/images/doc/FJKL2-dossierCAS-rapport\\_danalyseDelOrdonnanceduJugeJnMorin.pdf](https://www.fjkl.org.ht/images/doc/FJKL2-dossierCAS-rapport_danalyseDelOrdonnanceduJugeJnMorin.pdf). En septembre, le ministre des Affaires sociales a été mis en examen pour détournement de fonds et corruption. Des mandats d'arrêt ont également été émis contre plusieurs autres agents publics. *Haïti-Justice : Le Ministre des Affaires Sociales, inculpé pour abus de pouvoir et association de malfaiteurs...*, HAÏTI LIBRE (1er octobre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40629-haiti-justice-le-ministre-des-affaires-social-incepue-pour-abus-de-pouvoir-et-association-de-malfaiteurs.html>.

<sup>170</sup> Voir, par exemple, *Corruption : 4 milliards de gourdes dans les institutions publiques, Haïti-Actualité : Zapping* (rapportant que le 15 novembre, l'ULCC a transmis onze rapports d'enquête sur la corruption au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 23-24.

<sup>171</sup> Voir RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 121-128 (l'ULCC a engagé une procédure contre les anciens présidents du Sénat Youri Latortue et Joseph Lambert pour détournement de biens publics et prise illégale d'intérêts, et entrave à la justice, respectivement) ; [L'animateur de radio Pierre Fils Saint-Amour enlevé, Haïti-Actualité : Zapping...](#) ; Jean Corvington, *Détournement de fonds publics : Youry Latortue envoyé au tribunal criminel, Joseph Lambert au correctionnel*, Radio Métronome (21 juin 2023), <https://metronomehaiti.com/detournement-de-fonds-publics-youry-latortue-envoye-au-tribunal-criminel-joseph-lambert-au-correctionnel/> ; *Haïti-Corruption : L'Ulcc exige des poursuites judiciaires contre l'ex sénateur Nènel Cassy pour enrichissement illicite et fausse déclaration de patrimoine*, ALTERPRESSE (15 novembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29848> ; Francklyn B. Geffrard, *Nenel Cassy auditionné au cabinet d'instruction dans le cadre de l'enquête sur le scandale de corruption du BMPAD...*, RHI NEWS (27 juillet 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/nenel-cassy-auditionne-au-cabinet-dinstruction-dans-le-cadre-de-lenquete-sur-le-scandale-de-corruption-du-bmpad/> ; Latortue, Lambert et Cassy font également l'objet de sanctions étrangères. Voir IJDH, [Sanctions étrangères contre des individus haïtiens \(décembre 2020 - présent\)](#).

---

<sup>172</sup> Voir, par exemple, Allwitch Joly, *Enlevés début novembre, les 5 employés de la Cour des comptes libérés*, LOOP NEWS (24 novembre 2023), <https://haiti.loopnews.com/content/enlevés-début-novembre-les-5-employés-de-la-cour-des-comptes-libérés> (informations sur l'enlèvement de cinq fonctionnaires de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif par des individus armés).

<sup>173</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 27. Voir également, de manière générale, BAI et al., *Les défis du secteur de la justice en Haïti* (2021), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2021/07/Updated-Justice-Sector-Challenges-in-Haiti-UPR-Submission-FR-1.pdf> ; BAI & IJDH, *Soumission écrite pour l'audience thématique du 10 décembre 2020 devant la CIDH sur le thème de l'impunité pour les violations graves des Droits Humains et le manque d'indépendance judiciaire en Haïti* (2020), [https://ijdh.org/wp-content/uploads/2020/12/Written-Submission-for-IACHR-Thematic-Hearing-178PS-FR-Final\\_web.pdf](https://ijdh.org/wp-content/uploads/2020/12/Written-Submission-for-IACHR-Thematic-Hearing-178PS-FR-Final_web.pdf).

<sup>174</sup> Voir, par exemple, document de projet du PNUD 6-7 ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 31. Voir également de manière générale BAI et al., *Les défis du secteur de la justice en Haïti* ; BAI & IJDH, *Soumission écrite pour l'audience thématique du 10 décembre 2020 devant la CIDH sur le thème de l'impunité pour les violations graves des Droits Humains et le manque d'indépendance judiciaire en Haïti*.

<sup>175</sup> Voir, par exemple BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 6.

<sup>176</sup> Voir, par exemple, Juhakenson Blaise, *Les États-Unis poursuivent des affaires haïtiennes majeures alors que le système judiciaire haïtien est en chute libre*, HAITIAN TIMES (7 juillet 2023), <https://haitiantimes.com/2023/07/07/us-prosecution-of-major-haitian-cases-on-rise-as-haitis-justice-system-falls/>.

<sup>177</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 41.

<sup>178</sup> Voir Juhakenson Blaise, *Le système judiciaire haïtien « se retrouve au pied du mur » dans sa poursuite contre les élites sanctionnées par l'ONU*, HAITIAN TIMES (1er novembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/11/01/haitian-justice-sanctioned-elites-gangs/> (Un procureur des Cayes a exprimé son scepticisme quant à la capacité du système judiciaire haïtien à poursuivre les affaires contre les responsables haïtiens impliqués dans le financement de groupes armés : « 'Quand vous avez un procureur qui dépend du ministère de la Justice, qui est composé de politiciens, alors la justice n'est pas vraiment libre... Même le renouvellement des mandats des juges d'instruction est effectué par le pouvoir exécutif. Il est difficile d'attendre grand-chose.' ») ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 32 (« Seuls 2,9 % des citoyens sont satisfaits de la performance des juges et seulement 2,5 % sont satisfaits du travail des procureurs. ») ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 28. Cependant, voir également Communiqué de presse, RNDDH, [Des victimes de violations massives des Droits Humains portent plainte par-devant les instances judiciaires haïtiennes](#) (des plaintes déposées fin mai par les victimes des massacres de la Plaine du Cul-de-Sac et Cité Soleil, respectivement en avril et juillet 2022, font l'objet d'une enquête ; une troisième plainte a été déposée le 15 septembre par des victimes de violences des groupes armés à Carrefour-Feuilles en août et septembre et attend d'être transférée à un magistrat instructeur).

<sup>179</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 41-42 ; RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 19.

<sup>180</sup> Voir BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 6.

<sup>181</sup> Voir, par exemple, *Haïti : L'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle*, HCDH (28 juin 2023), <https://www.ohchr.org/fr/statements/2023/06/haiti-un-expert-william-oneill-conclut-official-visit>.

<sup>182</sup> Voir, par exemple, Freedom House, *Haïti : La liberté dans le monde 2023* (2023), <https://freedomhouse.org/country/haiti/freedom-world/2023>.

<sup>183</sup> Voir *infra* notes 453.

<sup>184</sup> Le RNDDH rapporte que 509 cas ont été fixés entre octobre 2022 et octobre 2023, dont 495 sans assistance de jury ; seules deux juridictions sur 18 organisent actuellement des assises criminelles avec assistance de jury. RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 173-76.

<sup>185</sup> *Id.*, ¶¶ 7, 178-180 (« de nombreux cas ont été renvoyés pour des motifs inacceptables, par exemple parce que les accusés n'avaient pas été emmenés au Tribunal ; de lourdes peines ont été prononcées pour les cas de vol, tandis que des peines clémentes ont été prononcées pour les cas de viol. »)



---

<sup>186</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 6 (notant que « les autorités gouvernementales n'ont pris aucune décision de relocalisation, ni de renforcement de la sécurité autour de ces bâtiments dont certains seraient toujours occupés par des membres de gangs » ; face à cette situation « le tribunal et le parquet de Port-au-Prince continuent à occuper temporairement un espace réduit, prêté par l'Office de la Protection du Citoyen » et « les magistrats ne peuvent s'y rendre que trois jours par semaine, ce qui est loin d'être suffisant au regard du nombre de dossiers à traiter. ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 34 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 29 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; [Haïti : L'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#). Voir également CRS, [Haïti : Développements récents et politique des États-Unis](#), p. 7 (« Au cours de l'été 2022, des gangs ont pris d'assaut plusieurs des principaux palais de justice d'Haïti, dont beaucoup restent inutilisables. »).

<sup>187</sup> Voir, par exemple, HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; Joly, [Enlevés début novembre, les 5 employés de la Cour des comptes libérés](#) ; @opchaiti, X (6 juillet 2023, 10 h 24), <https://twitter.com/opchaiti/status/1676960416596123649> (rapportant que les juges chargés d'affaires sensibles « travaillent dans des conditions de sécurité extrêmement pénibles »).

<sup>188</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 32 ; Communiqué de presse, HCDH, [Experte de l'ONU préoccupée par l'attaque contre le Juge Haïtien Wilner Morin](#) (3 août 2023), <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2023/08/un-expert-concerned-about-attack-against-haitian-judge-wilner-morin> ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>189</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 31 ; voir également RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 16, 73 (rapportant qu'une grève des greffiers et des parquetiers à cause des mauvais salaires et des mauvaises conditions de travail du 7 mars au 19 juin « a grandement impacté le fonctionnement de la Justice »). Voir, de manière générale, BAI et al., [Les défis du secteur de la justice en Haïti](#) ; BAI & IJDH, [Soumission écrite pour l'audience thématique du 10 décembre 2020 devant la CIDH sur le thème de l'impunité pour les violations graves des Droits Humains et le manque d'indépendance judiciaire en Haïti](#).

<sup>190</sup> *Numéro spécial : Décret établissant le budget général de la République d'Haïti, exercice 2023 - 2024*, LE MONITEUR (29 septembre 2023), <https://budget.gouv.ht/storage/app/uploads/public/651/c4b/fd0/651c4bfd07a4d805199361.pdf>, p. 85.

<sup>191</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 33.

<sup>192</sup> Voir Francklyn B. Geffrard, *L'institut médico-légal au point mort depuis deux ans. Il ne réalise presque plus d'autopsie, dénonce Pierre Espérance...*, RHI NEWS (8 août 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/linstitut-medico-legal-au-point-mort-depuis-deux-ans-il-ne-realise-presque-plus-dautopsie-denonce-pierre-esperance/>.

<sup>193</sup> Voir, par exemple, Center for Gender & Refugee Studies (Centre d'études sur le genre et les réfugiés - CGRS), École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, *Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable* (juin 2023), [https://cgrs.uclawsf.edu/sites/default/files/Jeremie Prison Report FRANCAIS FINAL\\_2023.10.16.pdf](https://cgrs.uclawsf.edu/sites/default/files/Jeremie%20Prison%20Report%20FRANCAIS%20FINAL%202023.10.16.pdf) (« [La] corruption a eu un effet paralysant sur le système judiciaire et les prisons d'Haïti, réduisant à néant le droit à un procès équitable et l'accès à la justice. »). Voir également BAI et al., [Les défis du secteur de la justice en Haïti](#), ¶¶ 8-13 (rapportant l'ingérence politique dans le système judiciaire haïtien).

<sup>194</sup> Blaise, [les États-Unis poursuivent des affaires haïtiennes majeures alors que le système judiciaire haïtien est en chute libre](#) ; RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 19. Voir également, de manière générale, BAI et al., [Les défis du secteur de la justice en Haïti](#).

<sup>195</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 19 (rapportant qu'aucune action en justice n'a été engagée contre de nombreux chefs bien connus de gangs armés, même quand « [ils] font eux-mêmes des déclarations, tant à la radio que sur les réseaux sociaux et menacent ouvertement de s'en prendre à la population », et même quand des témoins ont fourni « à l'appareil judiciaire haïtien des éléments qui auraient pu lui permettre d'entreprendre des démarches judiciaires ») ; Francklyn B. Geffrard, *Exécution d'Antoinette Duclair et de Diego Charles : Deux ans après, l'enquête judiciaire est au point mort...*, RHI NEWS (30 juin 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/execution-dantoinette-duclair-et-de-diego-charles-deux-ans-apres-lenquete-judiciaire-est-au-point-mort/> (bien qu'un certain nombre de personnes fussent impliquées dans les assassinats du journaliste Diego Charles et de l'activiste Antoinette Duclair en 2021, jusqu'à présent, personne n'a été arrêté.). Voir également *infra* note 212. Par exemple, le chef de *Kraze Baryè*, Vitel'homme Innocent, placé en novembre sur la liste des dix personnes les plus recherchées par le Federal Bureau of Investigation, n'a pas été arrêté bien qu'il ait été accusé par les États-Unis d'avoir participé à deux

enlèvements distincts. Voir Communiqué de presse du Bureau du procureur régional américain du district de Columbia, *Un chef de gang haïtien accusé de prise d'otages ayant causé la mort d'un citoyen américain en Haïti en octobre 2022* (24 octobre 2023), <https://www.justice.gov/usao-dc/pr/haitian-gang-leader-charged-hostage-taking-offenses-resulted-death-us-citizen-haiti> ; *Haïti-FLASH USA : 2 millions de dollars pour l'arrestation de Vitel/homme Innocent*, HAÏTI LIBRE (16 novembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40986-haiti-flash-usa-2-millions-de-dollars-pour-l-arrestation-de-vitel-homme-innocent.html>. L'ancien policier devenu chef de la coalition de groupes armés G9, Jimmy Chézier, n'a lui non plus jamais été arrêté malgré les preuves concordantes de sa complicité dans de nombreuses violations graves du droit et un mandat d'arrêt en vigueur pour son implication dans le massacre de La Saline en 2018. Voir BAI et al., [Les défis du secteur de la justice en Haïti](#). Voir également *infra* note 210.

<sup>196</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 28. Voir également CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 32 (rapportant que seulement 3 % des personnes arrêtées sont jamais condamnées pour un délit); HRW, [« Vivre un cauchemar »](#) (rapportant que même si « le système judiciaire haïtien a ouvert quelques enquêtes sur des liens présumés entre des groupes criminels et hommes politiques, notamment d'anciens sénateurs et ministres, des responsables du gouvernement et d'anciens membres des forces de police », aucune n'a abouti à une condamnation devant les tribunaux haïtiens).

<sup>197</sup> RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶ 19 ; *Justice : 7 magistrats de nouveau écartés du système judiciaire, mais 28 autres certifiés en Haïti, selon le Cspj*, ALTERPRESSE (28 juin 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29426>. Le CSPJ a entamé son processus de certification en janvier. Voir [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶ 5.

<sup>198</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 23-26 ; Jean Corvington, *L'incohérence du CSPJ !*, RADIO METRONOME (12 juillet 2023), <https://metronomehaiti.com/lincoherence-du-cspj/>.

<sup>199</sup> Voir, par exemple, *Synthèse de l'atelier de réflexion sur le processus de certification des magistrats en Haïti, organisé le 9 août 2023*, CARDH (26 septembre 2023), <https://cardh.org/archives/4669>.

<sup>200</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 33 (« Les officiers de justice sont rarement tenus responsables de leur mauvaise conduite. Dans un cas flagrant, un procureur de l'État s'est publiquement vanté d'avoir exécuté des chefs de gangs présumés et a menacé un défenseur des droits humains qui l'avait critiqué, sans toutefois faire l'objet de mesures disciplinaires. »). Voir également RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶ 2 (« Le RNDDH estime que plusieurs parmi ces scandales [au sein de la justice] auraient pu être évités si les autorités prenaient effectivement compte des plaintes et dénonciations des justiciables à l'encontre des magistrats-es impliqués dans des cas de violations de leurs Droits aux garanties judiciaires. »). En revanche, il est clair que la reddition de comptes produit des résultats positifs. Voir [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 34 (rapportant qu'à la lumière de la révocation de certains juges pour corruption, « plusieurs cas très médiatisés de participation présumée à des actes de corruption ou à des activités criminelles – comme le trafic d'armes – font actuellement l'objet d'enquêtes plus approfondies »).

<sup>201</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 76-84. Voir également Jacqueline Charles, *L'ancien président haïtien Michel Martelly rencontre le juge chargé de l'enquête sur le meurtre de son successeur*, MIAMI HERALD (3 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280068549.html> ; Jake Johnston, *L'enquête américaine sur l'assassinat en Haïti est une opportunité de corriger les torts du passé*, CEPR (13 juillet 2023), <https://cepr.net/us-investigation-into-haiti-assassination-is-an-opportunity-to-right-past-wrongs/> ; « *La coupe de sang* » : un responsable haïtien dénonce l'impunité dans le meurtre de Moïse, AL JAZEERA (6 juillet 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/6/cup-of-blood-haiti-official-decries-impunity-in-moise-killing>. Une enquête parallèle menée par un tribunal fédéral américain a donné lieu à de nombreuses poursuites en cours et à deux condamnations. Voir Jacqueline Charles, *Un autre suspect dans l'assassinat du président haïtien serait prêt à plaider coupable à Miami*, MIAMI HERALD (8 novembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article281597188.html> ; Gisela Salomon, *Un officier retraité de l'armée colombienne condamné à la prison à vie pour l'assassinat du président haïtien en 2021*, AP NEWS (27 octobre 2023), <https://apnews.com/article/haiti-moise-president-killed-miami-3236a13f74c3ff5fa5300c21e314dc81> ; Frances Robles et David C. Adams, *Arrestation d'un suspect clé dans l'assassinat du président haïtien*, NEW YORK TIMES (19 octobre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/10/19/world/americas/suspect-assassination-haiti-president-captured.html> ; Communiqué de presse, Bureau du procureur américain, district de Florida-sud, *Un citoyen haïtiano-chilien condamné à la prison fédérale en lien avec le complot pour tuer le président haïtien* (13 juin 2023),

---

<https://www.justice.gov/usao-sdfl/pr/haitian-chilean-citizen-sentenced-federal-prison-connection-plot-kill-haitian>.

<sup>202</sup> Jacqueline Charles, « *Il se promenait parmi nous tous les jours.* » *Comment les flics ont épinglé le suspect de l'assassinat en Haïti*, MIAMI HERALD (26 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280916158.html>.

<sup>203</sup> Charles, [L'ancien président haïtien Michel Martelly rencontre le juge chargé de l'enquête sur le meurtre de son successeur](#) ; Evens Sanon, *Pour la première fois depuis l'assassinat du président, un juge haïtien interroge des suspects colombiens*, AP NEWS (30 août 2023), <https://apnews.com/article/haiti-presidential-assassination-moise-colombian-mercenaries-15546fb463ac121b10bbbe74a1acd151>.

<sup>204</sup> Charles, [L'ancien président haïtien Michel Martelly rencontre le juge chargé de l'enquête sur le meurtre de son successeur](#) ; Robenson Geffrard, *Assassinat de Jovenel Moïse : le premier ministre Ariel Henry, des ministres et des directeurs généraux convoqués au cabinet d'instruction*, LE NOUVELLISTE (4 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/243757/assassinat-de-jovenel-moise-le-premier-ministre-ariel-henry-des-ministres-et-des-directeurs-generaux-convoques-au-cabinet-dinstruction>. Le juge d'instruction a également convoqué – pour la deuxième fois – l'ancien président par intérim et Premier ministre Claude Joseph pour un interrogatoire fin novembre ; il a été accusé de complicité dans l'assassinat, mais n'est pas actuellement un suspect formel. Voir *Dossier Jovenel Moïse : l'ancien premier ministre Claude Joseph invité à nouveau par le juge instructeur*, GAZETTE HAÏTI (29 novembre 2023), <https://gazettehaiti.com/node/10561> ; Jeremy Kyrt, *La fuite de confessions audio lève le voile sur le mystère de l'assassinat du président haïtien*, DAILY BEAST (2 septembre 2021), <https://www.thedailybeast.com/leaked-audio-confession-blows-lid-off-mystery-of-jovenel-moises-assassination>.

<sup>205</sup> Charles, [L'ancien président haïtien Michel Martelly rencontre le juge chargé de l'enquête sur le meurtre de son successeur](#) ; Maria Abi-Habib et Anatoly Kurmanav, *Le procureur d'Haïti affirme que des preuves relient le Premier ministre à l'assassinat du président*, NEW YORK TIMES (14 septembre 2023), <https://www.nytimes.com/2021/09/14/world/americas/haiti-henry-moise-assassination.html>.

<sup>206</sup> Francklyn B. Geffrard, *De nouveaux inculpés dans l'assassinat de Jovenel Moïse : La DCPJ sollicite des mandats d'amener contre plusieurs responsables politiques et un présumé chef de gang...*, RHI NEWS (1er septembre 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/de-nouveaux-inculpes-dans-l-assassinat-de-jovenel-moise-la-dcpj-sollicite-des-mandats-damener-contre-plusieurs-responsables-politiques-et-un-presume-chef-de-gang/> (recommandant que des mandats d'amener soient émis à l'encontre du diplomate Ashkard Joseph Pierre, l'ex-juge de la Cour de cassation Windelle Coq Thélot, Francis Alexis Cinéus, le chef présumé de gang Vitel'homme Innocent, le chef du parti *Kore Lavi* Dr. Ernest Harrison, et le président du PHTK Liné Balthazar).

<sup>207</sup> Robles & Adams, [Arrestation d'un suspect clé dans l'assassinat du président haïtien](#) (arrêté le 19 octobre).

<sup>208</sup> Evens Sanon, *La police haïtienne arrête un nouveau suspect dans l'assassinat du président Jovenel en 2021 Moïse*, AP NEWS (20 novembre 2023), <https://apnews.com/article/haiti-suspect-jovenel-moise-macky-kessa-jacmel-a09b7397570cee0cb5841b59aa55bbd4> (arrêté le 20 novembre).

<sup>209</sup> RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 20 ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 7 ; RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 5, 14.

<sup>210</sup> L'ancien membre de la PNH Jimmy Chérizier et deux hauts responsables de l'administration Moïse – Fednel Monchery et Joseph Pierre Richard Duplan – ont planifié et fourni des ressources pour le massacre, au cours duquel des groupes armés dirigés par Chérizier ont tué au moins 71 personnes, violé au moins 11 femmes et pillé et détruit au moins 150 maisons dans le quartier de La Saline à Port-au-Prince. Harvard Law School International Human Rights Clinic et Observatoire haïtien des crimes contre l'humanité, *Massacres cautionnés par l'État : règne de l'impunité en Haïti* (2021), <http://hlshrposting.wpengine.com/wp-content/uploads/2021/04/Massacres-cautionnes-par-lEtat-2.pdf>. Voir également RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 95-98 (malgré plusieurs développements, dont l'arrestation de Monchery le 23 juin après avoir refusé une invitation à comparaître devant le juge d'instruction, et l'interrogatoire – mais pas l'arrestation – de Duplan le 17 juillet, il n'y a toujours pas de progrès significatifs dans l'enquête) ; *Mandat d'arrêt délivré à l'encontre d'un ancien fonctionnaire haïtien*, PRENSA LATINA (26 juin 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/06/26/arrest-warrant-issued-for-former-haitian-official/>. Les auteurs d'autres massacres majeurs perpétrés au cours des dernières années n'ont pas été appelés à répondre de leurs actes. Voir RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 99-110 (discutant de l'absence persistante de responsabilisation des auteurs des massacres de la Plaine du Cul-de-Sac (avril-mai 2022), Cité Soleil (juillet 2022), et Carrefour-Feuilles (août-septembre 2023)) ; [Rapport du](#)

---

[Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 37 (discutant de l'absence de responsabilisation des auteurs des massacres de Grand Ravine en 2017 et de Bel Air en 2019).

<sup>211</sup> M. Dorval a été abattu devant son domicile « quelques heures seulement » après avoir « dénoncé dans une interview radio la mauvaise gestion du gouvernement, une série de décrets, le projet de réforme constitutionnelle et la subordination des élections à ce projet. » BAI et al., [Les défis du secteur de la justice en Haïti](#), ¶ 6(d) ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 7 ; RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 85-89 ; Jean Junior Célestin, *Affaire bâtonnier Dorval : un détenu libéré sans l'aval du juge d'instruction en charge du dossier*, LE NOUVELLISTE (29 août 2023) <https://www.lenouvelliste.com/article/244181/batonnier-dorval-case-detainee-freed-without-consultation-of-investigating-judge> (décrivant comme principaux obstacles à la responsabilisation le vol de pièces à conviction, le dysfonctionnement du tribunal et la libération d'un suspect sans connaissance du juge d'instruction).

<sup>212</sup> Le 29 juin 2021, des individus non identifiés ont abattu le journaliste Diego Charles et la militante Marie Antoinette Duclair. RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 90-94 ; Geffrard, [Exécution d'Antoinette Duclair et de Diego Charles : Deux ans après, l'enquête judiciaire est au point mort...](#)

<sup>213</sup> Jeudy, président de l'organisation de défense des droits des personnes LGBT *Kouraj*, a été retrouvé mort à son domicile le 25 novembre 2019. Le 27 novembre 2019, le tribunal de première instance de Port-au-Prince a ouvert une enquête sur sa mort. Depuis, aucun progrès n'a été signalé. HRW, Haïti : Événements de 2022 (2022), <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/haiti> ; *Décès de Charlot Jeudy : le parquet de Port-au-Prince annonce l'ouverture d'une enquête*, LE NOUVELLISTE (27 novembre 2019), <https://lenouvelliste.com/article/209586/deces-de-charlot-jeudy-le-parquet-de-port-au-prince-annonce-louverture-dune-enquete>.

<sup>214</sup> Des rapports distincts du Sénat haïtien et de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif d'Haïti ont révélé que plusieurs responsables du gouvernement haïtien ont volé 2 milliards de dollars des « pétrodollars » destinés aux services sociaux et aux infrastructures dans le cadre du projet vénézuélien PetroCaribe de financement des importations de pétrole. BAI et al., [Les défis du secteur de la justice en Haïti](#), ¶ 6(c) ; Makini Brice, *Un rapport du Sénat haïtien dénonce des malversations dans l'utilisation des fonds du Venezuela*, REUTERS (19 août 2016), <https://www.reuters.com/article/idUSKCN10V011/> ; *Haïti-Corruption/PetroCaribe : Le Rnddh souhaite la désignation d'un nouveau juge instructeur*, ALTERPRESSE (15 juin 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29383>.

<sup>215</sup> Voir [@opchaiti](#), X (6 juillet 2023, 10 h 24).

<sup>216</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 6 ; RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶ 187 (rapportant que sur les quelque 11 837 personnes incarcérées en octobre 2023, 9 934 étaient en attente de jugement) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 37 (rapportant 84,56 %) ; CRS, [Haïti : Développements récents et politique des États-Unis](#), p. 7 (85 % en juin) ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 6-7 (rapportant 85 % au 30 juin). Voir également [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle](#) (« 99 % des mineurs détenus dans la prison [pour mineurs de Port-au-Prince] n'ont pas été condamnés, la plupart sont en situation de détention préventive prolongée. »).

<sup>217</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 37 ; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 1. Voir également [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle](#) (rapportant que des enfants « sont incarcérés depuis des années pour vol d'une poule, de chaussures ou de téléphone, sans avoir vu un juge »).

<sup>218</sup> Voir, par exemple, [Haïti : L'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#). Voir également CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 2 (« périodes de détention préventive excessives – qui durent en moyenne près de quatre ans sans accusation formelle, sans procès et sans accès à un avocat – sont la norme »).

<sup>219</sup> [Haïti : L'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#).

<sup>220</sup> Voir *supra* note 184.



---

<sup>221</sup> RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶ 8. Voir également BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 7 (« Le faible nombre d'affaires traitées et le taux de condamnation soulèvent aussi la question de l'impact des audiences correctionnelles et criminelles sur la surpopulation carcérale. »).

<sup>222</sup> CIDH, Résolution 49/2023, Mesures conservatoires n° 509-23, Lovely Lamour concernant Haïti, ¶¶ 8, 22 (29 août 2023), [https://www.oas.org/fr/cidh/decisions/mc/2023/res\\_49-23\\_mc\\_509-23\\_ht\\_fr.pdf](https://www.oas.org/fr/cidh/decisions/mc/2023/res_49-23_mc_509-23_ht_fr.pdf) (constatant que, pendant sa détention, la requérante enceinte « n'a pas reçu une alimentation adéquate pendant sa grossesse et ne reçoit actuellement pas une alimentation adéquate durant la période postnatale ») ; [Haïti : l'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#) ; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 6 (rapportant que 45 % des détenus interrogés [dans la prison de Jérémie] ont déclaré s'être couchés le ventre vide. Des organisations de la société civile interviennent quelquefois pour fournir la prison en provisions alimentaires ou pour apporter des plats chauds aux détenus, mais cela reste insuffisant »).

<sup>223</sup> Joanne Clark, *Prisons d'Haïti jugées dangereuses pour les détenus*, CARIBBEAN NATIONAL WEEKLY (13 septembre 2023), <https://www.caribbeannationalweekly.com/news/caribbean-news/inmates-in-haitis-prisons-deemed-unsafe/> (rapportant que la seule prison pour femmes à Cabaret n'a pas accès à l'eau potable) ; CIDH, [Résolution 49/2023, Mesures conservatoires n° 509-23, Lovely Lamour concernant Haïti](#), ¶ 8 ; [Haïti : l'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#) ; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 6 (faisant état d'un manque « flagrant » d'accès à l'eau potable).

<sup>224</sup> Voir, par exemple, CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 5 (rapportant que « bien que la prison soit équipée de toilettes, les détenus n'y ont pas accès à n'importe quel moment de la journée et sont obligés d'utiliser des seaux dans leurs cellules à d'autres moments. Les petites fenêtres et la mauvaise ventilation ne font qu'aggraver la situation »).

<sup>225</sup> Voir [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 22 (indiquant que « les conditions de détention ont continué à se détériorer dans les établissements pénitentiaires, où les taux de mortalité ont augmenté, en partie à cause des ruptures d'approvisionnement en médicaments ») ; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 6 (« La majorité des personnes interrogées souffraient d'une forme ou d'une autre forme de maladie non traitée. . . Moins de 20 % d'entre eux ont reçu un traitement pour leur état de santé. »).

<sup>226</sup> *Haïti-Justice : 219 détenus morts de faim ou de maladie dans les prisons haïtiennes*, HAÏTI LIBRE (5 septembre 2023) <https://www.haitilibre.com/article-40428-haiti-justice-219-detenus-morts-de-faim-ou-de-maladie-dans-les-prisons-haitiennes.html> ; [Haïti : l'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#).

<sup>227</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 22 (rapportant que entre le 1er juillet et le 5 octobre, 75 décès de détenus ont été enregistrés) ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 6-7 (rapportant 33 décès entre avril et juin).

<sup>228</sup> Voir, par exemple, CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 7 (rapportant que « 93 % des personnes interrogées ont été personnellement témoins d'au moins un acte de violence dans la prison, . . . 32 % ont elles-mêmes subi des dommages physiques pendant leur incarcération. . . . [et] près de la moitié de ces individus avaient également été blessés lors de leur arrestation »).

<sup>229</sup> Voir, par exemple, *id.*

<sup>230</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 37 ; Clark, [Prisons d'Haïti jugées dangereuses pour les détenus](#) (« Conçues à l'origine pour accueillir un maximum de 10 détenus, ces cellules abritent aujourd'hui plus de 100 hommes et femmes, "entassés comme des sardines." ») ; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit](#)

---

à un procès équitable, p. 4 (rapportant que la capacité d'accueil de la prison de Jérémie est légèrement supérieure à 60-70 personnes incarcérées, mais que, en mars, la population de la prison atteignait 470 personnes).

<sup>231</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 6 ; CRS, [Haïti : Développements récents et politique des États-Unis](#), p. 7 ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 6-7. Voir également CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), pp. 4-5 (rapportant que « dans les cellules les plus densément peuplées où il n'y avait pas assez de place pour que tout le monde s'allonge en même temps, les personnes étaient obligées de s'accroupir ou de dormir à tour de rôle », et que les personnes incarcérées à la prison de Jérémie ne recevaient pas de matelas pour dormir).

<sup>232</sup> CSNU, BINUH : Rapport du Secrétaire Général, ¶ 35, UN Doc. S/2023/274 (14 avril 2023), [https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_du\\_sg\\_de\\_lonu\\_sur\\_le\\_binuh\\_14\\_avril\\_2023.pdf](https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport_du_sg_de_lonu_sur_le_binuh_14_avril_2023.pdf).

<sup>233</sup> [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle](#).

<sup>234</sup> Voir, par exemple, Haïti; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 7.

<sup>235</sup> Voir CIDH [Résolution 49/2023, Mesures conservatoires n° 509-23, Lovely Lamour concernant Haïti](#), ¶ 5 (concernant une pétitionnaire enceinte qui a été « détenue avec des adultes et des hommes dans un commissariat de police qui ne disposait pas d'espaces adaptés à ses besoins particuliers »); [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle](#).

<sup>236</sup> Voir CIDH [Résolution 49/2023, Mesures conservatoires n° 509-23, Lovely Lamour concernant Haïti](#), ¶¶ 5-9 ; *Un groupe haïtien de défense des droits humains dénonce les conditions « inhumaines » dans les prisons de la police*, REUTERS (1er juin 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/haiti-rights-group-decries-inhumane-conditions-police-jails-2023-06-02/>.

<sup>237</sup> Voir, par exemple, Mosello, Destrijcker & McMurray, [Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face](#), p. 26 (évoquant le manque de représentation et les obstacles systémiques à l'accès des personnes LGBTQI+ aux soins médicaux et à l'aide humanitaire) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 48, 51 (rapportant que les femmes et les filles, en particulier celles vivant dans les zones rurales, sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté ; évoquant la vulnérabilité disproportionnée des personnes déplacées et des personnes handicapées face à la violence); [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 130 (rapportant que les personnes LGBTQI+ sont vulnérables à la violence sexuelle) ; *Alerte d'actualité : Haïti en proie à une grave crise économique et alimentaire, les femmes les plus à risque*, MERCY CORPS (17 août 2023), <https://www.mercycorps.org/press-room/releases/dire-economic-food-crisis-grips-Haiti> (comparant la vulnérabilité à la faim en fonction du sexe) ; Leona Vaughn, Louis Herns Marcelin et Toni Cela, *L'inclusion financière est la clé pour réduire la vulnérabilité d'Haïti par rapport à l'esclavage moderne*, UNU CPR (28 juillet 2023), <https://unu.edu/cpr/blog-post/financial-inclusion-key-reducing-haitis-vulnerability-modern-slavery> (examinant comment la pauvreté exacerbe la vulnérabilité à l'esclavage moderne) ; Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, pp. 24-25 (mars 2023), <https://plan-international.org/uploads/sites/67/2023/06/Rapid-Gender-Analysis-Haiti-Full-Report-FRA.pdf> (constatant que les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables à la récession économique en Haïti parce que ces groupes travaillent plus d'heures mais gagnent moins que les hommes, qui en général contrôlent aussi les finances de la famille) ; CGRS, École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie & Haiti Justice Partnership, [Détérioration des conditions de détention dans la prison civile de Jérémie, en Haïti : Un appel à l'action pour préserver la vie humaine et le droit à un procès équitable](#), p. 1 (« La réapparition du choléra et l'effondrement des services essentiels et de l'accès aux produits de première nécessité tels que la nourriture, l'eau et les soins de santé, combinés à des niveaux extrêmes de pauvreté, ont contribué à un déclin considérable et alarmant du droit à la santé, des personnes incarcérées en particulier. ») ; Rolph Louis- Jeune, *Moteurs de l'agriculture haïtienne, très peu de paysannes possèdent des terres*, AYIBO POST (5 novembre 2023), <https://ayibopost.com/moteurs-de-lagriculture-haitienne-tres-peu-de-paysannes-possedent-des-terres/> (bien que les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre agricole en Haïti, elles sont moins susceptibles que leurs homologues masculins de posséder des terres, sont sous-représentées dans les organisations agricoles et sont exposées à la violence et à l'expulsion par les membres masculins de leur famille).

<sup>238</sup> Voir [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 129, 132 ; HRW, « *Vivre un cauchemar* » (« La violence sexuelle n'est pas seulement utilisée comme une arme de guerre entre groupes criminels », a déclaré un responsable humanitaire à Human Rights Watch. « C'est devenu une pratique courante, juste pour leur plaisir

---

[celui des membres des groupes criminels], juste parce qu'ils ont le pouvoir de le faire, puisqu'ils contrôlent la population en l'absence de l'État. »). Voir, en général, [Rapport Marijàn - juin](#); [Rapport Marijàn - mai](#).

<sup>239</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 52-53 (examinant « l'absence de mesures appropriées de la part de l'État pour prévenir et protéger les femmes et les filles contre les violations humaines et les abus. »); *id.*, ¶ 55 (« Ces mots font écho à ceux d'une survivante de Cité Soleil qui a déclaré aux enquêteurs de Human Rights Watch : « Ils nous violent parce qu'ils ont le contrôle, parce qu'ils ont des armes, parce qu'il n'y a personne pour nous défendre. Il n'y a pas de police ni d'État. »); RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 25; *Genre : Le Rept exige des mesures adéquates pour lutter contre les violences faites aux femmes et filles en Haïti*, ALTERPRESSE (27 novembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29876>.

<sup>240</sup> Voir, par exemple, [L'IJDH participe à un webinaire sur la violence sexuelle contre les femmes et les filles en Haïti](#); The Haitian Women's Collective (Collectif des femmes haïtiennes - HWC), [Webinaire HWC : Explorer l'autonomisation des filles en Haïti: défis et opportunités](#), YOUTUBE (31 octobre 2023), <https://www.youtube.com/watch?v=d-ffWhgTh6c&t=4s>; HWC, [HWC : Réflexion sur la santé sexuelle et reproductive en Haïti : réalisations et perspectives](#), YOUTUBE (21 septembre 2023), [https://www.youtube.com/watch?v=k0HwM\\_LoUDQ](https://www.youtube.com/watch?v=k0HwM_LoUDQ); Ravensley Boisrond, [Des femmes marchent contre la pénalisation de l'avortement en Haïti](#), LOOP NEWS (2 octobre 2023), <https://haiti.loopnews.com/content/des-femmes-marchent-pour-la-depenalisation-de-lavortement-en-haiti>. Voir également Communiqué de presse de l'UNICEF, [Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti](#) (« 'J'ai été témoin de la remarquable résilience des enfants, des femmes et des familles haïtiens qui font face à des défis apparemment insurmontables, refusant de se rendre', a déclaré [Garry] Conille [directrice régionale d'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes]. 'Cependant, leur courage est accueilli par une inimaginable terreur de plus en plus violente. Cela doit cesser maintenant.' »).

<sup>241</sup> Voir Communiqué de presse, Disaster Law Project et al., [En réponse à une enquête de l'ONU, des défenseurs des droits humains dénoncent les préjudices liés à la pauvreté subis par les femmes et les filles haïtiennes et recommandent des actions pour faire progresser l'égalité, les droits humains et les ODD](#) (novembre 2022), [https://www.ijdh.org/press\\_release/advocates-responding-to-un-inquiry-denounce-poverty-linked-harms-to-haitian-women-and-girls-recommend-actions-to-advance-equality-human-rights-sdgs/](https://www.ijdh.org/press_release/advocates-responding-to-un-inquiry-denounce-poverty-linked-harms-to-haitian-women-and-girls-recommend-actions-to-advance-equality-human-rights-sdgs/).

<sup>242</sup> [Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#).

<sup>243</sup> Jillian Watt, [Recommandations des membres d'Interaction pour la réponse humanitaire en Haïti](#), INTERACTION (9 juin 2023), <https://www.interaction.org/blog/interaction-member-recommendations-for-the-haiti-humanitarian-response/>. Selon la représentante spéciale adjointe du BINUH, presque un tiers des femmes âgées de 15 à 49 ans a subi des violences physiques. *Genre : Le système des Nations unies signale des niveaux alarmants de violences sexuelles et sexistes en Haïti*, ALTERPRESSE (27 novembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29874>.

<sup>244</sup> HWC, [HWC : Réflexion sur la santé sexuelle et reproductive en Haïti : réalisations et perspectives](#) (Dre Florence Jean-Louis, directrice exécutive de l'Association pour la promotion de la famille haïtienne (PROFAMIL), a en outre noté que 29 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été victimes de VBG, 12 % ont été victimes de violence sexuelle et 34 % ont subi une forme de violence conjugale).

<sup>245</sup> Charles, [Le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme lance un appel urgent pour une mission de sécurité en Haïti](#).

<sup>246</sup> Christopher Newton, [Les nombreuses violences affligeant les Haïtiens](#), INSIGHT CRIME (25 octobre 2023), <https://insightcrime.org/news/many-violences-afflicting-haitians/>. Voir également CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 50 (« Selon des organisations de la société civile, il existe des preuves directes que plus de la moitié et jusqu'à 70 % des femmes et des filles ont subi quelque forme de violence basée sur le genre. »); Banque mondiale, [Profil-pays de la violence basée sur le genre : Haïti](#), p. 5 (« 28 % des femmes haïtiennes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir subi quelque forme de violence physique, et plus d'une femme sur dix a déclaré avoir été victime de violence sexuelle. »).

<sup>247</sup> HRW, [« Vivre un cauchemar »](#).

<sup>248</sup> [Rapport Marijàn - juin](#), p. 14.

<sup>249</sup> Voir CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 50; HRW, [« Vivre un cauchemar »](#); André Paultre & Daniela Mohor, [« Nous ne trouvons pas de soutien » : Trois femmes racontent leurs viols répétés par des gangs haïtiens](#), THE NEW HUMANITARIAN (27 juin 2023), <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2023/06/27/we-cant-find-support-three-womens-stories->

---

[repeated-rape-haitian-gangs](#). Voir également Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), *Combattre la violence basée sur le genre en Haïti 1* (juin 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/addressing-gender-based-violence-haiti-juin-2023> (« Quantifier l'étendue des VBG ou des violences sexuelles en Haïti est impossible. »); voir également BAI, IJDH & Commission des Femmes Victimes pour les Victimes (KOFIVIV), *La violence basée sur le genre en Haïti 2* (2021), [Gender-Based-Violence-in-Haiti UPR-Submission\\_FR.pdf](#) ([ijdh.org](#)).

<sup>250</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 50 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 131 ; UNFPA, [Combattre la violence basée sur le genre en Haïti](#), p. 1.

<sup>251</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 54-55 (« Alors que les commissariats de police sont censés disposer de bureaux spécialisés dans les violences sexuelles et spécifiquement les violences basées sur le genre, ainsi que d'une unité dédiée à la lutte contre les violences sexuelles, d'importants obstacles opérationnels, logistiques et en termes de ressources empêchent la police d'enquêter efficacement sur les violences sexuelles. De même, la corruption des services publics et l'impunité pour les cas de violence sexuelle et de traite des femmes et des filles sont largement répandues. »); Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), p. 35 (rapportant que lors des réceptions des plaintes de victimes de VBG les instances policières et judiciaires ont tendance à rejeter les torts sur la victime).

<sup>252</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 131.

<sup>253</sup> Voir, par exemple, [Rapport Marijàn – juin](#), p. 1 ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 5 (« Entre le 11 août et 14 septembre, au moins cinq femmes vivant dans le quartier de Carrefour-Feuilles ont été violées à l'intérieur de leur résidence. L'une d'entre elles a été tuée et son corps brûlé après avoir été violée. »); HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« De nombreuses survivantes de viol ont déclaré qu'elles avaient également été battues pendant les épisodes de violences sexuelles, et l'une d'entre elles a affirmé que les auteurs avaient pénétré son vagin avec un bâton. ») ; Gamba, [2 ans après l'assassinat du président haïtien, le pays reste plongé dans le chaos](#) (« 'Il s'agit de viols collectifs systématiques. Plusieurs membres de gangs violent à plusieurs reprises des femmes d'une même famille devant leurs proches, et il est arrivé que la victime soit tuée sur place, devant les membres de sa famille.' »).

<sup>254</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 5 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 132 (rapportant en outre que « le recours à la violence sexuelle et fondée sur le genre... [n'est] pas simplement [le résultat] d'incidents isolés de la part de membres incontrôlables, mais ... une tactique systématique »); [Genre : Le Rept exige des mesures adéquates pour lutter contre les violences faites aux femmes et filles en Haïti](#) (« Des bandits armés utilisent les corps des femmes et des filles comme instrument de combat. »).

<sup>255</sup> Voir BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 5 ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 48 ; Zengarini, [Les évêques haïtiens exhortent à la fin du « génocide » de personnes sans défense par les gangs](#) ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ».

<sup>256</sup> Voir [Rapport Marijàn - mai](#), p. 13 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 132 ; *Haïti : Les gangs rivalisent dans les crimes contre les femmes et les filles*, TELESUR (24 juillet 2023), <https://www.telesurenglish.net/news/Haiti-Gangs-Compete-Over-Crimes-Against-Women-and-Girls-20230724-0022.html> ; [Les Haïtiens recourent à la justice populaire alors que la menace des gangs s'intensifie](#) ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 5 ; [Genre : Le système des Nations unies signale des niveaux alarmants de violences sexuelles et sexistes en Haïti](#).

<sup>257</sup> Communiqué de presse, UNICEF, [Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti](#).

<sup>258</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 9 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 132 (« La violence sexuelle et fondée sur le genre est pour les gangs un instrument d'extorsion, comme dans le cas des enlèvements, pour obtenir une rançon. »).

<sup>259</sup> Voir Communiqué de presse de l'UNICEF, [Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti](#).

<sup>260</sup> Voir, par exemple, [Rapport Marijàn - juin](#), p. 1 (« Dans les quartiers marginalisés actuellement, les femmes et les filles sont utilisées comme des objets sexuels, des espionnes, comme des monnaies d'échange avec des autres groupes de gangs rivaux. Dans la plupart des cas et dépendamment de leurs attirances physiques, ces dernières sont contraintes à être servie comme des esclaves sexuelles selon le vœu des chefs de gangs. »); [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 132.



---

<sup>261</sup> [Rapport Marijàn - mai](#), p. 13.

<sup>262</sup> [Haïti : Les gangs rivalisent dans les crimes contre les femmes et les filles](#) ; [Rapport Marijàn - mai](#), p. 4 (publiant les résultats d'une enquête incluant neuf victimes de viol de plus de 50 ans). Voir également Communiqué de presse, RNDDH, [Des victimes de violations massives des Droits Humains portent plainte par-devant les instances judiciaires haïtiennes](#) (rapportant deux cas de viols collectifs sur une mère et sa fille, perpétrés pendant la période du 4 août au 12 septembre) ; [L'IJDH participe à un webinaire sur les violences sexuelles contre les femmes et les filles en Haïti](#). Voir également *infra* note 273.

<sup>263</sup> Voir [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 31 (« Dans le département de l'Artibonite, les femmes et les jeunes filles sont de plus en plus exposées à la violence sexuelle lors d'attaques de bande ou lorsqu'elles prennent les transports en commun le long de la route nationale 1. ») ; BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023](#), p. 5 ; Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), pp. 33-34.

<sup>264</sup> Voir *supra* note 81.

<sup>265</sup> Voir, par exemple, RNDDH, [Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti](#), p. 25 (rapportant que l'État n'a pas tenu sa promesse d'offrir des services et un accompagnement aux victimes de violences sexuelles) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 52, 54-55 (discutant des obstacles systémiques à l'accès aux « services médicaux, psychologiques, juridiques et socio-économiques et au soutien à la réintégration ») ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 31 ; RNDDH, [Fonctionnement de l'appareil judiciaire haïtien au cours de l'année 2022-2023](#), ¶¶ 7, 56, 184-85 (rapportant que « des peines lourdes ont été prononcées pour des cas de vols alors que des peines complaisantes ont été prononcées pour les cas de viols. ») ; [Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle ; Aggravation de la violence en Haïti \(déclaration prononcée par Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme à la 54<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme\)](#) ; Mosello, Destrijcker & McMurray, [Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face](#) à 24 ans (« L'accès aux programmes de prévention et aux services de réponse de base pour les survivants est extrêmement limité, sous-financé, dépendant de sources externes et affecté par les normes culturelles et sociales. »). Voir également HRW, [« Vivre un cauchemar »](#) (« Sur les 23 personnes dont Human Rights Watch a documenté les cas de violences sexuelles survenus entre janvier et avril 2023, 16 ont déclaré qu'elles n'avaient reçu aucun traitement médical avant que Human Rights Watch ne les rencontre et ne les oriente vers un hôpital. »).

<sup>266</sup> Voir, par exemple, UNFPA, [Combattre la violence basée sur le genre en Haïti](#), p. 1 ; Emma Freire, *A la recherche d'une solution*, WORLD (10 août 2023), <https://wng.org/articles/looking-for-relief-1691639261> ; [L'IJDH participe à un webinaire sur les violences sexuelles contre les femmes et les filles en Haïti](#). Voir également *infra* notes 382.

<sup>267</sup> Voir, par exemple, Mosello, Destrijcker & McMurray, [Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face](#), p. 26 (« Ces services sont presque exclusivement liés à des programmes humanitaires et ne sont donc disponibles que dans les zones touchées par des situations d'urgence »). La co-fondatrice de l'organisation féministe haïtienne *Nègès Mawon*, Pascale Solages, signale que les services aux victimes de VBG sont assurés essentiellement par des organisations locales. Elle a constaté que les victimes viennent souvent à *Nègès Mawon* après avoir été incapables d'obtenir une assistance du Ministère à la Condition féminine et aux Droits de la Femme en Haïti.

<sup>268</sup> Voir HWC, [HWC : Réflexion sur la santé sexuelle et reproductive en Haïti : réalisations et perspectives](#) (Une enquête sur la mortalité, la morbidité et l'utilisation des services révèle que 70 % des établissements proposant des contraceptifs sont en rupture de stock, que 67 % des femmes enceintes complètent leurs visites prénatales, que 39 % des femmes accouchent à domicile et que 69 % des femmes ne reçoivent pas de soins postnatals) ; Fenouil Péliissier, *Haïti : Moins de femmes enceintes dans les hôpitaux*, AYIBO POST (2 août 2023), <https://ayibopost.com/moins-de-femmes-enceintes-dans-les-hopitaux/> (« Seulement 25 % des femmes en Haïti ont complété les quatre consultations prénatales au moins recommandées depuis 2015 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). ») ; Freire, [À la recherche d'une solution ; L'enlèvement d'une infirmière américaine et de sa fille porte un coup aux efforts d'aide aux Haïtiens](#), NPR (2 août 2023), <https://www.npr.org/2023/08/02/1191508372/aid-efforts-for-haitians-suffer-blow-with-kidnapping-of-american-nurse-and-daugh>. Voir également *infra* notes *infra* 382. Les femmes et les filles vivant dans les camps de personnes déplacées et dans les zones contrôlées par des groupes armés sont particulièrement affectées, car les viols perpétrés par des membres de groupes armés causent souvent des grossesses non désirées, y compris chez les adolescentes. [Rapport Marijàn - juin](#), pp. 1, 4 ; [Rapport Marijàn - mai](#), p. 8.

<sup>269</sup> Freire, [À la recherche d'une solution](#).

---

<sup>270</sup> Alma Beauvais, *Le coût de la légalisation de l'avortement en Haïti*, THE NATION (8 août 2023), <https://www.thenation.com/article/world/abortion-in-haiti-challenges/>.

<sup>271</sup> Voir, par exemple, HWC, *HWC : Réflexion sur la santé sexuelle et reproductive en Haïti : réalisations et perspectives* (selon la Dre Florence Jean-Louis, directrice exécutive de l'Association pour la promotion de la famille haïtienne, 75 % des avortements sont pratiqués dans des conditions dangereuses par des médecins charlatans) ; Beauvais, *Le coût de la légalisation de l'avortement en Haïti*.

<sup>272</sup> Boisrond, *Des femmes marchent contre la pénalisation de l'avortement en Haïti*. Les organisateurs et les participants à la manifestation ont reçu des menaces sur les réseaux sociaux. Voir *supra* note 133.

<sup>273</sup> Lederer, *La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU* (rapportant que « des enfants sont tués et blessés dans des tirs croisés, certains sur le chemin de l'école ») ; *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 56 (« Une étude préliminaire menée entre août et septembre 2023 par le Ministère de l'Éducation et de la formation professionnelle dans le département de l'Ouest, avec le soutien de l'UNICEF, a révélé que plus de 12 000 enfants étaient déplacés, dont 11 085 élèves. Quelque 44 % des enfants sur lesquels portait l'étude souffraient de traumatismes liés à la violence des gangs et provenant notamment des détonations incessantes, des incendies d'habitations, du fait d'avoir assisté au meurtre d'un proche ou, surtout, d'avoir dû enjamber les cadavres jonchant le sol »). CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 49 (« La violence contre les enfants a atteint un niveau tel que la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés a décidé d'ajouter Haïti à sa "liste de surveillance" pour l'année à venir. ») ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 4 (« Au cours des mois d'août et de septembre, dans le quartier de Brooklyn (commune de Cité soleil), au moins 19 personnes, dont six enfants, ont été tuées par des membres de gangs comme punition pour « mauvaise conduite ». Parmi les victimes, il y avait un garçon de 8 ans qui a été tué pour avoir giflé un membre de gang au cours d'un jeu. ») ; *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 139 ; Communiqué de presse, UNICEF, *Les enlèvements d'enfants et de femmes atteignent des taux alarmants en Haïti* ; Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, p. 33 (rapportant qu'une adolescente sur quatre est affectée par la violence sexuelle) ; *Multiplication des actes de violence contre les enfants, Haïti-Actualité : Zapping...*, HAÏTI LIBRE (11 juin 2023), <https://www.haitilibre.com/article-39753-haiti-actualite-zapping.html>. Voir également *Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle* (L'expert de l'ONU est « particulièrement préoccupé par l'impact de l'insécurité et de la violence sur les enfants. . . . Une génération entière semble sacrifiée par la violence et l'avenir d'un pays qui est menacé par la situation dramatique de sa jeunesse. »).

<sup>274</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 33 (« Le manque de débouchés socioéconomiques pour les enfants et les jeunes et, notamment le faible taux de scolarisation, conjugué au taux élevé d'insécurité alimentaire chez les enfants, sont des facteurs dont tirent parti les gangs, qui proposent à ces enfants nourriture et argent à suffisance en échange de leur « travail » au sein du gang. ») ; Lederer, *La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU* ; *Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle* ; CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 49.

<sup>275</sup> CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 49. Voir également *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 138 (« Tous les gangs comptent des mineurs dans leurs rangs, qu'ils exploitent à des fins diverses : travail, espionnage, prise d'otages, surveillance, surveillance aux postes de contrôle, participation à des attaques, etc. Au fur et à mesure que les mineurs prouvent leur loyauté et leurs capacités, ils montent dans l'organisation criminelle. Les filles sont généralement affectées aux tâches ménagères et à l'espionnage. ») ; Coto, *Chassés de chez eux par des gangs, des milliers d'Haïtiens languissent dans des refuges avec leur vie en suspens* (rapportant que des groupes armés « recrutent maintenant des enfants aussi jeunes que 8 ans dans les refuges »).

<sup>276</sup> Voir, par exemple, *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 33.

<sup>277</sup> L'accès inadéquat à la nourriture expose plus de 115 000 enfants de moins de cinq ans au risque d'émaciation sévère, la forme la plus mortelle de dénutrition qui transforme des affections courantes en maladies mortelles, le corps des enfants n'ayant pratiquement aucune protection contre les infections et étant incapable d'absorber les nutriments. *SOS Enfants : Émaciation sévère*, UNICEF, <https://www.unicef.org/fr/sos-enfants/sos-enfants-emaciation-severe> (dernière visite : 6 décembre 2023) ; Pierre-Richard Luxama, *Les agences de l'ONU dénoncent la crise humanitaire en Haïti et demandent de l'aide pour les familles affamées fuyant la violence*, AP NEWS (20 juin 2023), <https://apnews.com/article/haiti-crisis-hunger-violence-f8b34f48b00f119422c18d5108a5e076> ; Rivers, *En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que*

---

*la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol*. Voir également Harold Isaac, *L'UNICEF met en garde contre les pénuries alimentaires dans un camp surpeuplé d'Haïti*, REUTERS (20 juin 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/unicef-warns-food-shortages-overcrowded-haiti-camp-2023-06-20/>; Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, p. 29; *En Haïti, la violence des gangs exacerbe la tragédie de la malnutrition infantile*, FRANCE 24 (6 août 2023), <https://www.france24.com/en/live-news/20230806-in-haiti-gang-violence-foments-child-malnutrition-tragedy> (« Selon des données publiées en mai par l'Unicef, la violence des gangs qui ravage Haïti a provoqué une forte augmentation - de 30 % en un seul an - de la malnutrition infantile. »); 343.

<sup>278</sup> Voir, par exemple, *Remarques de la Directrice générale d'UNICEF, Catherine Russell, lors de la session extraordinaire de l'ECOSOC sur Haïti - « Sauver des vies : répondre aux besoins urgents d'Haïti en matière de sécurité alimentaire »*, UNICEF (16 juin 2023), <https://www.unicef.org/press-releases/unicef-executive-director-catherine-russells-remarks-ecosoc-special-session-haiti> (rapportant que près de la moitié des cas suspects de choléra concernent des enfants de moins de 14 ans); *L'épidémie de choléra en Haïti fait plus de 700 morts*, TELESUR (2 juin 2023), <https://www.unicef.org/press-releases/unicef-executive-director-catherine-russells-remarks-ecosoc-special-session-haiti> (rapportant que l'âge moyen des patients hospitalisés pour le choléra est de 17 ans et que « l'incidence est particulièrement notable chez les enfants de 1 à 9 ans »). Voir également *infra* notes 384.

<sup>279</sup> Voir, par exemple, FAO et PAM, *Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024*, p. 16.

<sup>280</sup> CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 49; Communiqué de presse, UNICEF, *Près de 3 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire urgente en Haïti, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré* (15 juin 2023), <https://www.unicef.org/fr/communiqués-de-presse/3-millions-denfants-ont-besoin-dune-aide-humanitaire-haiti> (la faim chronique et la malnutrition sont les principales causes de ce besoin, au même titre que l'insécurité et le manque d'accès à l'eau potable et aux soins de santé).

<sup>281</sup> *Mise à jour de l'IJDH de juin 2023*, ¶ 7.

<sup>282</sup> Jacqueline Charles, *De nouvelles violences de gangs piègent plus de 100 écoliers en Haïti pour une deuxième journée*, MIAMI HERALD (14 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280546704.html>. Voir également *Haïti : L'Expert sur la situation des droits humains en Haïti, William O'Neill conclut sa visite officielle* (« Plus de 500 000 jeunes n'ont pas accès à l'éducation. »); HRW, « *Vivre un cauchemar* » (« Selon l'UNICEF, 4,2 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ont été privés de leur droit à l'éducation en raison de coûts élevés, de l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école, ou du manque d'infrastructures et de personnel. »); voir également *infra* note 284.

<sup>283</sup> Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, pp. 54-55 (mentionnant le sexisme dans l'éducation, la surcharge de travail domestique, les grossesses précoces et les déplacements dangereux comme principales raisons de la déperdition scolaire plus élevée chez les filles que chez les garçons); *Rapport Marijàn - mai*, p. 8.

<sup>284</sup> *Haïti : les enfants piégés au milieu des groupes armés retrouvent la sécurité*, UNICEF (17 octobre 2023), <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/haiti-children-trapped-amid-armed-groups-find-safety-and-security>; Francklyn Geffrard, « *L'escalade de la violence menace des milliers d'enfants à Port-au-Prince* », selon l'UNICEF..., RHI NEWS (11 septembre 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/escalade-de-la-violence-menace-des-milliers-denfants-a-port-au-prince-selon-lunicef/>; *L'escalade de la violence menace des milliers d'enfants à Port-au-Prince, en Haïti*. Voir également RNDH, *Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti*, p. 23 (rapportant que « les enfants sous-scolarisés dans les milieux défavorisés d'où sont issues la majorité des victimes [déplacées] ont plus de mal que les autres à reprendre le chemin de l'école »).

<sup>285</sup> CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 53; Dánica Coto, *30 000 enfants haïtiens vivent dans des orphelinats privés. Les autorités veulent les fermer et réunir les familles*, AP NEWS (12 juin 2023), <https://apnews.com/article/haiti-orphanages-reunification-efforts-e8bd5f8c5cc693f57de972ad7afe110c>. Comme indiqué précédemment dans les mises à jour de l'IJDH, environ 200 000 à 300 000 enfants vivent comme *restaveks*, une pratique qui ressemble à la servitude domestique. Voir *Mise à jour de l'IJDH de juin 2023*, ¶ 8; IJDH, *Les Droits Humains et État de Droit en Haïti : principaux développements récents - juin à novembre 2022* 8 (2022), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/01/HRU-December-2022-FINAL-FR.pdf>. Voir également *Restavek*, RESTAVEK FREEDOM, <https://restavekfreedom.org/issue/> (dernière visite : 6 décembre 2023).

<sup>286</sup> Voir CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 53; Coto, *30 000 enfants haïtiens vivent dans des orphelinats privés. Les autorités veulent les fermer et réunir les familles*.

---

<sup>287</sup> Voir, par exemple, BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), pp. 4, 6 (faisant état de groupes armés ciblant les travailleurs agricoles dans le département de l'Artibonite) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 68 (« Dans le département de l'Artibonite, les gangs... commettent des actes d'une extrême violence, contraignant les populations à abandonner de vastes zones de cultures, ce qui menace la production agricole. »). Voir également infra notes 354-356.

<sup>288</sup> Voir, par exemple, Francklyn B. Geffard, *Des paysans de Grand-Bassin manifestent contre la spoliation de leurs terres...*, RHI NEWS (23 juillet 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/des-paysans-de-grand-bassin-manifestent-contre-la-spoliation-de-leurs-terres/> ; *Agriculture : Plusieurs organisations continuent de dénoncer l'accaparement des terres dans le Nord et le Nord-Est d'Haïti*, ALTERPRESSE (19 juin 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29389>.

<sup>289</sup> Geffard, *Des paysans de Grand-Bassin manifestent contre la spoliation de leurs terres...* ; *Agriculture : Plusieurs organisations continuent de dénoncer l'accaparement des terres dans le Nord et le Nord-Est d'Haïti*.

<sup>290</sup> HCDH, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince : La situation du bas-Artibonite de janvier 2022 à octobre 2023](#), p. 23. Voir également [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 32 (« Le 12 août, des membres de bandes ont occupé quelque 300 hectares de terres appartenant à des agriculteurs dans la commune de Petite-Rivière-de-l'Artibonite, et exigé une somme d'argent contre leur départ. Il s'agit d'une pratique maintenant couramment répandue dans ce département. »).

<sup>291</sup> [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶ 8.

<sup>292</sup> *Ce qu'il faut savoir sur Haïti en tant que LGBTQIA+*, MPSM INC. (dernière mise à jour le 20 juin 2023) <https://www.mpsminc.org/post/what-to-know-about-haiti-as-lgbtqia> ; Mosello, Destrijcker & McMurray, [Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face](#), p. 24.

<sup>293</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 130. Selon le FACSDIS, les personnes LGBTQI+ sont vulnérables au viol et à la violence dans les camps de personnes déplacées.

<sup>294</sup> Voir Jacqueline Charles, *Des gangs haïtiens s'en prennent à des enfants handicapés : « Mettez fin à la misère de ces enfants ou nous le ferons »*, MIAMI HERALD (18 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article278637314.html> ; Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), p. 34 (« Selon les personnes vivant avec des handicap (70 %), aucun endroits n'est sûr dans les communautés où ils vivent. »).

<sup>295</sup> Voir CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶51 ; Charles, [Les efforts pour transférer à la Jamaïque les enfants handicapés d'Haïti se heurtent à des résistances : le premier ministre reste silencieux](#) ; Mosello, Destrijcker & McMurray, [Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face](#), pp. 24-25.

<sup>296</sup> Charles, [Des gangs haïtiens s'en prennent à des enfants handicapés : « Mettez fin à la misère de ces enfants ou nous le ferons »](#) ; Jacqueline Charles, [« Ces criminels n'ont pas de cœur » : des bandits armés attaquent un orphelinat haïtien et volent tout](#), MIAMI HERALD (12 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280387864.html#lnrr1u8oijn87qsd6>.

<sup>297</sup> Voir UNICEF, *Action humanitaire pour les enfants : Haïti (2023)*, <https://www.unicef.org/media/132191/file/2023-HAC-Haiti.pdf>.

<sup>298</sup> Voir CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶¶ 13, 15 ; HRW, [« Vivre un cauchemar »](#).

<sup>299</sup> Voir HRW, [« Vivre un cauchemar »](#).

<sup>300</sup> Voir, par exemple, Buschschlüter, [Haïti : Où l'acheminement de l'aide dépend de discussions avec 300 gangs](#) ; Charles, [De nouvelles violences de gangs piègent plus de 100 écoliers en Haïti pour une deuxième journée](#).

<sup>301</sup> Voir Secteur EPAH Haïti, *Haïti - Note de plaidoyer (septembre 2023)*, disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-note-de-plaidoyer-ameliorer-la-qualite-des-services-en-eau-potable-assainissement-et-hygiene-un-point-dentree-pour-sauver-des-vies-en-haiti-septembre-2023>.

<sup>302</sup> Une étude préparée en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le ministère de l'environnement d'Haïti et le Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti (une coalition de plus de 60 agences des Nations Unies, institutions haïtiennes, organisations et ONG internationales, et organisations de la société civile haïtienne, à laquelle s'est joint l'IJDH) a constaté que le changement climatique et la dégradation de l'environnement exacerbent les vulnérabilités existantes, affaiblissent la résilience des communautés aux chocs et qu'ils contribuent à la



---

détérioration de la paix et de la stabilité en Haïti. Concrètement, l'étude a révélé que (1) les catastrophes naturelles induits par le climat exacerbent les problèmes de gouvernance préexistants qui entravent les efforts de réponse et de prévention ; (2) le changement climatique réduit l'accès aux ressources naturelles et renforce le recours à des pratiques d'adaptation néfastes ; (3) le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont des facteurs de migration et nuisent à la cohésion sociale ; (4) les pressions climatiques et environnementales mettent en péril les moyens de subsistance et les filets de sécurité sociale, augmentant en particulier l'exposition des jeunes Haïtiens à la violence, à l'exploitation et aux abus ; et (5) la fragilité institutionnelle et l'insécurité généralisée intensifient les risques climatiques et compromettent la mise en œuvre d'une action climatique. En conséquence, les auteurs recommandent de répondre aux crises entrecroisées d'Haïti par « une nouvelle approche axée explicitement sur le climat et la consolidation de la paix, avec l'inclusion au cœur de la démarche. ». Mosello, Destrijcker & McMurray, [Aux origines de la paix : comprendre les enjeux de sécurité climatique en Haïti et comment y faire face](#).

<sup>303</sup> Des pluies torrentielles en juin et un séisme de magnitude 4,9 qui ont frappé la ville de Jérémie, dans l'ouest du pays, le 6 juin, ont provoqué de fortes inondations et endommagé des écoles et des infrastructures essentielles, augmentant les besoins d'aide humanitaire et provoquant de nouveaux décès, blessés et déplacements. Voir José Flecher, *Vivre dans des territoires perdus en temps de pluie*, LE NOUVELLISTE (14 septembre 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244402/vivre-dans-des-territoires-perdus-en-temps-de-pluie> ; OCHA, Haïti : État des lieux de la réponse humanitaire, Rapport de situation (juin 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-etat-des-lieux-de-la-reponse-humanitaire-rapport-de-situation-juin-2023> ; OCHA, Amérique latine et Caraïbes – Point de situation hebdomadaire (26 juin 2023), <https://reliefweb.int/report/haiti/latin-america-caribbean-weekly-situation-update-26-june-2023> ; Germina Pierre Louis, *Intempéries : la commune de Léogâne a toujours besoin d'aide*, LE NOUVELLISTE (22 juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/243005/intemperies-la-commune-de-leogane-a-toujours-besoin-daide> ; OIM, Haïti – Outil de suivi d'urgence 18.3 – Déplacements dans le département de l'Ouest suite aux inondations (juin 2023), <https://dtm.iom.int/fr/node/25906> ; *La violence des gangs déplace 165 000 personnes en Haïti et entrave les efforts d'aide* ; Marvens Compere, *Des pluies, des inondations et un tremblement de terre marquent la semaine en Haïti*, HAITIAN TIMES (8 juin 2023), <https://haitiantimes.com/2023/06/08/aftermath-of-heavy-rains-and-earthquake-photos/> ; *La CARICOM exprime son inquiétude face aux morts en Haïti*, LOOP NEWS (7 juin 2023), <https://caribbean.loopnews.com/content/caricom-expresses-concern-deaths-haiti> . Voir également Beatrice Mosello, Spencer A. McMurray et Laís C. Pereira, *Pourquoi l'aide de la communauté internationale à Haïti doit aussi porter sur la sécurité climatique*, NEW HUMANITARIAN (3 août 2023), <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2023/08/03/pourquoi-le-soutien-international-haiti-doit-inclure-la-securite-climatique> .

<sup>304</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 12 (rapportant que l'État « fournit des services publics insuffisants, en particulier dans les quartiers les plus pauvres ») ; J.O. Haselhof, *La nourriture, les fermes et moyens de subsistance en Haïti sont également victimes des premières pluies de la saison*, HAITIAN TIMES (12 juin 2023), <https://haitiantimes.com/2023/06/12/food-farms-livelihoods-in-haiti-also-casualty-of-seasons-first-rains/> (selon les experts, « toute tempête ou tremblement de terre expose Haïti à un risque plus élevé de perte de vies humaines et de moyens de subsistance car il n'y a pas de gouvernement ou d'infrastructure d'atténuation des catastrophes. »).

<sup>305</sup> Voir, de manière générale, Sandra Wisner et Brian Concannon, *Dette et dépendance : l'ingérence étrangère en Haïti et l'importance de la responsabilité des acteurs non étatiques*, 21 NORTHWESTERN J. HUM. RT. 185 (2023), <https://scholarlycommons.law.northwestern.edu/njihr/vol21/iss3/1/> ; Brian Concannon, Kristina Fried et Sasha Filippova, *Restitution pour Haïti, Réparations pour tous : la place d'Haïti dans le mouvement mondial pour les réparations*, U. MIAMI INTER-AM. L. REV. (2023) (à paraître). Voir également infra notes 443-445.

<sup>306</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 23.

<sup>307</sup> Haïti, FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI), <https://www.imf.org/en/Countries/HTI> (dernière visite : 6 décembre 2023) ; *Crise haïtienne : La CFHCI prend position*, LE NOUVELLISTE (20 septembre 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244501/crise-haitienne-la-cfhci-prend-position> ; *Haïti entre dans sa cinquième année de récession économique*, PRENSA LATINA (10 août 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/08/10/haiti-to-move-into-fifth-year-de-recession-economique/> .

<sup>308</sup> UNICEF, [Action humanitaire pour les enfants : Haïti](#) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 42 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; ACAPS, Haïti : Analyse en profondeur de la crise de la sécurité alimentaire 4 (2 août 2023), [https://www.acaps.org/fileadmin/Data\\_Product/Main\\_media/20230802\\_ACAPS\\_Thematic\\_report\\_Haiti\\_a\\_deep\\_dive\\_into\\_the\\_food\\_security\\_crisis.pdf](https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20230802_ACAPS_Thematic_report_Haiti_a_deep_dive_into_the_food_security_crisis.pdf) (« Près de 59 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, chiffre qui atteint 90 % dans les zones rurales. ») ; *Un nouveau Représentant de l'UNFPA en Haïti*, UNFPA (13

juillet 2023), <https://haiti.unfpa.org/fr/news/un-nouveau-representant-de-lunfpa-en-haiti-0> (rapportant que 60 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) ; *La Banque mondiale en Haïti*, BANQUE MONDIALE, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview> (dernière visite : 6 décembre 2023) (rapportant qu'environ 63 % vit dans la pauvreté, dont 34 % dans l'extrême pauvreté – définie comme vivant avec moins de 2,15 dollars US par jour). Voir également [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 43 (indiquant que « seuls 2 % des habitants disposent de plus de 10 dollars par jour pour leur consommation », avec un revenu brut par habitant de 119 dollars par mois – « bien inférieur à la moyenne des pays du continent américain, où ce revenu atteint 2 458 dollars »).

<sup>309</sup> *Taux d'inflation, prix moyens à la consommation*, FMI, <https://www.imf.org/external/datamapper/PCPIPCH@WEO/HTI?zoom=HTI&highlight=HTI> (dernière visite : 6 décembre 2023). Voir également *Taux d'inflation Haïti*, TRADING ECONOMICS, <https://tradingnomics.com/haiti/inflation-cpi> (dernière consultation le 6 décembre 2023) (rapportant que l'inflation était de 22,8 % en octobre) ; *Crise haïtienne : La CFHCI prend position* (rapportant que le 20 septembre, l'inflation sur les 12 derniers mois dépassait 40 %). Il s'agit d'une baisse par rapport au record historique de 49,3 % atteint en janvier. L'Institut haïtien de statistique et d'information attribue cette baisse « entre autres, par un ralentissement de la hausse des cours mondiaux des produits de première nécessité, la baisse du taux de change du dollar des États-Unis sur le marché local et une plus grande disponibilité des produits pétroliers, bien que cette amélioration soit fluctuante et peu marquée. ». [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 43.

<sup>310</sup> *Haïti, Inflation*, DATAVIZ, [https://dataviz.vam.wfp.org/economic\\_explorer/macro-economics/inflation](https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/macro-economics/inflation) (dernière visite : 6 décembre 2023). Voir également *Haïti-Économie : L'inflation baisse, mais reste proche de 40 % (juillet 2023)*, HAÏTI LIBRE (25 septembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40585-haiti-economie-l'inflation-tombe-mais-reste-proche-du-40-juillet-2023.html> (selon l'Institut haïtien de statistique et d'information, en juillet, le prix du riz avait augmenté de 41,4 %, celui de la viande de 62,7 %, du lait de 41,4 %, de l'huile comestible de 57,1 % et du sucre de 40,0 % depuis l'année précédente) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 42 (« Les prix des denrées alimentaires ont grimpé jusqu'à 44 % alors que les importations de denrées alimentaires augmentent et que l'approvisionnement en produits de base, comme le carburant, est perturbé, à cause de la violence des gangs et de certains acteurs économiques. »).

<sup>311</sup> Jacqueline Charles, *Faim record, gangs armés et inflation galopante : l'ONU convoque une réunion spéciale sur la crise en Haïti*, MIAMI HERALD (16 juin 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/Haiti/article276434826.html>. Voir également FEWS, *Malgré la baisse des prix alimentaires, le pouvoir d'achat des ménages pauvres ne s'améliore pas (août 2023)*, <https://fews.net/fr/latin-america-and-caribbean/haiti/mise-jour-sur-la-securite-alimentaire/aout-2023> ; Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, p. 29 (rapportant que les femmes cheffes de famille se privent parfois de manger pour prioriser les enfants).

<sup>312</sup> Voir [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 43 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 19 (décrivant la violence comme « anéantissant l'économie nationale ») ; Malick W. Ghachem, *La vraie intervention dont Haïti a besoin*, FOREIGN POLICY (14 septembre 2023), <https://foreignpolicy.com/2023/09/14/haiti-crisis-intervention-gangs-colonialism-france-us-history-monetary-policy/> (analysant le passé colonial d'Haïti et l'intervention étrangère persistante dans les affaires du pays comme les principaux moteurs d'une « crise financière vieille de plusieurs siècles », « l'activité omniprésente des gangs, sanctionnée par l'État », n'étant « que le reflet le plus visible » de la crise).

<sup>313</sup> BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023*, p. 5-6 ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 32 (« Dans les communes de La-Croix-des-Bouquets et de Port-au-Prince, les conducteurs, les passants et les vendeurs ambulants se voient extorquer de l'argent et voler aux points de contrôle que les bandes improvisent le long des routes principales, et les camions de marchandises sont fréquemment détournés. ») ; CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 8 ; Piercin, *Acculés par les bandits, de nombreux chauffeurs lâchent le secteur* ; BINUH, *Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : avril-juin 2023*, p. 6 (Entre avril et juin, « au moins 13 camions transportant du carburant, de la nourriture et d'autres marchandises ont été détournés », plusieurs bateaux et barges commerciaux ayant également été attaqués.). Voir également [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 81 (« Les gangs rançonnent les entreprises et les institutions, y compris les écoles, dans les zones qu'ils contrôlent. »). Voir également *supra* notes 65-67.

<sup>314</sup> Voir Charles, *Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme lance un appel urgent pour une mission de sécurité en Haïti* ; Tchika Joachim & Jérôme Wendy Norestyl, *Insécurité : Au bas de l'Artibonite, les petites entreprises ferment leurs portes*, AYIBO POST (28 septembre 2023), <https://ayibopost.com/insecurite-au-bas-de-lartibonite-les-petites-entreprises-ferment-leurs-portes/>.

<sup>315</sup> BINUH, [Situation des droits humains : Principales tendances, Rapport trimestriel : juillet-septembre 2023](#), p. 6 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 79 (« Les camions de transport de marchandises sont particulièrement intéressants car ils transportent des marchandises de valeur (carburant ou produits manufacturés). . . . Une rançon de 1 000 à 3 000 dollars est versée par camion détourné, en fonction de sa taille et de la valeur de sa cargaison. »)

<sup>316</sup> Voir, par exemple, HRW, « [Vivre un cauchemar](#) ». Voir également *infra* notes 354.

<sup>317</sup> *Haïti-Environnement : 22,4 millions de dollars du FVC pour la Région de Trois Rivières*, HAÏTI LIBRE (13 juillet 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40004-haitienvironnement-22-4-millions-de-dollars-du-fvc-pour-la-region-de-trois-rivieres.html>.

<sup>318</sup> [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 81, Annexe 23.

<sup>319</sup> Charles, [Famine record, gangs armés et inflation galopante : l'ONU convoque une réunion extraordinaire sur la crise en Haïti](#). Voir également Joachim & Norestyl, [Insécurité : Au bas de l'Artibonite, les petites entreprises ferment leurs portes](#) (rapportant que le coût du transport de 600 sacs de riz a presque triplé).

<sup>320</sup> *Prix de l'essence en Haïti*, TRADING ECONOMICS, <https://tradingeconomics.com/haiti/gasoline-prices> (6 décembre 2023) (les prix sont en augmentation constante depuis mars) ; FEWS, Malgré la baisse de l'inflation, l'insécurité et les déficits de production agricole entraînent une insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) généralisée en Haïti (octobre 2023 - mai 2024), <https://fews.net/fr/latin-america-and-caribbean/haiti/perspectives-sur-la-securite-alimentaire/octobre-2023> (dernière visite : 6 décembre 2023); [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 43.

<sup>321</sup> Roberson Alphonse, *Terminal de Varreux : les gangs imposent de nouveaux paiements aux transporteurs*, LE NOUVELLISTE (6 novembre 2023), <https://lenouvelliste.com/article/245253/terminal-de-varreux-les-gangs-imposent-de-nouveaux-paiements-aux-transporteurs> (rapportant que des groupes armés ont imposé aux camions de carburant des frais de 200 000 gourdes par mois par camion et de 20 000 gourdes par camion et par chargement pour accéder au terminal de carburant de Varreux - le principal dépôt de carburant d'Haïti) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 80 ; [Les transporteurs de carburant sous la menace des gangs](#), HAÏTI LIBRE (23 juillet 2023), *Les professionnels du pétrole sollicitent l'intervention de l'État face au rançonnement systématique par les gangs en Haïti*, ALTERPRESSE (23 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29484>.

<sup>322</sup> Voir, par exemple, [Haïti entre dans sa cinquième année de récession économique](#) (« Les exportations, qui représentent 40 % du produit intérieur brut (PIB), ont chuté d'environ 21,6 % au premier trimestre 2023, en raison de la fermeture d'entreprises manufacturières, principalement dans le secteur du textile. ») ; Germina Pierre Louis, *Insécurité : La filière des mangues s'étouffe*, LE NOUVELLISTE (28 juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/243120/insecurite-la-filiere-des-mangues-setouffe> (les États-Unis n'importent plus de mangues d'Haïti en raison de l'insécurité, avec des effets dévastateurs sur l'économie locale).

<sup>323</sup> Les autorités dominicaines affirment que cette fermeture est une réponse à la construction d'un canal d'irrigation du côté haïtien de la rivière Massacre qui sépare les deux pays. Mais les critiques de la fermeture affirment qu'elle est le résultat d'agitations racistes et de « politiciens nationalistes en République dominicaine [qui] cherchent à capitaliser sur le sentiment anti-haïtien pour gagner du soutien avant les élections de l'année prochaine ». Voir, par exemple, Widlore Mérancourt, Samantha Schmidt et Amanda Coletta, *La République dominicaine ferme sa frontière avec Haïti, attisant encore les tensions*, WASHINGTON POST (14 septembre 2023), <https://www.washingtonpost.com/world/2023/09/14/dominican-republic-ferme-la-frontiere-avec-haiti-alimentant-encore-les-tensions/> ; Lorgia García Peña, *Une autre crise frontalière reflète ce qui se passe aux États-Unis*, NEW YORK TIMES (22 octobre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/10/22/opinion/haiti-dominican-racism-immigration.html> ; *Des organisations de la République dominicaine se prononcent contre la fermeture de la frontière avec Haïti*, DOMINICAIN TODAY (17 septembre 2023), <https://dominicantoday.com/dr/local/2023/09/17/dominican-republic-organizations-speak-out-against-border-closure-with-haiti/>. La construction fut initiée par des agriculteurs haïtiens, mais à la fin du mois d'octobre, le gouvernement haïtien s'est officiellement engagé à soutenir le canal. Juhakenson Blaise, *Le gouvernement haïtien s'engage officiellement à soutenir le canal Haïti-RD*, HAITIAN TIMES (30 octobre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/10/30/haiti-dominican-republic-canal-crisis/>. Voir également *infra* note 433.

<sup>324</sup> Voir [Des organisations de la République Dominicaine se prononcent contre la fermeture de la frontière avec Haïti](#) ; Jacqueline Charles, *La République dominicaine qualifie la construction du canal de « provocation » et ferme sa frontière avec Haïti*, MIAMI HERALD (14 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279345279.html>.



---

<sup>325</sup> La frontière reste fermée aux Haïtiens, y compris à ceux qui ont besoin d'une assistance médicale d'urgence, et le commerce se limite à l'exportation de nourriture et de médicaments vers Haïti. Simón Rodríguez, *La rivière Massacre à la croisée des tensions entre la République dominicaine et Haïti*, NACLA (31 octobre 2023), <https://nacla.org/dominican-republic-and-haiti-crossroads-massacre-river>; *La République dominicaine rouvrira sa frontière aux échanges commerciaux essentiels, mais pas aux Haïtiens*, AP NEWS (9 octobre 2023), <https://apnews.com/article/haiti-dominican-republic-2b7078c8e7f46d1763c683796fee542e>.

<sup>326</sup> Le 13 novembre, les autorités haïtiennes ont annoncé l'interdiction de transporter des marchandises en provenance de la frontière dominicaine par le principal point de passage entre les deux pays, complétant la fermeture de la frontière que l'Association nationale des industries d'Haïti avait déjà annoncée en octobre. Juhakenson Blaise, *Les autorités imposent une interdiction anti-contrebande pour « défendre la dignité haïtienne » et rechercher de nouveaux partenaires commerciaux*, HAITIAN TIMES (16 novembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/11/16/haiti-dominican-republic-borders-ban/>. Même avant la nouvelle interdiction, les agents des douanes haïtiennes confisquaient et détruisaient les marchandises importées en Haïti en provenance de la République dominicaine. Voir, par exemple, *Haïti-FLASH : Les douanes haïtiennes détruisent les marchandises dominicaines des marchands haïtiens*, HAÏTI LIBRE (29 octobre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40841-haiti-flash-les-douanes-d-haiti-detruisent-les-marchandises-dominicaines-des-commerçants-haïtiens.html> (rapportant que « ces saisies de produits et de marchandises dominicains, en plus d'augmenter l'insécurité alimentaire en Haïti des plus démunis à la frontière Nord-Est, renforcent la contrebande, causent des pertes financières importantes aux acheteurs haïtiens qui ont acquis légalement ces marchandises »); *Les commerçants haïtiens qui achètent sur le marché frontalier de Dajabón sont dépouillés de leurs produits*, DOMINICAIN TODAY (17 octobre 2023), <https://dominantoday.com/dr/local/2023/10/17/haitian-merchants-who-buy-in-the-dajabon-border-market-are-stripped-of-their-products/>.

<sup>327</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 12.

<sup>328</sup> Voir, par exemple, Lederer, *La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU*; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 33. Voir également *supra* notes 274.

<sup>329</sup> Voir HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« Seuls 55 % des ménages haïtiens ont accès à l'eau potable, et les deux tiers de la population disposent de services d'assainissement limités ou inexistantes »); Secteur EPAH Haïti, [Haïti - Note de plaidoyer](#), p. 1 (5,2 millions d'Haïtiens – environ 44 % de la population – n'ont pas accès aux services de base en eau potable); Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), p. 48 (rapportant qu'environ 48 % des ménages ont accès à l'eau potable dans les zones rurales, contre 68 % en milieu urbain, et que environ 61 % des ménages n'ont pas accès à des latrines améliorées en milieu rural, contre 33 % en milieu urbain). Voir également *En Haïti, l'accès à l'eau et à l'assainissement est vital, et la Banque mondiale rend cela possible*, BANQUE MONDIALE (22 mars 2023), <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2023/03/22/in-haiti-access-to-water-and-sanitation-is-vital-and-the-world-bank-is-making-this-possible>. (« L'accès à l'approvisionnement en eau potable et aux services d'assainissement dans les zones rurales est non seulement faible mais en baisse »).

<sup>330</sup> CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 13.

<sup>331</sup> Voir *id.*, ¶ 21; Jérôme Wendy Norestyl, *Pénurie d'eau sur l'Île-à-Vache : les habitants confrontés à des choix difficiles*, AYIBO POST (2 juin 2023), <https://ayibopost.com/penurie-deau-sur-lile-a-vache-les-habitants-confrontes-a-des-choix-difficiles/> (rapportant que 80 % de la population sur l'île méridionale Île-à-Vache n'a pas accès à l'eau potable et est obligée de recourir à des puits contaminés et à l'eau de pluie non traitée).

<sup>332</sup> HRW, « [Vivre un cauchemar](#) »; Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), p. 50; Norestyl, *Pénurie d'eau sur l'Île-à-Vache : les habitants confrontés à des choix difficiles* (« De janvier 2022 à mai 2023, les maladies hydriques représentent 60 % des cas traités » dans le centre de santé le plus important de l'Île-à-Vache.).

<sup>333</sup> Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), p. 48.

<sup>334</sup> Voir, par exemple, Farah A. Dorval, Véronique Verdeil & Christophe Prevost, *Haïti : faire progresser le développement dans le secteur de l'eau*, BLOGS DE LA BANQUE MONDIALE (7 septembre 2023), <https://blogs.worldbank.org/fr/water/haiti-faire-progresser-le-developpement-dans-le-secteur-de-leau>; Norestyl, *Pénurie d'eau sur l'Île-à-Vache : les habitants confrontés à des choix difficiles* (« Un système d'eau qui alimentait trois kiosques [sur l'Île-à-Vaches] a été construit en 2014 sous le gouvernement de Laurent Lamothe. Cependant, en 2018, ce système a cessé de fonctionner, malgré les efforts déployés pour le réparer. ... La mairie



---

n'a pas les ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins. Ses employés n'ont pas perçu de salaire depuis deux ans. »).

<sup>335</sup> Communiqué de presse, UNICEF, [La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti, s'inquiète UNICEF](#).

<sup>336</sup> Haïti : Ban Ki-moon présente les excuses de l'ONU et propose un nouveau plan de lutte contre le choléra, ONU Info (1er décembre 2016), <https://news.un.org/fr/story/2016/12/348562>.

<sup>337</sup> Voir Communiqué de presse, BAI et IJDH, *Les promesses non tenues de l'ONU entraînent une résurgence du choléra en Haïti* (11 octobre 2022), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2022/10/Cholera-Press-Release-2022-FR.pdf>.

<sup>338</sup> Voir CSNU, Résolution 2692 (2023), UN Doc. S/RES/2692 (2023) (14 juillet 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/208/18/PDF/N2320818.pdf> ; Widlore Mérancourt, *L'exploitation d'une mine d'or à la frontière entre Haïti et la RD fait peur*, AYIBO POST (24 septembre 2023), <https://ayibopost.com/lexploitation-dune-mine-dor-a-la-frontiere-entre-haiti-et-la-rd-fait-peur/>.

<sup>339</sup> Flecher, *Vivre dans des territoires perdus en temps de pluie*. Les graves inondations sont exacerbées par la violence des groupes armés et le détournement d'équipements par le gouvernement, qui empêche l'entretien des canaux et les opérations de nettoyage à Port-au-Prince. *Id.* ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; Jean Junior Celestin, *Des tracteurs du ministère des Travaux publics volés par des anciens élus, le ministre Rosemond Pradel multiplie les promesses*, LE NOUVELLISTE (7 juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/242715/des-tracteurs-du-ministere-des-travaux-publics-voles-par-des-anciens-elus-le-ministre-rosemond-pradel-multiplie-les-promesses>. Voir également *supra* note 166.

<sup>340</sup> OCHA, [Amérique latine et Caraïbes – Point de situation hebdomadaire](#).

<sup>341</sup> La FAO a élevé Haïti au plus haut niveau de préoccupation pour 2023 – défini comme « exposé à la famine ou risquant de la subir . . . ou risquant une détérioration vers des conditions catastrophiques car ils sont déjà en situation d'urgence alimentaire. . . et sont confrontés à des facteurs aggravants sévères. » FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), p. vii. Voir également *Crise haïtienne : La CFHCI prend position* (la Chambre franco-haïtienne de commerce et d'industrie a qualifié la situation de « situation d'insécurité alimentaire catastrophique, affectant le développement physique et cognitif des générations futures ») ; [En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol](#) (rapportant qu'Haïti est « à deux doigts de la famine et de l' inanition »).

<sup>342</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse, OCHA, [La communauté humanitaire en Haïti est profondément préoccupée par l'escalade continue de la violence](#).

<sup>343</sup> *Présentation de l'enquête nutritionnelle SMART 2023*, USAID (12 mai 2023), <https://www.usaid.gov/haïti/news/may-12-2023-presentation-smart-survey-2023>. Voir également Plan International, [Analyse rapide de genre en Haïti](#), p. 28 (rapportant que ce sont les hommes qui contrôlent les ressources et mangent en premier, avant les femmes et les enfants, ce qui contribue à des taux de malnutrition plus élevés chez les enfants). Voir également *supra* note 277.

<sup>344</sup> Isaac, *l'UNICEF met en garde contre les pénuries alimentaires dans un camp surpeuplé d'Haïti*.

<sup>345</sup> [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶ 9.

<sup>346</sup> FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), p. 6. Voir également Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC), Haïti : [Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC | Août 2023 - juin 2024](#) (20 septembre 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-aperçu-de-linsecurite-alimentaire-aigue-de-lipc-aout-2023-fevrier-2024> (faisant état de 4,35 millions en août) ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 46 (faisant état de 4,3 millions en août).

<sup>347</sup> [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 46 (citant « l'aide humanitaire, un meilleur accès au carburant et une légère amélioration de l'accès dans la partie méridionale du pays ») ; PAM, Note d'information sur Haïti (septembre 2023), <https://reliefweb.int/report/haïti/wfp-haiti-country-brief-september-2023>.

<sup>348</sup> FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), p. 6 ; IPC, [Haïti : Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC | Août 2023 - juin 2024](#) (notant que le nombre d'Haïtiens souffrant de la faim au niveau de la phase "crise" devrait augmenter jusqu'à 3,03 millions en 2024). Voir également [Rapport du](#)

---

[Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 46 (« Le pourcentage de personnes considérées comme relevant de la phase 4 (« Urgence ») du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire n'a cessé d'augmenter au cours des quatre dernières années. Dans le même temps, le pourcentage de personnes en phase 1 (situation d'insécurité alimentaire « minimale ») a chuté, de 41 % à 28 %. Cette évolution des échelons les plus bas, dans l'échelle de l'insécurité alimentaire, à des niveaux revêtant un caractère plus urgent est préoccupante et correspond à un effritement critique des moyens de subsistance. »).

<sup>349</sup> [Alerte d'actualité : Haïti en proie à une grave crise économique et alimentaire, les femmes les plus à risque](#).

<sup>350</sup> HCDH, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince : La situation du bas-Artibonite de janvier 2022 à octobre 2023](#), p. 24.

<sup>351</sup> FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), pp. 3,16 ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 142-46 ; Rivers, [Haïti se bat pour sa vie dans la rue : Carnet d'un journaliste](#).

<sup>352</sup> FMI, Haïti : Deuxième revue du programme de référence avec Haïti (26 juin 2023), disponible sur : <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/06/26/Haiti-Second-Review-Under-the-Staff-Monitored-Program-Press-Release-and-Staff-Report-535324> ; Amnesty International et. al., Lettre ouverte au Congrès sur la souveraineté alimentaire en Haïti (18 septembre 2023), disponible sur : <https://reliefweb.int/report/haiti/open-letter-congress-haitian-food-sovereignty-enht>.

<sup>353</sup> Voir, par exemple, HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » ; Rivers, [En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol](#). Voir également [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 143 (« [En 2022,] le G9 a délibérément bloqué l'accès à la région de Brooklyn, empêchant les habitants de se déplacer et coupant les chaînes d'approvisionnement en produits de base, notamment la nourriture et l'eau. L'utilisation de tireurs embusqués a encore aggravé la situation, entraînant malnutrition, épidémies et perturbations des services de base. Bien que le bouclage complet ait été levé, la liberté de circulation de la population et des organisations humanitaires présentes dans la région est toujours sévèrement restreinte. »).

<sup>354</sup> Communiqué de presse, UNICEF, [La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti](#) ; CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 8 ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (rapportant que la violence dans le département de l'Artibonite a conduit à « la fermeture de multiples marchés et à l'abandon de terres, qui ont eu des répercussions sur la chaîne de production et de distribution alimentaire jusqu'à Port-au-Prince et, au-delà, dans le reste du pays ».) ; Rivers, [En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol](#) ; Pierre Richard Luxama, [Des agences de l'ONU dénoncent la crise humanitaire en Haïti et demandent de l'aide pour les familles affamées fuyant la violence](#), PETERBOROUGH EXAMINER (20 juin 2023), [https://www.thepeterboroughexaminer.com/news/world/americas/un-agencies-decry-humanitarian-crisis-in-haiti-and-seek-help-for-hungry-families-fleeing-violence/article\\_54af000f-31e2-5bad-a39f-428513a8af4f.html](https://www.thepeterboroughexaminer.com/news/world/americas/un-agencies-decry-humanitarian-crisis-in-haiti-and-seek-help-for-hungry-families-fleeing-violence/article_54af000f-31e2-5bad-a39f-428513a8af4f.html) (« La violence a entraîné une recrudescence de la famine, les marchandises ne pouvant circuler librement alors que les gens sont contraints de rester chez eux par crainte pour leur vie. »).

<sup>355</sup> Communiqué de presse, UNICEF, [La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti](#) ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 68 (« Dans le département de l'Artibonite, les gangs *Gran Grif*, dirigé par Luckson Elan, et *Kokorat San Ras*, dirigé par Meyer, commettent des actes d'une extrême violence, contraignant les populations à abandonner de vastes zones de cultures, ce qui menace la production agricole. ») ; Rivers, [En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol](#). Voir également *supra* notes 54-55.

<sup>356</sup> HCDH, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince : La situation du bas-Artibonite de janvier 2022 à octobre 2023](#), p. 5 (rapportant que cela a « conduit à la réduction des terres cultivées et l'endettement de nombreux agriculteurs et commerçant(e)s incapables de rembourser leurs emprunts », aggravant ainsi les facteurs à long terme de l'insécurité alimentaire). Voir également *supra* notes 287.

<sup>357</sup> Les *Madan Sara* – des femmes qui parcourent le pays pour acheter et vendre de la nourriture – sont essentielles à la distribution alimentaire. Rivers, [En Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol](#). Voir également Jennifer Vansteenkiste, [Économie alimentaire mondiale et genre : Transformation inéquitable de l'économie alimentaire en Haïti](#), p. 7, FRONTIERS IN COMMUNICATION. (3 février 2022), <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fcomm.2022.755994/full> ; <https://www.madansarafilm.com/blog>.

<sup>358</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse de l'UNICEF, [La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti](#) (« Dans un cas, 15 femmes qui se rendaient au marché auraient été enlevées et violées. ») ; [En](#)

---

[Haïti, des millions de personnes meurent de faim alors que la nourriture, bloquée par les gangs, pourrit sur le sol](#) (rapportant que des individus armés ont enlevé et violé quatre *Madan Sara* (vendeuses de marché essentielles à la chaîne de distribution alimentaire), de sorte qu'elles ont maintenant trop peur pour se rendre aux marchés.).

<sup>359</sup> Selon la Déclaration de Nyéléni, le premier forum mondial sur la souveraineté alimentaire, « la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. » Déclaration de Nyéléni (27 février 2007), <https://nyeleni.org/IMG/pdf/declarationfinalmars.pdf>. L'organisation de la société civile haïtienne Force de Réflexion et d'Action pour le Logement (FRAKKA) attribue la crise de la faim à la dépendance d'Haïti des importations étrangères, aux politiques d'aide douteuses des institutions financières internationales et à l'impérialisme américain. *Crise : La Frakka exige des dispositions institutionnelles pour rétablir la sécurité et faire sortir Haïti de la dépendance alimentaire internationale*, ALTERPRESSE (5 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29446>. Voir également Sandra Wisner, *Affamés de justice : complicité internationale dans les violations systématiques du droit à l'alimentation en Haïti*, p. 6 HRLR ONLINE 411 (10 mai 2022), <https://hrlr.law.columbia.edu/hrlr-online/starved-for-justice-international-complicity-in-systematic-violations-of-the-right-to-food-in-haiti/>. Avec la baisse additionnelle de la production alimentaire nationale due à l'insécurité, environ 70 % des marchandises sont désormais importés. [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 42 ; *Crise : La Frakka exige des dispositions institutionnelles pour rétablir la sécurité et faire sortir Haïti de la dépendance alimentaire internationale*.

<sup>360</sup> *Haïti - Plan de Réponse Humanitaire 2023* ; FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), p. vii ; Amnesty International et. al., [Lettre ouverte au Congrès sur la souveraineté alimentaire en Haïti](#) (critiquant l'aide américaine à l'agriculture en Haïti qui « ne correspond pas aux priorités des agriculteurs haïtiens ») ; *Le manque de fonds oblige les Nations unies à réduire le programme alimentaire en Haïti dans un contexte d'augmentation de la malnutrition*, AP NEWS (17 juillet 2023), <https://apnews.com/article/haiti-un-food-cuts-starving-lacd6e8d329e30b5dc917289cc02bf98> (rapportant qu'au 17 juillet, le plan de réponse du PAM pour Haïti n'était financé qu'à hauteur de 16 %, empêchant l'organisation de fournir une aide aux 100 000 Haïtiens en besoin urgent d'assistance au cours de ce mois) ; FEWS, *Les inondations du début de juin provoquent des dégâts importants aux cultures*, p. 8 (juin 2023 - janvier 2024), <https://fews.net/fr/latin-america-and-caribbean/haiti/perspectives-sur-la-securite-alimentaire/juin-2023> (dernière visite : décembre 2023) (« Le montant moyen mensuel [de l'aide humanitaire] est de 6 008 gourdes par ménage... Une analyse en termes de couverture des besoins alimentaires montre que ce montant représente à peine 21 % du coût du panier alimentaire. . . (27 850 gourdes en moyenne mensuelle) pour un ménage de 5 personnes... En termes de valeur nutritionnelle, un panier alimentaire complet coûte aux prix actuels 31 275 gourdes en moyenne mensuelle. »).

<sup>361</sup> Voir, par exemple, Amnesty International et. al., [Lettre ouverte au Congrès sur la souveraineté alimentaire en Haïti](#).

<sup>362</sup> FAO et PAM, [Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024](#), p. 16 ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 48 ; Amnesty International et. al., [Lettre ouverte au Congrès sur la souveraineté alimentaire en Haïti](#) ; Jacqueline Charles, *Une tempête tropicale sème la destruction en République Dominicaine ; Haïti continue à évaluer les dégâts*, MIAMI HERALD (24 août 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article278576964.html> ; ACAPS, [Haïti : Analyse en profondeur de la crise de la sécurité alimentaire](#), p. 4 ; CSNU, [Résolution 2692 \(2023\)](#) ; [Haïti-Environnement : 22,4 millions de dollars du FVC pour la Région de Trois Rivières](#) ; FEWS, [Les inondations du début de juin provoquent des dégâts importants aux cultures](#) ; *La résilience par l'innovation en Haïti*, FAO (22 juin 2023), <https://www.fao.org/fao-stories/article/fr/c/1642645/>.

<sup>363</sup> Voir [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 53 (rapportant que « on comptait au mois d'août pas moins 40 enlèvements de médecins, perpétrés depuis le début de l'année 2022 ») ; Une enquête interne auprès du personnel MSF et de leurs familles révèle « un niveau de violence remarquablement élevé. Dans 14% des foyers interrogés, au moins un membre a été témoin de violences extrêmes, comme des lynchages dans la rue ou des meurtres. 5% déclarent avoir au moins un membre de leur famille ayant subi des violences physiques, notamment des braquages ou des kidnappings. 30% des ménages interrogés ont également indiqué avoir subi des dégâts matériels à cause des violences. 90% des répondants jugent la situation sécuritaire actuelle bien pire qu'en 2022. » *Haïti, entre deux feux*, MSF (5 juillet 2023), <https://www.msf.fr/video/haiti-entre-deux-feux-une-serie-documentaire-sur-l-enfer-de-port-au-prince-raconte-par-ses-habitants>.

---

<sup>364</sup> *Déclaration sur l'attaque armée contre l'Hôpital Universitaire de Mirebalais en Haïti*, PARTNERS IN HEALTH (26 septembre 2023), <https://www.pih.org/article/statement-armed-attack-hospital-universitaire-de-mirebalais-haiti>; Charles, *Mirebalais : des individus armés ont attaqué la ville, l'HUM visé par des tirs d'armes automatiques*.

<sup>365</sup> *Haïti : Soins médicaux gravement affectés par des affrontements à Cité Soleil*, MSF (17 novembre 2023), <https://prezly.msf.org.uk/haiti-medical-care-severely-affected-by-clashes-in-cite-soleil>; Evens Sanon & Dánica Coto, *Attaque d'un hôpital haïtien par un gang : un appel à l'aide et un triomphe improbable pour la police*, AP NEWS (17 novembre 2023), <https://apnews.com/article/haiti-gangs-hospital-attack-cite-soleil-fontaine-4ac9bae806ced9265531ec3e9a72ac7d>; Evens Sanon, *En Haïti, un gang lourdement armé encercler un hôpital de la capitale coinçant des personnes à l'intérieur*, AP NEWS (15 novembre 2023), <https://apnews.com/article/haiti-hospital-gang-takes-women-children-hostage-770ea717b1400705d064c26ecb45234d>.

<sup>366</sup> Communiqué de presse, MSF, *MSF condamne fermement la violente intrusion armée à Tabarre et suspend ses activités à l'hôpital* (7 juillet 2023), <https://www.msf.fr/communiqués-presse/haiti-msf-condamne-fermement-la-violente-intrusion-armee-a-tabarre-et-suspend-ses-activites-a-l-hopital>; *Haïti-Sécurité : L'hôpital MSF de Tabarre a repris ses activités*, HAÏTI LIBRE (29 août 2023) <https://www.haitilibre.com/article-40372-haiti-securite-l-hopital-de-msf-a-tabarre-a-repris-ses-activites.html>.

<sup>367</sup> *Le président de l'AMH met en garde contre la menace d'une crise sanitaire en Haïti*, PRENSA LATINA (1er septembre 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/09/01/amh-chief-warns-of-possible-health-crise-en-haiti/>; Germina Pierre Louis, *Les balles font fuir malades et médecins du sanatorium de Port-au-Prince*, LE NOUVELLISTE (31 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244226/les-balles-font-fuir-malades-et-medecins-du-sanatorium-de-port-au-prince>.

<sup>368</sup> Geffrard, *"Les gangs armés ont perpétré au moins 10 massacres, faisant plus de 100 morts et au moins 250 mille déplacés entre mai et août 2023", selon la POHDH...*; Tchika Joachim, *Carrefour-Feuilles : l'hôpital Sanatorium cherche refuge pour les tuberculeux éparpillés*, AYIBO POST (7 septembre 2023) <https://ayibopost.com/carrefour-feuilles-l-hopital-sanatorium-cherche-refuge-pour-les-tuberculeux-eparpilles/>.

<sup>369</sup> Charles, *Des gangs haïtiens s'en prennent à des enfants handicapés : « Mettez fin à la misère de ces enfants ou nous le ferons »*; Louis, *Les balles font fuir malades et médecins du sanatorium de Port-au-Prince*; *Haïti, entre deux feux*; *Haïti : « Nous nous donnons à fond pour sauver des vies »*, MSF (27 juin 2023), <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/haiti-we-give-our-all-save-lives>.

<sup>370</sup> Charles, *De nouvelles violences de gangs piègent plus de 100 écoliers en Haïti pour une deuxième journée*.

<sup>371</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 53.

<sup>372</sup> HRW, *« Vivre un cauchemar »*; *L'organisation Msf déplore l'impact des violences armées sur les structures sanitaires en Haïti*, ALTERPRESSE (14 juin 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29376>. Voir également CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 17 (rapportant que « les coûts d'importation de médicaments essentiels, d'outils chirurgicaux et de réservoirs d'oxygène ont explosé », notamment en raison de la corruption au sein de l'agence des douanes haïtiennes.).

<sup>373</sup> Voir, par exemple, *Haïti, entre deux feux*.

<sup>374</sup> Voir ACAPS, *Haïti : Retours de la République Dominicaine*, p. 3 (3 novembre 2023), [https://www.acaps.org/fileadmin/Data\\_Product/Main\\_media/20231103\\_ACAPS\\_Anticipatory\\_note\\_Haiti\\_returns\\_from\\_the\\_Dominican\\_Republic.pdf](https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20231103_ACAPS_Anticipatory_note_Haiti_returns_from_the_Dominican_Republic.pdf) (« À la suite de la fermeture des frontières [dominicaines], les établissements de soins de santé en Haïti ont été contraints de limiter leurs services en raison de la pénurie de fournitures médicales. Il s'agit notamment de cliniques à Malpasse, coupées de Port-au-Prince par la violence des gangs sur la route principale et qui dépendaient entièrement de l'approvisionnement en provenance de la République dominicaine »); Jacqueline Charles, *La fermeture de la frontière Haïti-RD oblige les hôpitaux et les cliniques à réduire les soins et les médicaments*, MIAMI HERALD (7 novembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279900234.html> (rapportant que le Higgins Brothers Surgicenter for Hope à Malpasse « n'effectue que des opérations d'urgence pour sauver ce qu'il nous reste de médicaments d'anesthésie » suite à la fermeture, et qu'il sera bientôt nécessaire de « fermer complètement nos salles d'opération simplement par l'impossibilité d'obtenir des médicaments pour les interventions chirurgicales. »).

<sup>375</sup> Voir HRW, *« Vivre un cauchemar »*; Jean Junior Célestin, *Panne de moyens et rareté de sang au Centre national de transfusion sanguine*, LE NOUVELLISTE (3 août 2023),



---

<https://www.lenouvelliste.com/article/243741/undefined> (« Toutes les branches de la santé publique en Haïti ont des difficultés à atteindre leurs objectifs, faute de moyens. »)

<sup>376</sup> ONU, Analyse Commune de Pays, Haïti 57 (juillet 2022), <https://haiti.un.org/sites/default/files/2022-07/Haiti-Analyse%20Commune%20de%20Pays%20juillet%202022.pdf>. Voir également *Six Haïtiens sur dix n'ont pas accès aux soins de santé*, LA PRENSA LATINA (5 juillet 2023), <https://www.laprensalatina.com/six-in-10-haitians-lack-access-to-health-care/> (rapportant que le gouvernement n'a alloué que 5 % du budget national aux soins de santé en 2023).

<sup>377</sup> *Six Haïtiens sur dix n'ont pas accès aux soins de santé*; CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 20 (« Seuls 34 % des services de santé sont publics et 41 % des Haïtiens mentionnent le coût élevé comme principal obstacle aux soins médicaux. L'expert a également reçu des rapports indiquant que des personnes mouraient devant les hôpitaux parce qu'elles n'avaient pas les moyens de payer les soins de santé. »).

<sup>378</sup> CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 13 (notant également que les services de base offerts sont souvent de moindre qualité).

<sup>379</sup> HRW, « *Vivre un cauchemar* ». Voir également *infra* note 381.

<sup>380</sup> Voir, par exemple, *Vers la fin de la grève à l'hôpital La Paix, Haïti-Actualité : Zapping...*, HAÏTI LIBRE (11 août 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40234-haiti-actualite-zapping.html> (rapportant que les résidents de l'hôpital universitaire La Paix à Delmas 33 étaient en grève pendant plusieurs jours en août); Jean Féguens Regala, *Des employés en grève menaçant de fermer l'Hôpital Eliazar Germain de Pétion-Ville*, AYIBO POST (11 juillet 2023), <https://ayibopost.com/des-employes-en greve-menacent-de-fermer-lhopital-eliazar-germain-de-petion-ville/> (rapportant que les soignants de l'hôpital Eliazar Germain – seul hôpital public de Pétion -Ville – ont fait grève en juillet pour protester « entre autres : l'absentéisme du personnel soignant, les vols d'essence enregistrés à répétition, ce qui devait servir à l'alimentation en électricité de l'hôpital... la mauvaise gestion du centre, la surfacturation et le dysfonctionnement de certains services dont l'urologie et la radiographie »); Claudy Junior Pierre, *La grève est levée à l'hôpital Justinien*, LE NOUVELLISTE (21 juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/242982/la-greve-est-levee-a-lhopital-justinien> (rapportant que les résidents de l'hôpital universitaire Justinien ont mis terme le 17 juin à une grève générale observée depuis près de trois mois).

<sup>381</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 53; CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 17; HRW, « *Vivre un cauchemar* »; Emmanuela Douyon, *Les Haïtiens fuient une nation au bord de l'effondrement*, MIGRATION POLICY INSTITUTE (5 juillet 2023), <https://www.migrationpolicy.org/article/haitians-flee-collapse>. Voir également 434.

<sup>382</sup> Voir Freire, *À la recherche d'une solution*; Péliissier, *Moins de femmes enceintes dans les hôpitaux*; André Paultre et Daniela Mohor, *Les gangs haïtiens utilisent le viol comme arme de terreur – et les victimes reçoivent peu de soutien*, HEALTH POLICY WATCH (30 juin 2023), <https://healthpolicy-watch.news/haitian-gangs-use-le-viol-comme-arme-de-contrôle/>; Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, p. 42 (« Environ 70 % des ménages interrogés affirment avoir accès au planning familial avant la crise contre 20 % pendant la crise. »).

<sup>383</sup> Voir *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 31; *Haïti : Une crise de la sécurité des femmes et des filles*, UNFPA (dernière mise à jour le 8 août 2023), <https://www.unfpa.org/fr/haïti-une-crise-de-la-sécurité-des-femmes-et-des-filles> (« Malgré les besoins en constante hausse, le financement des services de protection des femmes et des filles est largement insuffisant : moins de 2 % du budget total nécessaire pour la prévention et la prise en charge de la violence basée sur le genre, établi par le Plan de réponse humanitaire 2023, a été atteint. »); *Numéro spécial : Décret établissant le budget général de la République d'Haïti, exercice 2023 - 2024*, p. 21 (le gouvernement haïtien n'a alloué que 0,1 % du budget national 2023-2024 au Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme). Voir également *supra*, notes 265.

<sup>384</sup> Pooja Bhatia, *La souche mortelle*, THE BAFFLER (novembre 2023), <https://thebaffler.com/outbursts/deadly-strain-bhatia>; HRW, « *Vivre un cauchemar* ».

<sup>385</sup> Voir, par exemple, Secteur EPAH Haïti, *Haïti - Note de plaidoyer*, p. 1 (rapportant des cas dans 75 % des communes d'Haïti).

<sup>386</sup> *Haïti-Choléra : Bulletin Quotidien #278*, HAÏTI LIBRE (10 septembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40468-haiti-cholera-bulletin-quotidien-278.html>.

<sup>387</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse de l'UNICEF, *La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti* (« Les travailleurs humanitaires affirment que l'insécurité a rendu extrêmement difficile, voire impossible, l'accès à six des 17 communes du département [de l'Artibonite], dont Saint Marc, Verrettes et Petite

Rivière – des foyers de choléra où certaines familles sont pratiquement assiégées par la violence. »); *Résurgence choléra/Haïti : Le bilan s'élève à 743 morts, selon MSPP*, LOOP NEWS (14 juin 2023),

<https://haiti.loopnews.com/content/cholera-en-haiti-le-bilan-seleve-743-morts-selon-le-mspp> (rapportant que près de la moitié des personnes mortes de choléra depuis le 22 octobre n'ont jamais reçu de traitement médical) ; Pierre-Paul Ancion, *Choléra à Jacmel : plus de dix morts en six jours*, LE NOUVELLISTE (6 juin 2023), <https://lenouvelliste.com/article/242726/cholera-a-jacmel-plus-de-dix-morts-en-six-jours> (rapportant que, du 1<sup>er</sup> au 6 juin, la capacité d'accueil du centre de traitement de choléra [à Jacmel] était dépassé par le nombre de cas.)

<sup>388</sup> Voir, par exemple, Dorval, Verdeil et Prévost, *Haïti : faire progresser le développement dans le secteur de l'eau*. Voir également supra notes 334.

<sup>389</sup> Voir, par exemple, OCHA, *Rapport de situation hebdomadaire - Amérique latine et Caraïbes*. Voir également supra notes 338.

<sup>390</sup> Voir, par exemple, HRW, « *Vivre un cauchemar* » ; Secteur EPAH Haïti, *Haïti – Note de plaidoyer*.

<sup>391</sup> Voir, de manière générale, Ahmed D. Elnaim et al., *Insécurité alimentaire et risque de choléra : étude transversale et analyse exploratoire de médiateurs potentiels*, PLOS NEGL TROP DIS. (6 février 2023), <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9934351/>.

<sup>392</sup> Voir *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, annexe 40 ; Charles, *De nouvelles violences de gangs piègent plus de 100 écoliers en Haïti pour une deuxième journée* (« Une étude menée par le ministère de l'éducation en collaboration avec d'autres partenaires a révélé que la récente vague de violence affecte profondément l'éducation des enfants. L'étude a identifié 12 057 enfants, dont 11 085 étaient déjà scolarisés, vivant dans 43 camps de déplacés dans la région Ouest, qui inclut Port-au-Prince. Environ 90 % des élèves vivaient dans la ville de Port-au-Prince, qui représentait la plus forte concentration. ») ; CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 7 (« Des gangs ont envahi... les écoles pendant les classes. ») ; Haïti-Éducation : *Le Ministre Manigat s'entretient avec plus d'une centaine de directeurs d'écoles*, HAÏTI LIBRE (24 septembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40576-haiti-education-le-ministre-manigat-s-entretient-avec-plus-d-une-centaine-de-directeurs-d-ecoles.html> (rapportant que de nombreuses écoles ont été victimes d'actes de pillage et d'incendies criminels par des groupes armés) ; Jonasson Odigène, *Rentrée scolaire : les déplacés de Carrefour-Feuilles expriment leurs inquiétudes*, LE NOUVELLISTE (7 septembre 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244329/rentree-scolaire-les-deplaces-de-carrefour-feuilles-expriment-leurs-inquietudes>. Voir également supra notes 282.

<sup>393</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 55 (« Dans le département de l'Artibonite (Gonaïves), la direction départementale de l'éducation a indiqué que 21 % des écoles (280), concernées par la violence des gangs, n'étaient pas en état de fonctionnement depuis la dernière année scolaire 2022-2023. À ce jour, 30 de ces écoles ont été détruites et 16 ont été gravement mises à sac. ») ; Charles, *De nouvelles violences de gangs piègent plus de 100 écoliers en Haïti pour une deuxième journée* ; Communiqué de presse, UNICEF, *La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti* ; Michelson Césaire, *Très timide rentrée des classes 2023*, LE NOUVELLISTE (11 septembre 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244363/tres-timide-rentree-des-classes-2023>. Voir également Paul, *Insécurité : la Protection civile estime le nombre de déplacés à près de 200 000 personnes* (rapportant que certaines universités ont également été contraintes de fermer en raison de l'insécurité) ; Lucnise Duquereste, *Chute drastique des inscriptions dans les Universités en Haïti*, AYIBO POST (20 novembre 2023), <https://ayibopost.com/chute-drastrique-des-inscriptions-dans-les-universites-en-haiti/> (rapportant des baisses massives – jusqu'à 76 % - des inscriptions d'étudiants dans plusieurs universités, ce qui fait craindre que des universités soient obligées de fermer à court terme, et à long terme suscite des inquiétudes quant à la « pénurie de talents » dont Haïti a besoin pour sa reconstruction).

<sup>394</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 55 (« Au moins 25 écoles publiques et privées de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, soit 225 salles de classe, sont occupées par des familles chassées de chez elles par la violence des gangs. ») ; *Éducation : Cri d'alarme de la Cneh face à une éventuelle pénurie d'enseignants en Haïti*, ALTERPRESSE (5 octobre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29736> ; *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, annexe 40 (« [Une] évaluation de l'UNICEF réalisée en 2023 dans la région de l'Artibonite... a révélé que... 97 [écoles] étaient utilisées par des personnes déplacées. ») ; Césaire, *Très timide rentrée des classes 2023* ; Odigène, *Rentrée scolaire : les déplacés de Carrefour-Feuilles expriment leurs inquiétudes*. Voir également supra note 79.

<sup>395</sup> Voir, par exemple, *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, annexe 40 (« Une évaluation de l'UNICEF réalisée en 2023 de la région de l'Artibonite, portant sur 1 996 écoles, a révélé que... des gangs occupaient 11 écoles. ») ; HRW, « *Vivre un cauchemar* ».

<sup>396</sup> Voir, par exemple, Odigène, *Rentrée scolaire : les déplacés de Carrefour-Feuilles expriment leurs inquiétudes*. Voir également *Manifestation des lycéens à Port-au-Prince*, LE NOUVELLISTE (13 novembre

---

2023), <https://lenouvelliste.com/a-la-minute> (« Des élèves de plusieurs lycées ont manifesté dans plusieurs rues de Port-au-Prince, appelant les autorités du pays à prendre des dispositions pour qu'ils puissent retourner en classe. Certains de ces élèves déploraient le fait qu'ils n'avaient pas suivi de cours pendant l'année scolaire 2023-2024. Plus de deux mois après la réouverture des classes, les locaux de plusieurs écoles publiques sont toujours occupés par des personnes déplacées chassées de certains quartiers par des bandes armées. »).

<sup>397</sup> *Violences des gangs : L'Unicef appelle à garantir la protection des enfants en Haïti*, ALTERPRESSE (18 octobre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29766> ; Charles, *De nouvelles violences de gangs piègent plus de 100 écoliers en Haïti pour une deuxième journée* .

<sup>398</sup> Voir Césaire, *Très timide rentrée des classes 2023* ; Lederer, *La violence croissante des gangs dévaste les Haïtiens, et la grande criminalité atteint un nouveau record, selon l'envoyée de l'ONU* (« des enfants sont tués et blessés dans des tirs croisés, certains sur le chemin de l'école »).

<sup>399</sup> Voir, par exemple, Peleg Charles, « *Un jour, je serai...* » - *La fréquentation de l'école et l'intérêt pour l'apprentissage sont des priorités pour de nombreux jeunes Haïtiens*, BANQUE MONDIALE (15 novembre 2023), <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2023/11/15/school-attendance-and-a-keen-interest-in-learning-are-priorities-for-many-young-haitians>.

<sup>400</sup> *Numéro spécial: Décret établissant le budget général de la République d'Haïti, exercice 2023 - 2024*, p. 21 ; Gérard Junior Jeanty, *Budget national : 320,64 milliards de gourdes pour l'exercice 2023-2024*, LE NOUVELLISTE (2 octobre 2023), <https://www.lenouvelliste.com/article/244684/haïti-sets-2023-2024-national-budget-at-32064-billion-gourdes> ; *Éducation : Cri d'alarme de la Cneh face à une éventuelle pénurie d'enseignants en Haïti* . Voir également CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti* (rapportant que le gouvernement a réduit le financement de l'éducation de 34 % en 2023).

<sup>401</sup> Voir, par exemple, Césaire, *Très timide rentrée des classes 2023* (rapportant que certains enseignants des Cayes ne se sont pas présentés au premier jour d'école « dû à un retard de la réception de leurs chèques pour le mois d'août ») ; Véron Arnault, *À quand la fin de la grève dans les établissements scolaires publics ?*, LE NATIONAL (14 juin 2023), [https://lenational.org/post\\_article.php?pol=3668](https://lenational.org/post_article.php?pol=3668) (les enseignants des écoles publiques étaient en grève en juin pour réclamer de meilleures conditions de travail et de gestion).

<sup>402</sup> *Éducation : Cri d'alarme de la Cneh face à une éventuelle pénurie d'enseignants en Haïti* . Voir également *infra* notes 434-437.

<sup>403</sup> CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 21 (rapportant 85 %) ; Plan International, *Analyse rapide de genre en Haïti*, p. 53 (85 %) ; *Le ministère haïtien met en garde contre les lycées non réglementés*, PRENSA LATINA (5 juillet 2023), <https://www.plenglish.com/news/2023/07/05/haitian-ministry-warns-of-unregulated-high-schools/> (plus de 90 %) ; Charles, « *Un jour, je serai...* » - *La fréquentation de l'école et l'intérêt pour l'apprentissage sont des priorités pour de nombreux jeunes Haïtiens* (80 %).

<sup>404</sup> CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*, ¶ 13 (« 45 % des enfants entre 6 et 9 ans ne sont jamais allés à l'école... et près de la moitié des Haïtiens âgés de 15 ans et plus sont analphabètes. »). Voir également Charles, « *Un jour, je serai...* » - *La fréquentation de l'école et l'intérêt pour l'apprentissage sont des priorités pour de nombreux jeunes Haïtiens* (« [Plus] de 250 000 enfants âgés de 6 à 11 ans et environ 65 000 jeunes âgés de 12 à 14 ans ne sont pas inscrits à l'école pour des raisons financières ou autres. »).

<sup>405</sup> ACAPS, *Haïti : Analyse en profondeur de la crise de la sécurité alimentaire*, p. 6.

<sup>406</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 20 ; Valérie Lacarte, *Faire face à la prochaine crise de déplacements dans les Amériques qui se profile à l'horizon*, MIGRATION POLICY INSTITUTE (octobre 2023), <https://www.migrationpolicy.org/news/haïti-next-displacement-crisis-americas> .

<sup>407</sup> Voir *infra* notes 419-433, 436-437.

<sup>408</sup> Rosa Flores et Sara Weisfeldt, *Les États-Unis continuent d'expulser des personnes vers un pays qu'ils considèrent trop dangereux pour visiter*, CNN (6 septembre 2023), <https://edition.cnn.com/2023/09/06/americas/us-haiti-deportations-intl-latam/index.html>.

<sup>409</sup> Voir, par exemple, Gabrielle Apollon et María Alejandra Torres García, *La discrimination anti-Noirs ne connaît pas de frontières ; la défense des droits des migrants haïtiens ne devrait pas en connaître non plus*, NACLA (6 septembre 2023), <https://nacla.org/anti-blackness-knows-no-borders-neither-should-haitian-migrant-rights-advocacy>. Voir également *infra* notes 434-438.

<sup>410</sup> *Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023*, ¶ 20 ; Lacarte, *Faire face à la prochaine crise de déplacements dans les Amériques qui se profile à l'horizon*.



---

<sup>411</sup> Voir, par exemple, Douyon, [Les Haïtiens fuient une nation au bord de l'effondrement](#).

<sup>412</sup> *Rencontres au niveau national*, US Customs and Border Protection, <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/nationwide-encounters> (dernière visite : 7 décembre 2023).

<sup>413</sup> *Id.*

<sup>414</sup> Douyon, [Les Haïtiens fuient une nation au bord de l'effondrement](#). Voir également Lacarte, [Faire face à la prochaine crise de déplacements dans les Amériques qui se profile à l'horizon](#) (« Depuis 2022, les Haïtiens font partie des trois principales nationalités à traverser la dangereuse jungle du 'Bouchon du Darién', qui chevauche la frontière entre la Colombie et le Panama, en direction du nord. ») ; [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶ 126 (« Contrairement aux bateaux classiques [pour le transport des migrants], qui contiennent une vingtaine de personnes, ceux-ci transportent souvent 80 à 100 personnes voire plus, d'où des conditions inhumaines et des chavirements. ») ; @Jacquiecharles, X (4 août 2023, 19 h 49), <https://twitter.com/Jacquiecharles/status/1687611838534443008?s=20> (rapportant que les autorités des îles Turques-et-Caïques ont intercepté 148 migrants haïtiens en mer le 4 août) ; *Le HCR et l'OIM appellent à une plus grande coopération régionale face au nombre record de 250 000 personnes qui traversent à pied la jungle du Darién*, OIM (2 août 2023), <https://rosanjose.iom.int/es/news/acnur-y-oim-piden-mayor-cooperacion-regional-ante-el-record-de-250000-personas-que-cruzan-pie-la-selva-del-Darién> (selon l'OIM, les Haïtiens représentaient 14 % des plus de 250 000 migrants qui ont traversé le 'bouchon du Darién' en quête de sécurité entre janvier et août 2023) ; *Haïti-Migration : Près de 33 000 haïtiens ont risqué leur vie dans la jungle du Darién en 6 mois*, HAÏTI LIBRE (24 juillet 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40088-haiti-migration-pres-de-33-000-haitiens-ont-risque-leur-vie-dans-la-jungle-du-darién-en-6-mois.html> (Les autorités panaméennes prévoient qu'environ 400 000 migrants traverseront le Bouchon du Darién en 2023, où ils seront confrontés à des animaux venimeux, de dangereuses traversées de rivières, et à des attaques de groupes armés ; en juillet, 14 % d'entre eux étaient haïtiens) ; *La Garde côtière rapatrie et transfère 115 personnes à Haïti et aux Bahamas*, US COASTGUARD NEWS (6 juillet 2023), <https://www.news.uscg.mil/Press-Releases/Article/3449859/coast-guard-repatriates-transferts-115-personnes-vers-haiti-bahamas/> (entre le 1er octobre 2022 et le 6 juillet 2023, la Garde côtière américaine a intercepté ou rencontré 4 717 migrants haïtiens) ; *Un navire de patrouille de la Royal Bahamas Défence Force intercepte un bateau de migrants haïtiens près des îles Turques-et-Caïques*, THE SUN (11 juillet 2023), <https://suntci.com/royal-bahamas-defence-force-patrol-vessel-intercepts-haitian-migrant-vessel-p9475-129.htm> (rapportant que les autorités des îles Turques-et-Caïques ont intercepté le 1<sup>er</sup> juillet un « navire en bois de 40 pieds avec environ 189 ressortissants haïtiens »). La saison des ouragans – de juin à novembre – exacerbe le danger des traversées en bateau. [La Garde côtière rapatrie et transfère 115 personnes à Haïti et aux Bahamas](#).

<sup>415</sup> Voir, par exemple, [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 125-26.

<sup>416</sup> Les experts accusent le gouvernement nicaraguayen d'exploiter les migrants à des fins lucratives et de « transformer la migration en outil de politique étrangère ». Jacqueline Charles, Syra Ortiz-Blanes et Nora Gámez Torres, *Comment le Nicaragua aide – et fait payer – les Haïtiens qui veulent rejoindre les États-Unis*, MIAMI HERALD (30 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-monde/monde/Ameriques/haiti/article281007973.html> ; Megan Janetsky, *Selon des observateurs, le Nicaragua « transforme en arme » la migration à destination des États-Unis alors que les Haïtiens affluent par des vols charters*, AP NEWS (24 octobre 2023), <https://apnews.com/article/cuba-nicaragua-migration-charter-vols-daniel-ortega-3abf2fc16e51e86eb8b25c913b8ec464> ; *Vingt-sept vols en provenance d'Haïti arrivent au Nicaragua en deux jours*, HAVANA TIMES (21 octobre 2023), <https://havanatimes.org/news/twenty-seven-flights-from-haiti-arrive-in-nicaragua-in-deux-jours/>.

<sup>417</sup> Charles, Ortiz-Blanes & Torres, [Comment le Nicaragua aide – et fait payer – les Haïtiens qui veulent rejoindre les États-Unis](#) ; Janetsky, [Selon des observateurs, le Nicaragua, « transforme en arme » la migration à destination des États-Unis alors que les Haïtiens affluent par des vols charters](#) (rapportant que « la plupart des billets coûtent entre 3 000 et 5 000 dollars par siège »). Le 30 octobre, le gouvernement haïtien a interrompu tous les vols à destination du Nicaragua, suscitant des protestations immédiates de la part des Haïtiens qui « exigent que le Premier ministre Ariel Henry les rembourse et qu'il explique au public quels sont ses plans pour les protéger des gangs et leur offrir des opportunités économiques ». Le lendemain, l'Office national de l'aviation civile d'Haïti a annoncé que la fermeture était temporaire et que les vols reprendraient sous peu. Jacqueline Charles, *Haïti suspend tous les vols à destination du Nicaragua afin de mettre fin à la vague de migration vers les États-Unis*, MIAMI HERALD (30 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article281192038.html> ; Jacqueline Charles et Syra Ortiz Blanes, *Le gouvernement Biden lance un avertissement aux personnes impliquées dans les vols de migrants à destination du Nicaragua*, MIAMI HERALD (6 novembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article281504018.html>.



---

<sup>418</sup> Charles, Ortiz-Blanes & Torres, [Comment le Nicaragua aide – et fait payer – les Haïtiens qui veulent rejoindre les États-Unis](#) (Selon Arturo McFields Yescas, ancien ambassadeur du Nicaragua auprès de l'Organisation des États américains (OEA), « le régime [d'Ortega] offre aux migrants un "paquet complet", comprenant transport et hébergement, pour les amener au Honduras, la prochaine étape sur la route vers les États-Unis. »).

<sup>419</sup> Global Data Institute – *Matrice de suivi des déplacements*, OIM, <https://dtm.iom.int/fr/node/23491> (dernière visite : 7 décembre 2023) (selon l'OIM, la République dominicaine, les îles Turques-et-Caïques, les Bahamas, les États-Unis, Cuba, la Turquie et la Jamaïque ont expulsé 192 926 migrants haïtiens en 2023) ; [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 51 (« Alors que les déplacements de population s'intensifiaient, les rapatriements forcés de groupes haïtiens vulnérables à partir des pays voisins, accompagnés de graves violations des droits humains, ont été multipliés par quatre par rapport aux huit premiers mois de l'année 2022. »). Voir également, par exemple, *La frontière où des règles différentes prévalent*, NEW YORK TIMES MAGAZINE (6 décembre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/12/06/magazine/us-coast-guard-children-detained.html> (entre juillet 2021 et septembre 2023, le gouvernement américain a rapatrié plus de 99 % de tous les migrants interceptés par la Garde côtière américaine ; les Haïtiens représentent environ un tiers de ce nombre) ; @thcartwright, X (26 octobre 2023, 9 h 23), <https://twitter.com/thcartwright/status/1717537400665051584?s=46&t=-uKBNcypKKa-SMZhDQK2Jw> (au cours des onze derniers mois, le gouvernement américain a programmé un vol d'expulsion par mois ; un vol d'expulsion au départ des États-Unis le 26 octobre, transportant environ 38 personnes, était « le 288e vol à destination d'Haïti sous cette administration, renvoyant 27 201 personnes, soit une personne sur 420 en Haïti ») ; Gouvernement du Mexique, *Cierre Agosto 2023* (septembre 2023), [https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/854280/Cierre\\_Agosto-2023\\_1-Septiembre .pdf](https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/854280/Cierre_Agosto-2023_1-Septiembre.pdf) (entre janvier et août 2023, le Mexique n'a accordé le statut de réfugié qu'à 9 % des Haïtiens qui en ont fait la demande, ce qui est nettement inférieur aux taux d'octroi pour les Honduriens (89 %), les Salvadoriens (85 %), les Vénézuéliens (83 %) et les Cubains (59 %)) ; Micaiah Morgan, *Des Haïtiens risquent l'expulsion suite à des accusations d'entrée non autorisée en Jamaïque*, CARIBBEAN NATIONAL WEEKLY (19 juillet 2023), <https://www.caribbeannationalweekly.com/news/caribbean-news/jamaica-news/haitians-face-deportation-suite-a-des-accusations-pour-entree-non-autorisee-en-jamaique/> (29 des 37 Haïtiens arrivés le 10 juillet à Portland, en Jamaïque, ont été accusés d'entrée illégale, ont fait l'objet d'une mesure d'éloignement et « ont été condamnés à des amendes s'élevant à 7 000 dollars ou à une peine alternative de trois jours de travaux forcés chacun ») ; *La violence des gangs en Haïti oblige 165 000 personnes à fuir leurs maisons*, ONU INFO (9 juin 2023), <https://news.un.org/pt/story/2023/06/1815657> (en juin, l'ONU rapportait que « 61 600 Haïtiens ont été récemment rapatriés de la République dominicaine, les États-Unis, les Bahamas, les îles Turques-et-Caïques et Cuba »).

<sup>420</sup> Voir, par exemple, [Haïti : L'Expert des droits humains William O'Neill conclut sa visite officielle](#) (« La violence incessante et les violations systématiques des droits humains en Haïti ne permettent pas actuellement un retour sûr, digne et durable des Haïtiens dans le pays. . . Certaines méthodes de rapatriement utilisées ne sont pas conformes aux normes relatives aux droits humains et violent les accords bilatéraux de migration. »).

<sup>421</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse, députée Sheila Cherfilus McCormick, *Déclaration de la députée Cherfilus-McCormick sur la poursuite des vols d'expulsion vers Haïti* (1er septembre 2023), <https://cherfilus-mccormick.house.gov/media/press-releases/congresswoman-cherfilus-mccormick-statement-continued-deportation-flights>.

<sup>422</sup> Voir, par exemple, *Lettre de plus de 70 organisations demandant la suspension des vols d'expulsion vers Haïti*, HRW (26 septembre 2023), <https://www.hrw.org/news/2023/09/26/letter-over-70-organizations-calling-suspension-deportation-flights-haiti> (appelant le gouvernement américain à suspendre tous les vols d'expulsion vers Haïti, qui « semblent être contraires aux obligations légales des États-Unis », dans une lettre adressée au ministre américain de la sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, par plus de 70 organisations.) ; Ali Harb, *Les États-Unis expulsent des dizaines de personnes vers Haïti tout en conseillant à leurs propres citoyens de quitter le pays*, AL JAZEERA (31 août 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/31/us-deports-dozens-to-haiti-despite-telling-citizens-to-leave-country> (rapportant que la directrice de la Haitian Bridge Alliance, Guerline Jozef, a qualifié les déportations des États-Unis d'« inhumaines », . . . expliquant que « les demandeurs d'asile et les migrants sont renvoyés dans les mêmes conditions, sinon pires, que celles qu'ils ont fuies en premier lieu ») ; *Amériques : les États doivent mettre fin au traitement raciste des demandeurs d'asile haïtiens*, AMNESTY INTERNATIONAL (20 juin 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/06/americas-states-must-end-racist-treatment-of-haitian-asylum-seekers/> (rapportant que « les Haïtiens ont été victimes de racisme, de xénophobie et de violences systématiques dans leur quête de protection ». Ces actes de violence comprennent « des cas d'agressions, de détentions arbitraires, de torture et d'autres mauvais traitements, d'expulsions massives

et de pratiques discriminatoires.”); *Haïti-FLASH Immigration* « Près de 27 000 haïtiens expulsés de R.D. au mois de juin », HAÏTI LIBRE (18 juillet 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40039-haiti-flash-immigration-pres-de-27-000-haitiens-expulses-de-rd-au-mois-de-juin.html> (rapportant que le Groupe d’Appui aux Rapatriés et Réfugiés a qualifié les expulsions par le gouvernement dominicain de violation continue des droits des Haïtiens).

<sup>423</sup> *Global Data Institute - Matrice de suivi des déplacements*. Voir également HRW, « *Vivre un cauchemar* » (rapportant 93 % en août) ; Lacarte, *Faire face à la prochaine crise de déplacements dans les Amériques qui se profile à l’horizon* (« La République dominicaine a procédé à des déportations à grande échelle d’Haïtiens, réalisant plus de 120 000 renvois entre novembre 2022 et août 2023. »).

<sup>424</sup> Entre janvier et juin 2023, les autorités dominicaines ont expulsé 185 310 ressortissants haïtiens, dont 1 532 femmes enceintes et 2 981 mineurs non accompagnés, contre 154 333 pour l’ensemble de l’année 2022. *Plus de 185 000 Haïtiens déportés de République Dominicaine en 2023*, PRENSA LATINA (18 juillet 2023), <https://frances.prensa-latina.cu/2023/07/18/plus-de-185-000-haitiens-deportes-de-republique-dominicaine-en-2023/> ; OIM, Assistance au rapatriement et à l’accueil des migrants en Haïti (décembre 2022), <https://haiti.iom.int/resources/factsheet-migrants-repatriation-and-reception-assistance-january-2023>. Voir également *Haïti-Rep. Dom. : Plus de 294 000 haïtiens de retour au pays, rapatriés ou volontaires en 5 mois*, HAÏTI LIBRE (20 novembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-41017-haiti-rep-dom-plus-de-294-000-haitiens-de-retour-au-pays-rapatries-ou-volontaires-en-5-mois.html> (rapportant que les autorités dominicaines ont rapatrié 25 529 Haïtiens en octobre) ; *Haïti-Rép. Dominicaine : Hausse des déportations d’enfants haïtiens mineurs non accompagnés*, HAÏTI LIBRE (5 novembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40900-haiti-rep-dominicaine-hausse-des-deportations-d-enfants-haitiens-mineurs-non-accompagnes.html> (faisant état d’une augmentation de 32,7 % des expulsions de mineurs non accompagnés de septembre à octobre) ; Kervens Adam Paul, *Plus de 60 000 Haïtiens rapatriés, refoulés ou retournés spontanément de la République dominicaine en septembre*, LE NOUVELLISTE (25 octobre 2023), <https://lenouvelliste.com/article/245073/september-records-60000-haitian-repatriations-turnbacks-and-spontaneous-returns-from-the-dominican-republic> (rapportant que les autorités dominicaines ont rapatrié 26 369 Haïtiens en septembre, dont 1 454 femmes enceintes et 1 025 mineurs non accompagnés).

<sup>425</sup> Voir Onz Chéry, *Voisins éloignés : la querelle historique entre Haïti et la République Dominicaine trouve de nouveaux éléments en ligne et à propos de la migration*, HAITIAN TIMES (20 juin 2023), <https://haitiantimes.com/2023/06/20/haiti-dominican-republic-feud-online-social-media/> ; Peña, *Une autre crise frontalière reflète ce qui se passe aux États-Unis* (« La fermeture des frontières a renforcé le dangereux discours nativiste dominicain que M. Abinader et son gouvernement ont adopté dans leurs efforts pour contenir l’immigration haïtienne. Les affirmations selon lesquelles les Haïtiens sont en train d’envahir le pays ont conduit à l’interdiction des Haïtiens dans les transports publics, à des déportations massives et, paraît-il, au pillage de résidences appartenant à des Haïtiens. . . La crise le long de la frontière est un autre exemple d’une tendance globale dans laquelle le langage nativiste et nationaliste extrême est utilisé comme une arme par les responsables gouvernementaux qui cherchent à gagner un soutien populaire. »).

<sup>426</sup> Voir Lacarte, *Faire face à la prochaine crise de déplacements dans les Amériques qui se profile à l’horizon* ; Francklyn B. Geffrard, *République Dominicaine : Arrestations et déportations de femmes enceintes et allaitantes. Une organisation féministe proteste...*, RHI NEWS (21 juillet 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/republique-dominicaine-arrestations-et-deportations-de-femmes-enceintes-et-allaitantes-une-organisation-feministe-proteste/> (rapportant que les autorités dominicaines effectuent des razzias dans des centres médicaux, où elles ciblent les femmes enceintes et allaitantes à la peau plus foncée pour les détenir puis les expulser.) ; @Al\_Campaignolle, X (9 juillet 2023, 10 h 19), [https://twitter.com/Al\\_Campaignolle/status/1678046158764011522](https://twitter.com/Al_Campaignolle/status/1678046158764011522) (« Mais en réalité, pas toutes les personnes arrêtées par les autorités sont en situation irrégulière. Certaines sont en train de renouveler leur permis de séjour. D’autres sont des résidents. Qu’est-ce qu’elles ont en commun ? C’est qu’elles sont noires. . . Il arrive que des Dominicains soient embarqués à cause de la couleur de leur peau. J’ai recueilli des dizaines de témoignages à ce sujet. Des passeports déchirés, des documents de résidence que nous ne regardons même pas. ») ; *Migration : Les enfants des migrants devenus les nouvelles cibles des opérations migratoires en République Dominicaine, dénonce la plateforme Garr*, ALTERPRESSE (18 juillet 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29474> (rapportant que des femmes enceintes « sont appréhendées à toute heure, en tout lieu sans la vérification de leurs documents, et enfermées dans des centres de détention caractérisés par des conditions d’hygiène déplorable pendant plusieurs jours »).

<sup>427</sup> Paul Mathiasen, *Des centaines de personnes quittent la République dominicaine avant la fermeture de la frontière avec Haïti*, REUTERS (14 septembre 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/dominican-republic-shut-haiti-border-friday-morning-2023-09-14/> (« Des experts des Nations Unies ont averti . . . que des femmes haïtiennes cherchant à obtenir des soins médicaux pendant la grossesse et après la naissance en

---

République dominicaine auraient été arrêtées pendant ces consultations et expulsées immédiatement sans possibilité d'appel. ») ; Communiqué de presse, HCDH, *République dominicaine : des experts de l'ONU condamnent la détention et l'expulsion de femmes haïtiennes enceintes et en post-partum* (12 septembre 2023), <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/09/dominican-republic-un-experts-condemn-detention-and-deportation-pregnant-and> (« La crainte d'être expulsées peut dissuader les migrantes haïtiennes en situation irrégulière de chercher une assistance médicale lorsqu'elles en ont besoin, ce qui limite leur accès aux services de santé et met leur vie en danger. ») ; *Arrêtez la violence gouvernementale et les mensonges racistes contre les femmes enceintes haïtiennes !*, HAÏTI LIBERTE (2 août 2023), <https://haitiliberte.com/arretez-la-violence-gouvernementale-et-les-mensonges-racistes-contre-les-femmes-enceintes-haitiennes/> ; Geffrard, *République Dominicaine : Arrestations et déportations de femmes enceintes et allaitantes. Une organisation féministe protestante...* ; *Rapatrié vers le danger*, HAITIAN TIMES (20 juin 2023), <https://haitiantimes.com/2023/06/20/repatriated-to-danger-opinion/>.

<sup>428</sup> Voir, par exemple, *Alerte sécurité : Options de vols commerciaux à partir d'Haïti*, AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN HAÏTI (30 août 2023), <https://ht.usembassy.gov/security-alert-commercial-flight-options-from-haiti/> (le 30 août, le gouvernement américain a exhorté tous les citoyens américains en Haïti à quitter le pays en raison de « la situation sécuritaire actuelle et des problèmes d'infrastructure ») ; *Prolongation et redésignation d'Haïti pour le statut de protection temporaire*, FEDERAL REGISTER (26 janvier 2023), <https://www.federalregister.gov/documents/2023/01/26/2023-01586/extension-and-redesignation-of-Haiti-pour-le-statut-de-protection-temporaire> (le gouvernement américain a prolongé et redéfini le statut de protection temporaire pour les Haïtiens en janvier, au motif que « Haïti connaît des conditions extraordinaires et temporaires résultant d'une grave insécurité et de la criminalité des gangs, ainsi que des conditions socio-économiques et humanitaires, y compris celles résultant de catastrophes environnementales, qui aggravent l'insécurité alimentaire »). Voir également *Haitian Claims*, AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, <https://www.unhcr.org/us/what-we-do/u-s-asylum-resources/haitian-claims> (dernière consultation le 7 décembre 2023) (l'avis de non-retour du HCR pour les migrants haïtiens – mis en œuvre en novembre 2022 – reste en place).

<sup>429</sup> Le jour après la publication par le gouvernement américain de son alerte de sécurité pour les citoyens américains en Haïti, un vol d'expulsion transportant au moins 50 Haïtiens a décollé des États-Unis à destination de Port-au-Prince. Bill Frelick, *Les États-Unis ont fait preuve d'hypocrisie honteuse en expulsant des Haïtiens*, HRW (1er septembre 2023), <https://www.hrw.org/fr/news/2023/09/01/les-etats-unis-ont-fait-preuve-dhypocrisie-honteuse-en-expulsant-des-haitiens> ; Rafael Bernal, *L'ICE envoie un vol d'expulsion vers Haïti après avoir averti les citoyens américains d'évacuer le pays*, THE HILL (31 août 2023), <https://thehill.com/latino/4180930-ice-sends-deportation-flight-to-haiti-after-warning-us-citizens-to-evacuate/> ; *Les États-Unis continueront d'expulser des Haïtiens alors qu'ils évacuent leurs propres ressortissants*, REUTERS (31 août 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/us-continue-deporting-haitians-it-evacuates-its-citizens-2023-09-01/> (rapportant les propos d'un porte-parole du ministère américain de la sécurité intérieure déclarant que « les expulsions de ressortissants haïtiens rencontrés à notre frontière sud et le rapatriement de ressortissants haïtiens rencontrés en mer continuent. . . . Les personnes interceptées en mer font l'objet d'un rapatriement immédiat, et celles qui se trouvent aux États-Unis sans base légale de séjour font l'objet d'une mesure d'éloignement »). *La frontière où des règles différentes prévalent* (« Depuis l'été 2021, la Garde côtière a détenu plus de 27 000 personnes, un nombre plus élevé que pour toute autre période similaire depuis près de trente ans. . . . Le public n'a aucun moyen de savoir ce qui se passe à bord. Contrairement à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, qui est étroitement surveillée par des avocats, des tribunaux et la presse, l'application des lois sur l'immigration en mer se fait à l'abri des regards du public. . . . Les personnes interceptées en mer, même dans les eaux américaines, ont moins de droits que celles qui arrivent par voie terrestre. "En mer, l'asile ne s'applique pas", me confiait un porte-parole de la Garde côtière. Même les personnes qui fuient la violence, le viol et la mort et qui, sur terre, seraient susceptibles de passer un premier examen de demande d'asile, sont couramment renvoyées dans les pays qu'elles ont fuis »). Les organisations de défense des droits humains et les médias ont condamné cette politique qu'ils qualifient d'hypocrite et illégale. Voir *Lettre de plus de 70 organisations emendant la suspension des vols d'expulsion vers Haïti* ; Flores & Weisfeldt, *Les États-Unis continuent d'expulser des personnes vers un pays qu'ils considèrent trop dangereux pour visiter* ; Frelick, *Les États-Unis ont fait preuve d'hypocrisie honteuse en expulsant des Haïtiens* ; Harb, *Les États-Unis expulsent des dizaines de personnes vers Haïti tout en conseillant à leurs propres citoyens de quitter le pays* ; Widlore Mérancourt & David Lorens Mentor, *Des dizaines d'Haïtiens déportés par les États-Unis*, AYIBO POST (31 août 2023), <https://ayibopost.com/des-dizaines-dhaitiens-deportes-par-les-etats-unis/>

<sup>430</sup> Depuis le 11 septembre, les autorités dominicaines ne délivrent plus de visa aux Haïtiens. Onz Chéry, *Alors que la République Dominicaine suspend les visas pour les Haïtiens, les espoirs d'un homme de voir sa femme et son fils anéantis*, HAITIAN TIMES (18 septembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/09/18/as-dr-suspend-visas-for-haitians-one-mans-hopes-to-see-wife-and-son-dashed/> ; Martin Adames Alcántara, *Le président*



---

dominicain suspend les visas pour les Haïtiens et menace de fermer la frontière avec le pays voisin, AP NEWS (11 septembre 2023), <https://apnews.com/article/dominican-republic-haiti-border-visas-canal-river-ad81b04bbd49d4425f5ff2b69a5ac8a8>.

<sup>431</sup> Le 15 septembre, les autorités dominicaines ont interdit tous les vols entre la République dominicaine et Haïti. L'interdiction a été partiellement levée le 30 octobre pour permettre à quelques privilégiés, « principalement des diplomates haïtiens et des ressortissants haïtiens munis de visas dominicains et possédant déjà des réservations de vol », d'entrer dans le pays. Jacqueline Charles, *La République dominicaine autorise quelques vols avec Haïti alors que l'OEA arrive pour des réunions sur le différend frontalier*, MIAMI HERALD (31 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article281242768.html>.

<sup>432</sup> Jacqueline Charles, *Les Dominicains ont construit un mur pour empêcher les Haïtiens d'entrer. Aujourd'hui, ce mur aggrave les tensions frontalières*, MIAMI HERALD (8 novembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article281568868.html> ; *La République dominicaine commence à construire un mur à la frontière avec Haïti*, REUTERS (20 février 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/dominican-republic-begins-building-border-wall-with-haiti-2022-02-20/>.

<sup>433</sup> *La République dominicaine rouvrira sa frontière aux échanges commerciaux essentiels, mais pas aux Haïtiens*. Voir également Peña, *Une autre crise frontalière reflète ce qui se passe aux États-Unis* (rapportant que la fermeture affecte également les Haïtiens et les Dominicains vivant près de la frontière, dont beaucoup traversaient la frontière avant la fermeture, "parfois quotidiennement, pour se rendre à l'église ou à l'école ou pour obtenir des soins médicaux" »). Voir également supra notes 323.

<sup>434</sup> Le programme de libération conditionnelle CHNV, introduit en janvier, permet l'entrée de jusqu'à 30 000 bénéficiaires haïtiens, cubains, nicaraguayens et vénézuéliens par mois. Le programme permet à des sponsors basés aux États-Unis, disposant d'un statut légal et de moyens financiers suffisants, de faire une demande en ligne pour des Haïtiens se trouvant en dehors des États-Unis. *Procédures pour Cubains, Haïtiens, Nicaraguayens et Vénézuéliens*, Services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis (USCIS), <https://www.uscis.gov/CHNV> (dernière visite : 7 décembre 2023) ; *Mise en œuvre de la procédure de libération conditionnelle pour les Haïtiens*, FEDERAL REGISTER (9 janvier 2023), <https://www.federalregister.gov/documents/2023/01/09/2023-00255/implementation-of-a-parole-process-for-haitians>. Les États-Unis ont également modernisé leur Programme de Réunification Familiale Conditionnelle pour Haïtiens (sigle anglais: **HFRP**), qui permet aux citoyens américains et aux résidents permanents légaux éligibles de solliciter la libération conditionnelle immédiate aux États-Unis pour les membres de leur famille qui se trouvent en Haïti. Après avoir été effectivement interrompu par l'administration précédente, le HFRP a été relancé le 21 août 2023. Bien que les pétitionnaires puissent maintenant faire leur demande en ligne, les bénéficiaires doivent passer des examens médicaux en Haïti, ce qui constitue un obstacle important étant donné l'accès limité aux soins de santé. Bien que le HFRP soit basé sur les liens familiaux plutôt que sur la situation en Haïti, il constitue une autre voie d'entrée alternative pour les Haïtiens qui cherchent à fuir l'insécurité et les crises humanitaires. *Programme de réunification familiale conditionnelle pour Haïtiens (HFRP)*, USCIS, <https://www.uscis.gov/humanitarian/humanitarian-parole/the-haitian-family-reunification-parole-hfrp-program> (dernière visite : 7 décembre 2023) ; Communiqué de presse, DHS, *Le DHS modernise les procédures de libération conditionnelle pour le regroupement familial des Cubains et des Haïtiens* (10 août 2023), <https://www.dhs.gov/news/2023/08/10/dhs-modernizes-cuban-and-haitian-family-reunification-parole-processes>. Voir également supra notes 363.

<sup>435</sup> *Le CBP publie la mise à jour mensuelle d'octobre 2023*, US CUSTOMS AND BORDER PROTECTION (14 novembre 2023), <https://www.cbp.gov/newsroom/national-media-release/cbp-releases-october-2023-monthly-update> (rapportant que 99 110 Haïtiens ont été admis par voie de libération conditionnelle aux États-Unis et que 107 697 Haïtiens ont été contrôlés et autorisés à se rendre aux États-Unis dans le cadre du programme CHNV entre janvier et octobre, bien que la demande pour le programme continue à dépasser son plafond mensuel).

<sup>436</sup> La politique d'asile actuelle de l'administration Biden, adoptée en mai 2023, « exclut les demandeurs d'asile qui ont traversé un autre pays en route vers la frontière sud des États-Unis, à moins qu'ils aient déjà sollicité (et se soient vu refuser) l'asile ailleurs ou qu'ils aient réussi à obtenir un rendez-vous à un point d'entrée par le biais d'une nouvelle application pour smartphones du gouvernement américain [CBP One]. Pour de nombreuses personnes ayant besoin de protection, ces exigences sont irréalisables et peu pratiques, car certains demandeurs d'asile ne peuvent pas trouver la sécurité dans les pays où ils arrivent pour la première fois en raison de violences ou de persécutions similaires à celles qui existent dans leur pays d'origine ». En outre, la politique est contraire au droit international et au droit américain. *En quoi consiste « l'interdiction d'asile » du président Biden et qu'est-ce qu'elle signifie pour les personnes en quête de sécurité ?*, Rescue (dernière mise à jour le 25



---

juillet 2023), <https://www.rescue.org/article/what-president-bidens-asylum-ban-and-what-does-it-mean-people-seeking-safety>. Voir également HRW, « *Vivre un cauchemar* » (L'application CBP One est « inaccessible à de nombreux demandeurs d'asile en raison d'obstacles financiers, linguistiques, technologiques et autres ». De plus, les exigences de la politique d'asile actuelle « signifient que de nombreux Haïtien-ne-s qui tentent d'obtenir l'asile aux États-Unis sont forcés d'attendre au Mexique, où ils sont victimes de nombreuses violations des droits humains, telles que des discriminations raciales, des enlèvements, des violences sexuelles et des extorsions. »); HUMAN RIGHTS FIRST, Un simulacre de protection des réfugiés, p. 3 (juillet 2023), <https://humanrightsfirst.org/wp-content/uploads/2023/07/Refugee-Protection-Travesty-Asylum-Ban-Report-July-2023-1.pdf> (« L'interdiction d'asile de Biden - qui viole le droit américain et les obligations découlant des traités - est une nouvelle version d'interdictions de transit et d'entrée similaires promulguées par le gouvernement Trump, qui ont été invalidées à plusieurs reprises par les tribunaux fédéraux parce qu'elles violaient le droit des États-Unis. . . . À moins d'être assez chanceux pour obtenir l'un des rares rendez-vous CBP One, les personnes qui se présentent aux points d'entrée américains pour demander l'asile ou qui franchissent la frontière de manière irrégulière seront généralement soumises à des . . . sanctions. . . . [y compris] un renvoi rapide à travers la procédure d'expulsion accélérée, où de nombreux demandeurs d'asile sont soumis à un entretien de sélection falsifié par l'interdiction d'asile, après quoi ils sont rapidement renvoyés sans audience de leur cas s'ils ne réussissent pas la sélection. Les personnes qui ne sont pas soumises à cette procédure truquée ou qui parviennent à la passer seront probablement déboutées de leur demande d'asile lors d'une audience ultérieure et potentiellement renvoyées à la persécution, ou laissées aux États-Unis dans un vide permanent sans voie d'accès à la citoyenneté. »); Cerin, *Les Haïtiens ont du mal à accéder à une nouvelle voie d'accès aux États-Unis* (« Les défenseurs des droits des migrants affirment que ces mesures privent les personnes du droit de demander l'asile à la frontière, rendant ainsi inéligibles des milliers de demandeurs d'asile potentiels »). En juillet, un juge de district américain a jugé que cette politique d'asile violait le droit de demander l'asile. Voir *Un juge américain bloque « l'interdiction d'asile » de Biden à la frontière mexicaine*, AL JAZEERA (25 juillet 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/25/us-judge-blocks-bidens-asylum-interdiction-à-la-frontière-mexicaine>.

<sup>437</sup> Le programme de libération conditionnelle du CHNV nécessite l'accès à un passeport, à l'internet, à un smartphone et à un parrain basé aux États-Unis, « des exigences hors de portée pour de nombreux Haïtiens ». Les Haïtiens se plaignent du fait que les barrières linguistiques, technologiques et financières rendent l'accès au programme difficile. Le processus d'acquisition de passeports est devenu plus compliqué et plus coûteux depuis la mise en œuvre du programme. Apollon & García, *La discrimination anti-Noirs ne connaît pas de frontières ; la défense des droits des migrants haïtiens ne devrait pas en connaître non plus*. Voir également HRW, « *Vivre un cauchemar* » (expliquant que l'accès à la mesure d'exception humanitaire ou à l'asile « devient encore plus difficile si les personnes ont déjà tenté de demander l'asile en voyageant aux États-Unis par bateau ou en traversant la frontière terrestre du sud-ouest des États-Unis, en dehors des points d'entrée officiels », rendant la procédure « inaccessible à de nombreux Haïtien-ne-s confronté-e-s à des barrières linguistiques et à la discrimination raciale et qui sont économiquement et socialement vulnérables »); Syra Ortiz Blanes, *Il y aura bientôt des changements dans les programmes de regroupement familial pour les Cubains et les Haïtiens. Découvrez-les*, MIAMI HERALD (10 août 2023), <https://www.miamiherald.com/article278126627.html> (selon Americans for Immigrant Justice, « le gouvernement Biden a présenté une "fausse dichotomie" parce qu'il a simultanément créé une série de nouveaux programmes de libération conditionnelle et de regroupement familial, tout en imposant une politique d'asile restrictive à la frontière entre les États-Unis et le Mexique »); Cerin et *Les Haïtiens ont du mal à accéder à une nouvelle voie d'accès aux États-Unis* (rapportant que des violences, y compris de la part de policiers, ont éclaté dans les centres de passeport et que « les policiers et les fonctionnaires chargés des passeports font payer aux gens plus que les prix officiels pour les passeports »). Il semblerait également que "la technologie de reconnaissance faciale utilisée dans le processus de demande . . . ait des difficultés à enregistrer les teintes de peau plus foncées", ce qui complique la tâche des Haïtiens à la peau plus foncée pour compléter leur demande. *Id.* Les personnes qui réussissent à postuler au programme sont confrontées à un important arriéré de dossiers, ce qui les oblige à choisir entre attendre en Haïti au péril de leur vie ou recourir à des mesures désespérées pour fuir par leurs propres moyens. Charles, Ortiz-Blanes et Torres, *Comment le Nicaragua aide – et fait payer – les Haïtiens qui veulent rejoindre les États-Unis*.

<sup>438</sup> Onz Chéry, *Les prix des compagnies aériennes en provenance d'Haïti atteignent de nouveaux sommets, laissant tomber les voyageurs ayant peu d'options*, HAITIAN TIMES (27 octobre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/10/27/airline-prices-from-haiti-reach-new-heights-letting-down-travelers-with-few-options/>.

<sup>439</sup> Voir, par exemple, *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 63 (rapportant que certains déportés des États-Unis sont membres de groupes armés). Voir également *La frontière où des règles différentes prévalent* (rapportant qu'il n'y a pas de protections en place pour les enfants non accompagnés renvoyés en Haïti : « L'année dernière, la Garde côtière a cessé d'identifier l'"agence d'accueil" dans chaque pays, car selon le

---

ministère de la Sécurité intérieure, le gouvernement américain a établi des règles déterminant les agences qui accueillent ces enfants, de sorte qu'il n'est plus nécessaire d'effectuer un suivi au cas par cas. . . . Mais le responsable de l'une des autres agences impliquées dans le traitement des Haïtiens renvoyés et expulsés au port du Cap-Haïtien a déclaré que des enfants avaient quitté le port avec des adultes et des enfants plus âgés sans qu'aucune agence ne confirme l'existence d'une relation ou d'un lien réel. »)

<sup>440</sup> Voir, par exemple, CDH, [Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti](#), ¶ 51 ; [La frontière où des règles différentes prévalent](#).

<sup>441</sup> Voir [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 51 (rapportant que l'OIM a fourni une assistance à seulement 1 858 rapatriés entre juillet et octobre – soit moins de 5 % de tous les migrants renvoyés pendant cette période) ; HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« L'assistance de l'OIM ne touche que 1 % des migrants et des demandeurs d'asile en raison d'un manque de ressources financières. »). Voir également [La frontière où des règles différentes prévalent](#) (« Un homme [renvoyé en Haïti par le port de Cap-Haïtien] a déclaré qu'il craignait d'être tué s'il quittait Cap-Haïtien pour se rendre chez lui à Port-au-Prince. Après avoir épuisé les quelque 50 dollars que l'agence des Nations unies a donnés à chacun des rapatriés, et qu'il utilisa pour payer l'hôtel, il est retourné et, selon ses déclarations, il a été attaqué dans la rue alors qu'il se rendait à l'hôpital pour obtenir des médicaments pour sa fille »).

<sup>442</sup> Selon les informations partagées par la directrice exécutive d'Alternative Chance, Michelle Karshan, une des personnes renvoyées en Haïti dans le cadre de cette déportation était Guy Philippe, qui fut condamné à une peine de prison pour blanchiment d'argent par un juge fédéral américain en 2017 et qui fait également l'objet d'un « mandat d'arrêt non exécuté [en Haïti] à la suite d'une attaque meurtrière en 2016 contre un poste de police dans la ville côtière des Cayes, dans le sud du pays. » Pour les 16 autres expulsés, aucun mandat de ce type n'a été rendu public, ce qui rend leur détention aux côtés de Philippe illégale. Tous les 17 déportés ont été libérés sans aucune explication publique concernant d'autres procédures envisagées pour Philippe, qui a déjà bénéficié d'une impunité institutionnelle due à ses relations politiques.

<sup>443</sup> Voir, par exemple, Concannon, Fried & Filippova, *Restitution pour Haïti, réparations pour tous : la place d'Haïti dans le mouvement mondial des réparations (à paraître)* ; Mario Joseph, Brian Concannon et Irwin Stotzky, *La France a exigé des paiements débilissants. Haïti peut donc légitimement prétendre à des réparations pour l'esclavage.*, MIAMI HERALD (27 mars 2023), <https://www.miamiherald.com/opinion/op-ed/article273642735.html> ; Marlene L. Daut, *Quel chemin à suivre pour Haïti ?*, NEW YORKER (18 mars 2023), <https://www.newyorker.com/news/annals-of-inquiry/whats-the-path-forward-for-haiti>.

<sup>444</sup> Lazaro Gamio et al., *Les milliards perdus d'Haïti*, NEW YORK TIMES (20 mai 2022), <https://www.nytimes.com/interactive/2022/05/20/world/americas/enslaved-haiti-debt-timeline.html>.

<sup>445</sup> Voir, par exemple, Gamio, [Les milliards perdus d'Haïti](#) ; Concannon, Fried & Filippova, *Restitution pour Haïti, réparations pour tous : la place d'Haïti dans le mouvement mondial des réparations (à paraître)* ; Jemima Pierre, *Haïti, laboratoire de l'Empire*, NACLA (26 septembre 2023), <https://nacla.org/haiti-empire-laboratory> ; Sandra Wisner, *La communauté internationale doit assumer son rôle dans la crise alimentaire en Haïti*, NEW HUMANITARIAN (14 septembre 2023), <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2022/09/14/Haiti-food-crisis-international-aide> ; Jake Johnston, *La bataille d'Haïti n'est pas finie*, LE MONDE DIPLOMATIQUE (décembre 2021), <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/12/JOHNSTON/64136> ; Wisner & Concannon, *Dette et dépendance : l'ingérence étrangère en Haïti et l'importance de la responsabilité des acteurs non étatiques* ; Ghachem, [La vraie intervention dont Haïti a besoin](#) ; DEBT JUSTICE, *Les racines coloniales de la dette du Sud : une histoire de pillage, d'exploitation et de résistance* (2023), pp. 13-14, <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/The-colonial-roots-of-global-south-debt.pdf>.

<sup>446</sup> Voir, par exemple, *Haïti - Conseil de sécurité, 9449<sup>e</sup> réunion*, UN WEB TV (23 octobre 2023), <https://webtv.un.org/en/asset/k1y/k1ytie8p3l> ; *La question concernant Haïti - Conseil de sécurité, 9430<sup>e</sup> réunion*, UN WEB TV (2 octobre 2023), <https://webtv.un.org/en/asset/k13/k13u3vg27s> ; *La question concernant Haïti - Conseil de sécurité, 9377<sup>e</sup> réunion*, UN WEB TV (14 juillet 2023), <https://webtv.un.org/en/asset/k1z/k1zbonyli9> ; *La question concernant Haïti - Conseil de sécurité, 9368<sup>e</sup> réunion*, UN WEB TV (6 juillet 2023), <https://webtv.un.org/en/asset/k1e/k1edf2kx8y> ; Dylan Robertson, *L'envoyé du Canada en Haïti : « Rien ne bouge assez vite » pour mettre fin à la crise des gangs dans le pays*, CTV NEWS (17 novembre 2023), <https://www.ctvnews.ca/politics/canada-s-haiti-envoy-rien-n'avance-assez-vite-pour-mettre-fin-a-la-crise-des-gangs-dans-le-pays-1.6649217> ; *Déclaration du Secrétaire d'Etat, Antony J. Blinken, lors de la réunion sur la situation urgente en matière de sécurité en Haïti*, U.S. DEPARTMENT OF STATE (22 septembre 2023), <https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-at-the-aborder-la-situation-de-sécurité-urgente-lors-de-la-réunion-en-haïti> ; *Haïti, Intervention de M. Nicolas de Rivière, Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies*, MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW YORK (6 juillet 2023), <https://onu.delegfrance.org/ne-laissons-pas-haiti-somber-dans-le-chaos> ; *Haïti : « Il faut*

---

agir d'urgence maintenant » selon la présidente de l'ECOSOC, ONU INFO (16 juin 2023), <https://news.un.org/fr/story/2023/06/1136172>.

<sup>447</sup> Voir *Haïti - Plan de Réponse Humanitaire 2023* (constatant que le Plan de secours humanitaire d'Haïti pour 2023 n'est financé qu'à hauteur de 32,8 %) ; FAO et PAM, *Les points chauds de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives de novembre 2023 à avril 2024*, pp. vii, 7 (rapportant des lacunes dans l'assistance alimentaire dans les « points chauds de la faim » comme Haïti).

<sup>448</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse du HCDH, *Haïti : un rapport de l'ONU indique que la violence des gangs se propage et appelle au déploiement rapide d'une mission multinationale de sécurité* (28 novembre 2023), <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2023/11/haïti-un-report-says-gang-violence-spreading-urges-speedy-deployment>; *L'OEA adopte une résolution sur la situation en Haïti*, MISSION DES ÉTATS-UNIS AUPRES DE L'OEA (17 novembre 2023), <https://usoas.usmission.gov/oas-adopts-resolution-on-the-situation-in-haiti/>; *L'Expert indépendant William O'Neill appelle « au déploiement de la Mission Multinationale pour soulager la population en souffrance »*, GAZETTE HAÏTI (31 octobre 2023), <https://gazettehaiti.com/node/10456>; *Le chef de l'ONU appelle au déploiement d'une force mondiale robuste pour aider Haïti frappé par la crise*, AL JAZEERA (1er juillet 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/1/un-chief-calls-for-international-force-in-haiti-during-visit>.

<sup>449</sup> Voir *infra* note 463.

<sup>450</sup> Voir, par exemple, Katz, *Les États-Unis préparent une invasion en sous-traitance d'Haïti* (examinant les effets néfastes d'interventions antérieures, entreprises « toujours dans l'intention de garantir la paix, la stabilité politique et les droits humains - et sans jamais y parvenir réellement », et qui « n'ont fait rien sinon aggraver la situation. ») ; Dánica Coto, *Explicatif : L'histoire troublée des interventions étrangères en Haïti*, AP NEWS (11 octobre 2022), <https://apnews.com/article/caribbean-united-nations-haiti-puerto-rico-a907efcd4a1b6f4c29bcc7a17f2b4900>; *Lettre ouverte des organisations de la Société civile haïtienne et Défense des droits humains pour une mise en garde des pays africains contre les méfaits d'une intervention étrangère illégitime en Haïti planifiée par les pays impérialistes* (« Les interventions étrangères en Haïti ont également déjà fait leurs preuves en portant atteinte aux civils sans avoir à rendre de comptes - en introduisant le choléra, blessant ou tuant des civils et tout en détruisant des biens lors d'opérations militaires, en perpétrant des actes d'exploitation et d'abus sexuels et laissant les victimes et les enfants qui en résultent sans ressources ou recours, en orientant mal l'aide et en fournissant des infrastructures défectueuses. ») ; Mario Joseph, *Lettre du BAI à la CARICOM concernant la proposition d'intervention internationale en Haïti*, IJDH (4 novembre 2022), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2022/11/Lettre-du-BAI-a-CARICOM-4-nov-2022.pdf> (« Les Haïtiens sont bien conscients que la plus récente intervention armée internationale chargée de lutter contre la violence des gangs en Haïti, la MINUSTAH, a été un échec mortel et coûteux. La MINUSTAH a dépensé 9 milliards de dollars américains sur treize ans et a laissé Haïti moins démocratique qu'à son arrivée. ») ; *Déclaration du professeur Philip Alston, rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits humains : Responsabilité de l'ONU dans l'introduction du choléra en Haïti*, HCDH (25 octobre 2016), <https://www.ohchr.org/en/statements/2016/10/statement-professor-philip-alston-special-rapporteur-extreme-poverty-and-human> (examinant le refus de l'ONU d'assumer la responsabilité de l'introduction du choléra en Haïti en 2010 et de la catastrophe humanitaire qui s'en est suivie) ; Caitlin Hu, Etant Dupain & Paula Newton, *Des dizaines d'enfants ont été abandonnés par le personnel de l'ONU en Haïti. Leurs mères réclament justice*, CNN (15 septembre 2023), <https://www.cnn.com/2023/09/15/americas/haiti-un-peacekeepers-trust-fund-sexual-abuse-as-equals-intl-cmd/index.html>.

<sup>451</sup> Voir, par exemple, NHEAON et FANM in Action, *National Haitian American Elected Officials Network (NHAEN) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti* ; *Pourquoi #StopTheProp : Rien ne changera en Haïti tant que le gouvernement américain ne cessera pas de soutenir le gouvernement de facto corrompu, répressif et illégitime d'Haïti*, IJDH, [https://www.ijdh.org/press\\_release/why-stoptheprop-nothing-in-haiti-will-change-until-the-u-s-government-stops-propping-up-haitis-corrupt-repressive-illegitimate-de-facto-government/](https://www.ijdh.org/press_release/why-stoptheprop-nothing-in-haiti-will-change-until-the-u-s-government-stops-propping-up-haitis-corrupt-repressive-illegitimate-de-facto-government/) (dernière visite : 7 décembre 2023) ; Clesca, *L'état de non-droit en Haïti : pourquoi une intervention militaire ne ferait qu'aggraver les problèmes de l'île* ; Fried, *Nouvelles promesses de Washington pour Haïti alors que le mandat de son président assassiné se termine lundi* ; Concannon, *Biden doit cesser de soutenir la vieille garde en Haïti* ; Espérance, *Mauvaise décision des États-Unis – Haïti a besoin d'un gouvernement de transition crédible*. Voir également *supra* notes 142-144, 471.

<sup>452</sup> Voir *supra* note 37.

<sup>453</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse du Département d'État américain, *Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise la mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti* (2 octobre 2023), <https://www.state.gov/un-security-council-authorizes-multinational-security-support-mission-to-haiti/> ; Michael



---

Wilner et Jacqueline Charles, *Lors de sa visite dans les Caraïbes, Kamala Harris plaidera en faveur d'une force multinationale en Haïti*, MIAMI HERALD (8 juillet 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article276203876.html> ; Jacqueline Charles, *Après les pressions des États-Unis et de l'ONU, les dirigeants des Caraïbes changent de ton et se prononcent en faveur d'une force extérieure pour Haïti*, MIAMI HERALD (6 juillet 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article277043698.html> ; Michael Wilner, *Un responsable américain, déclare qu'une résolution de l'ONU sur Haïti est urgente : « Nous avançons aussi vite que possible »*, MIAMI HERALD (13 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/monde/Amériques/haiti/article279291159.html> ; Katz, *Les États-Unis préparent une invasion en sous-traitance d'Haïti*.

<sup>454</sup> CSNU, Résolution 2699 (2023), ¶ 1, UN Doc. S/RES/2699 (2023) (2 octobre 2023), <https://digitallibrary.un.org/record/4022890?ln=fr>. La résolution 2699, présentée par les États-Unis et l'Équateur, a été adoptée par 13 voix pour et 2 abstentions (Chine, Fédération de Russie). La résolution a été émise en vertu du chapitre VII du Conseil de sécurité des Nations unies, qui requiert la constatation d'une menace à la paix et la sécurité internationales.

<sup>455</sup> Voir Amna Nawaz et Teresa Cebrián Aranda, *Les Nations unies vont envoyer une force de police internationale en Haïti pour lutter contre la montée de la violence des gangs*, PBS (2 octobre 2023), <https://www.pbs.org/newshour/show/un-to-send-international-police-force-to-haiti-to-combat-rising-gang-violence> ; Communiqué de presse, Département d'État américain, *Le Kenya envisage de prendre la direction d'une force multinationale en Haïti* (1er août 2023), <https://www.state.gov/kenya-considering-leading-a-multinational-force-in-haiti/>. Voir également Katz, *Les États-Unis préparent une invasion en sous-traitance d'Haïti* (examinant la dynamique qui sous-tend l'offre du Kenya) ; Jennifer Greenburg, *Si le Kenya veut aider Haïti, il devrait faire pression pour des réparations coloniales et non envoyer la police*, THE CONVERSATION (23 novembre 2023), <https://theconversation.com/if-kenya-wants-to-help-Haiti-il-devrait-faire-demander-des-reparations-coloniales-et-pas-envoyer-la-police-218133> (« Le Kenya devrait tirer des bénéfices économiques de son rôle de chef de la mission. »). D'autres États se sont engagés à envoyer des troupes ou des conseillers. Voir, par exemple, Vincent Achuka, *Haïti : la mission du Kenya plonge les participants dans des eaux dangereuses et non testées*, THE STANDARD (3 décembre 2023), <https://www.standardmedia.co.ke/article/2001486559/haiti-kenyas-mission-exposes-officers-to-risky-untested-waters> (« Plusieurs autres pays, dont les Bahamas, la Jamaïque, l'Italie, l'Espagne, la Mongolie, le Sénégal, le Rwanda, le Belize, le Suriname, le Guatemala, Antigua-et-Barbuda et le Pérou, se sont également engagés à apporter leur soutien. ») ; Irene Mwangi, *L'Assemblée nationale autorise le déploiement de la police kenyane en Haïti*, CAPITAL NEWS (16 novembre 2023), <https://www.capitalfm.co.ke/news/2023/11/national-assembly-okays-deployment-of-kenyan-police-to-haiti/> (ont aussi promis de fournir du personnel : le Sénégal (350), le Burundi (250), le Chili, la Jamaïque, l'Équateur, la Barbade (200) et les Seychelles (190)) ; Emmanuel Igunza, *Le Parlement du Kenya approuve le déploiement de policiers en Haïti pour aider à lutter contre la violence des gangs*, NBC BOSTON (16 novembre 2023), <https://www.nbcboston.com/news/national-international/kenya-parliament-approves-deployment-of-police-to-haiti-to-help-deal-with-gang-violence/3192659/> (le Tchad devra contribuer un nombre non précisé) ; Dylan Robertson, *Le Canada s'est concentré sur la prévention de la violence sexuelle en Haïti alors qu'une intervention militaire se profile*, GLOBE AND MAIL (5 octobre 2023), <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-canada-focused-on-preventing-sexual-violence-in-haiti-as-military/> (le Canada déploiera des éléments « pour agir comme formateurs » dans le cadre de la MSS) ; *Les États-Unis voient une douzaine de pays s'engager en faveur d'Haïti*, FRANCE 24 (23 septembre 2023), <https://www.france24.com/fr/amériques/20230923-en-haiti-une-force-internationale-se-dessine-mais-pas-assez-vite-pour-port-au-prince> (une responsable du gouvernement américain affirme que de 10 à 12 pays ont fait des offres concrètes pour la mission, tout en refusant de nommer les pays publiquement) ; Jacqueline Charles, *Voici les pays qui proposent d'aider le Kenya à lutter contre les gangs meurtriers en Haïti*, MIAMI HERALD (26 septembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279753689.html> (rapportant que l'Italie, l'Espagne, la Mongolie, le Sénégal, le Suriname, le Guatemala et le Pérou avaient précédemment annoncé leur intention de contribuer, et que le Belize avait proposé de déployer un maximum de 50 éléments en uniforme, en fonction du financement de la MSS) ; *Les Bahamas promettent se joindre au Kenya dans la force de sécurité pour Haïti alors que le soutien augmente*, REUTERS (1er août 2023), <https://www.reuters.com/world/americas/bahamas-promises-join-kenya-security-force-haiti-support-grows-2023-08-01/> (les Bahamas contribueront 150 éléments) ; Kimone Francis, *Antigua envisage un rôle alors que la Jamaïque confirme son intention d'envoyer des troupes en Haïti*, JAMAICA GLEANER (1er août 2023), <https://jamaica-gleaner.com/article/lead-stories/20230804/antigua-considers-role-ja-confirms-plan-send-troops-haiti> (la Jamaïque et Antigua « pourraient » contribuer un nombre non spécifié de personnel) ; Roberson Alphonse, *Le Rwanda prêt à contribuer à la force internationale pour appuyer la PNH*, LE NOUVELLISTE (5 juillet 2023), <https://lenouvelliste.com/article/243246/le-rwanda-pret-a-contribuer-a-la-force-internationale-pour-appuyer-la-pnh> (Le Rwanda contribuera un nombre non précisé de personnel). Voir également OEA,



---

SP/RES.1237 (2469/23) (17 novembre 2023), disponible sur : <https://www.haitilibre.com/docs/res-1237-2469-23-fr.pdf> (Résolution de l'OEA du 17 novembre exhortant des États membres à contribuer à la MSS).

<sup>456</sup> Frances Robles et Abdi Latif Dahir, *Haïti, désespérément en quête de paix, se tourne vers une police fameuse pour sa violence*, NEW YORK TIMES (4 octobre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/10/04/world/africa/kenya-police-haiti.html> ; Jacqueline Charles, *le Kenya a dégradé son ministre des Affaires étrangères. Qu'est-ce que cela signifie pour son déploiement en Haïti ?*, MIAMI HERALD (5 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280157949.html> . Voir également *Soutenez la mission du Kenya en Haïti et la croissance de l'Afrique, recommande le président Ruto à l'UE*, THE EAST AFRICAN (22 novembre 2023), <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/ruto-to-eu-support-kenya-haiti-mission-africa-growth--4441670> (fin novembre, le président kenyan Ruto a déclaré que la mission aurait besoin de « quelque 5 000 » personnes).

<sup>457</sup> *Le Kenya déclare que la mission en Haïti doit être entièrement financée par les États membres de l'ONU*, BARRON'S (9 novembre 2023), <https://www.barrons.com/amp/news/kenya-says-haiti-mission-must-be-fully-funded-by-un-states-6fd7d6e2>. Voir également *Violences des gangs : Une mission d'observation bientôt en Haïti, en vue d'un déploiement d'une force multinationale, annonçant les États-Unis*, ALTERPRESSE (4 août 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29536> (selon le secrétaire d'État adjoint américain au Bureau des affaires internationales en matière de stupéfiants et d'application de la loi, Todd Robinson, la force multinationale devrait coûter entre 200 et 400 millions de dollars par an). Jusqu'à présent, les États-Unis ont promis un total de 200 millions de dollars (mais pas de troupes). Michael Wilner et Jacqueline Charles, *Biden remercie le Kenya pour prendre la tête de la mission en Haïti ; La Maison Blanche affirme que les troupes américaines n'en feront pas partie*, MIAMI HERALD (4 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article280080154.html>. Le Canada n'a pas engagé de contribution, mais « est convaincu que l'aide de 100 millions de dollars canadiens que M. Trudeau a annoncée plus tôt dans l'année pour la Police nationale d'Haïti 'est certainement un complément aux opérations qui seront menées par la force.' » Jacqueline Charles, *Des gangs violents, une impasse politique et la désertion : Voici les défis que devra affronter le nouvel envoyé spécial du Canada en Haïti*, MIAMI HERALD (25 novembre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article282233543.html?deviceId=305213EA-B493-4D17-A499-E359B1699571&tempKey=value>. L'IJDH n'a pas connaissance d'autres engagements financiers publics.

<sup>458</sup> CSNU, [S/RES/2699 \(2023\)](#), ¶ 1.

<sup>459</sup> Voir, par exemple, Communiqué de presse, BAI et IJDH, [Les promesses non tenues de l'ONU entraînent une résurgence du choléra en Haïti](#) ; Hu, Dupain & Newton, [Des dizaines d'enfants ont été abandonnés par le personnel de l'ONU en Haïti. Leurs mères réclament justice](#) ; *Fonds au profit des victimes*, CODE BLUE (février 2019), <https://www.codebluecampaign.com/victims-trust-fund>. Voir, en général, AGNU, Promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, UN Doc. A/78/181 (14 juillet 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/207/09/PDF/N2320709.pdf?OpenElement> (rapportant la nécessité d'améliorer le financement des réparations, y compris par les Nations unies).

<sup>460</sup> Voir, par exemple, *la Lettre ouverte de la société civile haïtienne aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU* (12 septembre 2023), disponible sur : [https://www.ijdh.org/open\\_letters/haitian-civil-society-open-letter-to-the-members-of-the-un-security-council/](https://www.ijdh.org/open_letters/haitian-civil-society-open-letter-to-the-members-of-the-un-security-council/) (lettre de 68 organisations, principalement de la société civile haïtienne, et d'individus s'opposant à l'intervention) ; [Lettre ouverte des organisations de la Société civile haïtienne et Défense des droits humains pour une mise en garde des pays africains contre les méfaits d'une intervention étrangère illégitime en Haïti planifiée par les pays impérialistes](#) (lettre de dix organisations haïtiennes de la société civile et des droits humains s'opposant à l'intervention) ; Francklyn B. Geffrard, *Des organisations politiques, sociales et personnalités haïtiennes opposées à tout déploiement de force multinationale en Haïti...*, RHI News (12 août 2023), <https://www.rhinews.com/actualites/des-organisations-politiques-sociales-et-personnalites-haitiennes-opposees-a-tout-dploiement-de-force-multinationale-en-haiti/> (lettre de 67 organisations de la société civile et personnes haïtiennes exprimant leur stupéfaction que le Kenya ait accepté de diriger une force multinationale en Haïti) ; *Crise : Les gangs armés utilisés pour légitimer une éventuelle occupation étrangère d'Haïti, révèlent plusieurs organisations et personnalités*, ALTERPRESSE (10 août 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29550> (lettre des mêmes 67 organisations et personnes haïtiennes exhortant le représentant russe au CSNU à rejeter la mise en place d'une force de sécurité multilatérale en Haïti) ; Joseph, [Lettre du BAI à la CARICOM concernant la proposition d'intervention internationale en Haïti](#) (Lettre du BAI au Secrétaire général de la CARICOM faisant part de ses inquiétudes concernant l'intervention internationale proposée en Haïti). Voir également *Outil de suivi des organisations haïtiennes contre l'intervention*, IJDH (dernière mise à jour le 4 octobre 2023), [https://docs.google.com/document/d/1o8lSgGoNrEx9qH7TXpDECMOMdsM\\_dfjC6TzyA30r2LM/edit](https://docs.google.com/document/d/1o8lSgGoNrEx9qH7TXpDECMOMdsM_dfjC6TzyA30r2LM/edit)

---

(dernière visite : 10 décembre 2023) (identifiant 71 organisations de la société civile haïtienne qui se sont jointes à des déclarations publiques contre l'intervention).

<sup>461</sup> Voir, par exemple, NHEAON et FANM in Action, [\*National Haitian American Elected Officials Network \(NHAEON\) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti\*](#) ; *Lettre de la société civile, des organisations confessionnelles, humanitaires et de la diaspora au président Joseph R. Biden* (31 octobre 2022), disponible sur : <https://cepr.net/wp-content/uploads/2022/10/Haiti-Military-Force-Organizational-Sign-on.pdf> ; *Le départ du Premier ministre de facto Ariel Henry : nécessaire et incontournable en Haïti*, ALTERPRESSE (19 septembre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29673>.

<sup>462</sup> Voir, par exemple, [\*Lettre ouverte des organisations de la Société civile haïtienne et Défense des droits humains pour une mise en garde des pays africains contre les méfaits d'une intervention étrangère illégitime en Haïti planifiée par les pays impérialistes\*](#) ; [\*Crise : Les gangs armés utilisés pour légitimer une éventuelle occupation étrangère d'Haïti, révèlent plusieurs organisations et personnalités\*](#). En octobre 2022, les sénateurs haïtiens encore en place ont appelé M. Henry à reporter la mise en œuvre de la résolution sollicitant une intervention armée au motif, entre autres, que la résolution « est un acte administratif illégal » qui « s'apparente à une tentative d'un gouvernement illégitime, impopulaire et de plus en plus contesté de recourir à des forces étrangères pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir et retarder ainsi le retour d'Haïti à l'ordre constitutionnel et démocratique ». *Le sénat demande un sursis à l'exécution de la décision du gouvernement de faire déployer des troupes étrangères en Haïti*, ALTERPRESSE (10 octobre 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28694>. Un groupe d'avocats haïtiens a convoqué M. Henry « devant le tribunal de Port-au-Prince, accusant le gouvernement d'actes de trahison et de violation de la constitution haïtienne pour avoir demandé la présence d'une force étrangère sur le sol haïtien ». Juhakenson Blaise, *Les avocats haïtiens contre les forces armées convoquent Henry pour trahison et allégations de « trahison » constitutionnelle*, HAITIAN TIMES (9 novembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/11/09/haiti-government-treason-henry/>.

<sup>463</sup> Voir, par exemple, NHEAON & FANM in Action, [\*National Haitian American Elected Officials Network \(NHAEON\) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti\*](#) ; [\*Lettre ouverte de la société civile haïtienne aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU\*](#) ; [\*Lettre ouverte des organisations de la Société civile haïtienne et Défense des droits humains pour une mise en garde des pays africains contre les méfaits d'une intervention étrangère illégitime en Haïti planifiée par les pays impérialistes\*](#) ; [\*Crise : Les gangs armés utilisés pour légitimer une éventuelle occupation étrangère d'Haïti, révèlent plusieurs organisations et personnalités\*](#) ; Geffrard, [\*Des organisations politiques, sociales et personnalités haïtiennes opposées à tout déploiement de force multinationale en Haïti...\*](#) ; Joseph, [\*Lettre du BAI à la CARICOM concernant la proposition d'intervention internationale en Haïti\*](#) ; [\*Crise : La société civile d'Europe appelle l'Union européenne à appuyer une nouvelle gouvernance en Haïti\*](#) (dans une lettre adressée à l'Union européenne, la Coordination Europe-Haïti note que « l'envoi de cette énième mission de troupes internationales... au lieu de s'attaquer à la racine du mal, ne fait que renforcer le gouvernement qui a conduit le pays à l'état infernal dans lequel il se trouve aujourd'hui »). Voir également *Une nouvelle force d'occupation ? Les Haïtiens dénoncent le vote de l'ONU en faveur du déploiement de troupes soutenues par les États-Unis et dirigées par le Kenya*. DEMOCRACY NOW ! (4 octobre 2023), [https://www.democracynow.org/2023/10/4/haiti\\_united\\_nations\\_forces](https://www.democracynow.org/2023/10/4/haiti_united_nations_forces) (Dans une interview avec Democracy Now, la professeure haïtienne-américaine Mamyrah Prosper déclare que « ce n'est pas la première fois que le Conseil de sécurité vote l'envoi de ce que les Haïtiens appellent une force d'occupation. . . . En fait, ces missions ne viennent pas vraiment pour protéger la population. Elles sont là pour protéger les investissements multinationaux. ») ; Jonathan M. Katz, *C'est reparti ?*, THE RACKET (3 octobre 2023), <https://theracket.news/p/here-we-go-again> (« Comme l'ont noté même plusieurs membres qui ont voté en faveur de la résolution, il n'y avait pas grand-chose sur la table pour s'attaquer à ce que l'ambassadeur brésilien Sérgio França Danese a appelé les "causes sous-jacentes de la violence et de l'instabilité" en Haïti. »).

<sup>464</sup> [\*Lettre ouverte de la société civile haïtienne aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU\*](#) ; [\*Lettre ouverte des organisations de la Société civile haïtienne et Défense des droits humains pour une mise en garde des pays africains contre les méfaits d'une intervention étrangère illégitime en Haïti planifiée par les pays impérialistes\*](#) ; Joseph, [\*Lettre du BAI à la CARICOM concernant la proposition d'intervention internationale en Haïti\*](#). Bien que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant la MSS contienne des dispositions appelant à des garanties contre les types de préjudices survenus dans le cadre des missions de maintien de la paix en Haïti dans le passé, il existe de sérieuses questions de mise en œuvre qui détermineront si les protections et les recours sont réellement disponibles, en particulier avec la MSS opérant en dehors du système de l'ONU. Voir, par exemple, Beatrice Lindstrom, *La nouvelle force de sécurité étrangère pour Haïti adoptera-t-elle le principe de*

---

responsabilité ?, JUST SECURITY (23 octobre 2023), <https://www.justsecurity.org/89648/will-a-new-foreign-security-force-for-haiti-embrace-accountability/>.

<sup>465</sup> Voir, par exemple, Jacqueline Charles, *Un sondage en Haïti révèle que, dans un contexte d'aggravation de la crise humanitaire, une majorité est favorable à l'intervention d'une force internationale*, MIAMI HERALD (31 octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article281247298.html> (une enquête menée auprès de 1 597 personnes en Haïti a révélé que 70 % d'entre elles étaient favorables au déploiement d'une force armée internationale.) ; Jonasson Odigène, « 75 % des Haïtiens croient à la collaboration PNH- FAD'H pour rétablir la sécurité », selon un sondage de l'AGERCA, LE NOUVELLISTE (24 août 2023), <https://lenouvelliste.com/article/244103/agerca-survey-indicates-75-of-haitians-trust-pnh-fadh-collaboration-for-security-revival> (Une enquête menée en juillet-août auprès de 1 387 personnes a révélé que 63 % estiment que le déploiement d'une force internationale « est nécessaire pour aider à garantir la sécurité dans le pays »). Voir également Amy Wilentz, *Le gouvernement Biden coupe et s'enfuit d'Haïti*, THE NATION (1er septembre 2023), <https://www.thenation.com/article/world/haiti-gangs-state-department-advisory/> (esquissant un contexte pour comprendre la complexité de l'opinion publique sur l'intervention en Haïti) ; Juhakenson Blaise, *Oui, non ou ni l'un ni l'autre ? Les Haïtiens pèsent sur une force armée*, HAITIAN TIMES (6 septembre 2023), <https://haitiantimes.com/2023/09/06/yes-no-or-neither-haitians-weigh-in-on-an-armed-force/>.

<sup>466</sup> Une grande partie des lettres et des déclarations de la société civile haïtienne et des organisations de défense des droits humains rejetant l'intervention citent les préjudices non réparés des interventions antérieures - notamment les massacres de civils, l'exploitation et les abus sexuels généralisés et l'épidémie mortelle de choléra - comme l'une des principales raisons de leur opposition. Voir *supra* note 450.

<sup>467</sup> Voir, par exemple, *Lettre ouverte à tous les membres du Conseil de sécurité concernant le développement d'une force internationale de sécurité en Haïti*, AMNESTY INTERNATIONAL (18 août 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr36/7122/2023/fr/> (soulignant « le bilan des forces de sécurité kenyanes en matière de droits humains », y compris « les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées imputées à la police kenyane » et « l'utilisation persistante d'une force illégale contre les manifestant·e·s par la police kenyane ») ; Simon Romero, André Paultre et Abdi Latif Dahir, *Le Kenya peut-il ramener l'ordre en Haïti ? Les doutes planent*, NEW YORK TIMES (9 octobre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/09/05/world/americas/haiti-kenya-force-gangs.html> (rapportant que « les forces de l'ordre kenyanes ont aussi été condamnées par des groupes de défense des droits, qui les ont accusées de faire usage d'une force excessive, de procéder à des exécutions extrajudiciaires et à des arrestations arbitraires », ainsi que l'évaluation d'un activiste haïtien selon laquelle « la police kenyane va exporter la brutalité en Haïti ».) ; Joseph Stepansky, *L'éventualité d'une mission en Haïti dirigée par le Kenya suscite de plus en plus d'appels pour des garanties*, AL JAZEERA (30 août 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/30/possible-kenya-led-mission-to-haiti-prompts-growing-calls-for-safeguards>.

<sup>468</sup> Voir, par exemple, MwangiMaina, *Pourquoi le Kenya fonce-t-il tête baissée sur Haïti sous le regard des États-Unis et du Canada ?*, KENYAN FOREIGN POLICY (16 septembre 2023), <https://kenyanforeignpolicy.com/why-is-kenya-rushing-headlong-into-haiti-as-us-canada-watch/> (examinant des inquiétudes concernant la barrière linguistique ainsi que le manque d'expérience du Kenya dans la région) ; Jacqueline Charles, *Aperçu de la résolution relative à l'envoi d'une force étrangère en Haïti. L'ONU votera lundi*, MIAMI HERALD (1er octobre 2023), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279984169.html>.

<sup>469</sup> Le 12 octobre, le plus grand parti d'opposition du Kenya a publié une déclaration s'opposant à la participation du pays à l'intervention. Déclaration du Mouvement démocratique orange sur l'offre du Kenya à Haïti (12 octobre 2023), disponible sur : <https://twitter.com/JakobJohnston/status/1712469503274262883?s=20>. Les législateurs ont également soulevé des questions concernant la constitutionnalité de l'envoi de policiers en Haïti, le financement de la MSS, la couverture d'assurance des policiers, la durée du déploiement et l'impact potentiel sur les besoins sécuritaires du Kenya lui-même. Voir, par exemple, *Assemblée nationale du Kenya, Débat sur la mission en Haïti* (novembre 2023), disponible sur : [https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/11/Parliamentary-DEBATE-ON-MISSION-TO-HAITI-16112023\\_231116\\_1900331.pdf](https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/11/Parliamentary-DEBATE-ON-MISSION-TO-HAITI-16112023_231116_1900331.pdf) (Au cours du débat parlementaire, Rozzah Buya, membre de l'opposition, a demandé : « Quel intérêt avons-nous d'envoyer 1 000 policiers en Haïti alors que des Kenyans meurent sans protection et sans service de la part de leurs policiers ? ») ; Igunza, *Le parlement du Kenya approuve le déploiement de policiers en Haïti pour aider à lutter contre la violence des gangs* ; Evelyn Musambi, *L'opposition kenyane estime que la mission de maintien de la paix en Haïti doit être approuvée par le parlement*, AP NEWS (4 octobre 2023), <https://apnews.com/article/kenya-haiti-peacekeeping-mission-6f0aff963105dd5b1da984afe2ced199> ; Au Kenya, les critiques se multiplient contre la mission "risquée" en Haïti, DOMINICAN TODAY (4 octobre 2023), <https://dominantoday.com/dr/world/2023/10/04/criticism-grows-in-kenya-for-the-risky-mission-in-haiti/>.



---

<sup>470</sup> Le 9 octobre, Eukuru Aukot, Miruru Waweru et Thirdway Alliance Kenya ont déposé une plainte devant la Haute Cour du Kenya pour s'opposer pour des motifs constitutionnels au déploiement de la police kenyane dans le cadre de la MSS. Requête d' Eukuru Aukot, Miruru Waweru & Thirdway Alliance Kenya devant la Haute Cour de Nairobi (6 octobre 2023), disponible sur : [https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/11/Petition-6.10.2023\\_p.pdf](https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/11/Petition-6.10.2023_p.pdf). Les plaidoiries ont été entendues le 16 novembre. Dans l'attente de son arrêt définitif, prévu pour le 26 janvier 2024, la Cour a émis puis prolongé une mesure conservatoire empêchant temporairement le gouvernement kenyan de déployer des forces de sécurité dans un autre pays. Voir Jérôme Wendy Norestyl, Wethzer Piercin et Fénel Péliissier, *La justice au Kenya bloque provisoirement le déploiement de sa police en Haïti*, AYIBO POST (9 octobre 2023), <https://ayibopost.com/la-justice-au-kenya-bloque-provisoirement-le-dploiement-de-police-en-haiti/>; Emmanuel Igunza, *La Haute Cour du Kenya prolonge le blocage de l'envoi de policiers en Haïti, alors même que le Parlement approuve le déploiement*, AP NEWS (16 novembre 2023), <https://apnews.com/article/kenya-police-haiti-violence-8a0f81f2784574574f9139cdf00d47ac>; *Un tribunal kenyan a prolongé de deux semaines les ordonnances interdisant le déploiement de policiers en Haïti*, AP NEWS (24 octobre 2023), <https://apnews.com/article/kenya-haiti-peacekeeping-mission-court-decision-9a6803352c64755751755d47c13f30cb>.

<sup>471</sup> Voir, par exemple, [Rapport du Secrétaire général de l'ONU - octobre 2023](#), ¶ 5 (décrivant les efforts du BINUH et du programme de développement des Nations unies pour soutenir le HCT - mis en place conformément à l'accord de décembre - dans la mise en œuvre des réformes politiques, constitutionnelles et électorales qu'il a proposées); [Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti](#), ¶¶ 13-15 (décrivant l'Accord de décembre comme « l'initiative la plus consensuelle à ce jour » et louant ses dispositions relatives à l'organisation rapide d'élections et aux réformes de la constitution haïtienne, tout en rejetant les préoccupations de la société civile concernant sa « légitimité et sa légalité »). L'utilisation du terme « consensus » dans le nom de l'Accord de décembre est trompeuse, car le document ne reflète pas un consensus effectif et n'est pas le fruit d'un dialogue inclusif. Voir, par exemple, Jean Daniel Sénat, *D'importants partis politiques n'ont pas signé l'accord du 21 décembre*, LE NOUVELLISTE (30 décembre 2022), <https://lenouvelliste.com/article/239815/dimportants-partis-politiques-nont-pas-signe-laccord-du-21-decembre> (« d'importants partis politiques n'ont pas signé l'accord ou s'y opposent catégoriquement. »); *Haïti-Crise : La signature d'un document dit de consensus national, une démarche démagogique et partisane, selon plusieurs secteurs*, ALTERPRESSE (23 décembre 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28919>; *Des groupes de défense des Droits Humains demandent au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de choisir l'État de droit en Haïti plutôt que l'accord du gouvernement de facto*, IJDH (8 février 2023), <https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/02/Note-de-PresseVolkerTurk-BAI-IJDH.pdf> (« Pas un seul parti qui a remporté plus de 1 % aux dernières élections présidentielles en Haïti n'a signé l'Accord, et une large partie de la société civile haïtienne l'a condamné comme une prise d'assaut du pouvoir par le gouvernement de facto d'Haïti » - qui ne comprend pas un seul représentant élu.); HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (« Le groupe Montana, les principales organisations de défense des droits humains et les représentants de la société civile n'ont pas été invités aux discussions ou n'ont pas signé la déclaration finale. »). Voir également [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶ 4.

<sup>472</sup> Voir, par exemple, [D'importants partis politiques n'ont pas signé l'accord du 21 décembre](#); [Haïti-Crise : La signature d'un document dit de consensus national, une démarche démagogique et partisane, selon plusieurs secteurs](#); [Des groupes de défense des Droits Humains demandent au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de choisir l'État de droit en Haïti plutôt que l'accord du gouvernement de facto](#) (« 'Le Haut-Commissaire Türk et la communauté internationale peuvent soutenir l'État de droit en Haïti ou le gouvernement de facto d'Haïti et son Accord. Ils ne peuvent pas soutenir les deux', a déclaré Mario Joseph, avocat directeur du BAI. »); Sanders, [Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif](#); Global Justice Clinic de la NYU School of Law et Harvard Law School International Human Rights Clinic, *Lettre au secrétaire d'État Blinken et au secrétaire adjoint Nichols* (10 juillet 2023), disponible sur : <https://chrgj.org/wp-content/uploads/2023/07/GJC-Harvard-Clinical-Letter-to-DOS-2-year-anniversary-2023-1.pdf>. Voir également [Mise à jour de l'IJDH de juin 2023](#), ¶¶ 1, 4.

<sup>473</sup> Voir, par exemple, [Un mot...avec Jason Johnson : Haïti au bord du gouffre](#); [Le secrétaire d'État Blinken et le Premier ministre haïtien Ariel Henry avant leur réunion](#), U.S. DEPARTMENT OF STATE (5 juillet 2023), <https://www.state.gov/secretary-blinken-and-haitian-prime-minister-ariel-henry-before-their-meeting/> (exprimant le soutien des États-Unis aux efforts de M. Henry « pour développer un consensus inclusif et largement partagé »). Voir également HRW, « [Vivre un cauchemar](#) » (décrivant le soutien continu des "principaux partenaires internationaux d'Haïti, dont le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) et le gouvernement américain" à M. Henry au détriment de l'initiative largement soutenue de transition de la société civile connue sous le nom d'Accord de Montana, que M. Henry et ses proches alliés n'ont pas rejointe). Contrairement au silence public effectif en réponse à l'intransigeance d'e M. Henry et à ses esquives répétées de dialogue et de compromis significatifs, voir *supra* notes 142144, les acteurs internationaux ont vivement critiqué



---

les acteurs de la société civile haïtienne qui soulignent que M. Henry s'est révélé ne pas être un partenaire crédible dans une quelconque transition et ont appelé à sa démission comme condition pour un accord. Voir, par exemple, *Haïti - CARICOM : Le Groupe de médiateurs déçu par leur dernière visite en Haïti*, HAÏTI LIBRE (12 septembre 2023), <https://www.haitilibre.com/article-40483-haiti-caricom-le-groupe-de-mediateurs-decu-par-leur-derniere-visite-en-hait.html> (exprimant la déception des médiateurs « que le ton des discussions [à Kingston] se soit durci et que les positions de certaines parties prenantes aient considérablement régressé, comme en témoignent les appels à la démission du Premier ministre Henry. »).

<sup>474</sup> Voir, par exemple, NHEAON & FANM in Action, *National Haitian American Elected Officials Network (NHAEON) et FANM in Action écrivent pour s'opposer à l'intervention militaire internationale proposée par le gouvernement Biden en Haïti* ; <https://www.ijdh.org/2023/02/rule-of-law/enough/> ; Malley, *Les Nations unies proches d'approuver une intervention armée pour sécuriser Haïti* ; Jacques Ted St Dic, *Alors que le Premier ministre haïtien M. Henry refuse tout contrôle du pouvoir, les États-Unis devraient soutenir les efforts pour établir une véritable démocratie*, JUST SECURITY (7 septembre 2023), <https://www.justsecurity.org/82968/as-haitis-henry-refuses-checks-on-power-the-us-should-aid-efforts-to-build-true-democracy/>.

<sup>475</sup> Voir, par exemple, Sanders, *Haïti a besoin de toute urgence d'un gouvernement de transition authentique et représentatif* (« Après trois jours d'une réunion ratée du 11 au 13 juin en Jamaïque - à laquelle Henry a dû assister après avoir été amadoué - il était évident qu'il n'avait aucun intérêt à un véritable partage du pouvoir. ») ; Chris François et Jake Johnston, *Haiti News Round-up: Political and Civil Society Leaders Meet in Jamaica*, CEPR (13 juin 2023), <https://cepr.net/haiti-news-round-up-political-and-civil-society-leaders-meet-in-jamaica/> (rapportant que, après avoir quitté les consultations après son discours d'ouverture, des pressions internationales ont été nécessaires pour que M. Henry continue à participer à un sommet de trois jours réunissant des acteurs politiques et de la société civile en vue de trouver une solution à la crise de la gouvernance en Haïti).

<sup>476</sup> Voir *supra* notes 14244.

<sup>477</sup> Les Nations unies, le gouvernement américain et des experts indépendants ont documenté d'importants trafics d'armes vers Haïti en provenance des États-Unis (en particulier de Miami), dus, au moins en partie, au relâchement de la législation sur les armes à feu aux États-Unis. Voir, par exemple, *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, ¶ 87 (« Le trafic illicite d'armes et de munitions vers Haïti est l'un des principaux moteurs de l'expansion du contrôle territorial par les gangs et des niveaux extrêmes de violence armée dans le pays, et représente un menace pour la stabilité régionale. Le Groupe d'experts estime que les autorités haïtiennes et les États Membres de la région dans son ensemble devraient avoir pour priorité de mettre fin au flux d'armes et de munitions dans le pays, et que les dispositions relatives à l'embargo sur les armes ciblé devraient être renforcées de toute urgence et de manière stricte. ») ; *id.*, ¶ 96 (« Il ressort des recherches menées par le Groupe d'experts ainsi que de ses observations sur place en Haïti que la majorité des armes à feu et des munitions en circulation dans le pays sont fabriquées ou achetées à l'origine aux États-Unis. ») ; *id.*, ¶¶ 88-91, 97, 99-101, 103 (notant également que les armes trafiquées vers Haïti depuis la République dominicaine proviennent souvent des États-Unis) ; *id.*, ¶ 102 (rapportant qu'un moteur récent des flux d'armes à feu illicites en provenance des États-Unis sont les 'armes fantômes', à savoir des armes à feu de fabrication privée qui ne sont pas sérialisées, non traçables et, pour la plupart, non réglementées) ; *Les Caraïbes regorgent d'armes américaines illégales*, THE ECONOMIST (5 octobre 2023), <https://www.economist.com/the-americas/2023/10/05/the-caribbean-is-awash-with-illegal-american-guns> ; *Sécurité publique en Haïti : aujourd'hui et demain*, CSIS (8 juin 2023), <https://www.csis.org/events/public-safety-haiti-now-and-tomorrow> (Susan D. Page, ancienne représentante spéciale des Nations unies pour Haïti, et William O'Neill, expert des Nations unies sur la situation des droits humains en Haïti, ont critiqué le fait que le gouvernement américain ne déploie pas davantage d'efforts pour mettre un terme au flux d'armes à destination d'Haïti) ; Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Les marchés criminels d'Haïti : cartographie des tendances du trafic d'armes à feu et de stupéfiants* (2023), [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/toc/Haiti\\_assessment\\_UNODC.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/toc/Haiti_assessment_UNODC.pdf).

<sup>478</sup> Voir Communiqué de presse du Département d'État américain, *Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur Haïti* (20 octobre 2023), <https://www.state.gov/un-security-council-resolution-on-haiti/> (Il s'agit notamment d'« utiliser les nouveaux pouvoirs pénaux prévus par la loi bipartisane sur la sécurité des communautés pour identifier et responsabiliser les trafiquants d'armes à feu », de créer un poste de coordinateur du ministère de la justice pour les poursuites en matière d'armes à feu dans les Caraïbes, annoncé en juin ; de « soutenir l'unité régionale de renseignement sur les armes à feu à Trinité-et-Tobago qui aide les nations partenaires des Caraïbes à résoudre les cas de criminalité liée aux armes à feu, à prévenir les crimes commis avec des armes à feu dans la région et à traduire les criminels en justice » ; et d'« entrer en partenariat avec les services d'enquête de la Sécurité intérieure pour créer une unité d'enquête criminelle transnationale en Haïti afin de faciliter les enquêtes et les poursuites en matière de criminalité transnationale, y compris celles qui ont un lien avec les États-Unis »).

---

<sup>479</sup> Voir, par exemple, Tim Padgett, *Une affaire bizarre de trafic d'armes en Haïti laisse des cicatrices dans le sud de la Floride*, WLRN (1er décembre 2023), <https://www.wlrn.org/americas/2023-12-01/arms-trafficking-haiti-south-florida> (notant que deux individus accusés de complicité dans un projet de trafic d'armes des États-Unis vers Haïti ont été inculpés en Haïti, mais pas aux États-Unis).

<sup>480</sup> Voir *Les Caraïbes regorgent d'armes américaines illégales* (« Mais il y a une limite à ce que les agences américaines et les gouvernements des Caraïbes peuvent faire tant que les armes sont si facilement disponibles aux États-Unis »). Ces initiatives rappellent également les programmes du gouvernement américain visant à limiter le flux d'armes vers le Mexique, qui ne faiblit cependant pas et qui fait l'objet d'une action en justice contre le gouvernement américain. Voir Chantal Flores, *Les fabricants d'armes américains sont-ils responsables de la violence au Mexique ?*, FOREIGN POLICY (24 octobre 2023), <https://foreignpolicy.com/2023/10/24/mexico-united-states-guns-arms-trafficking-lawsuit/>.

<sup>481</sup> Voir, par exemple, *Sanctions : Violations graves de la paix et de la sécurité internationales en Haïti*, GOUVERNEMENT DU CANADA, <https://www.international.gc.ca/campaign-campagne/haiti-sanction/index.aspx?lang=fra> (dernière visite : 7 décembre 2023); Communiqué de presse, Département d'État américain, *Mesures visant à imposer des restrictions en matière de visas aux Haïtiens impliqués dans des gangs de rue et d'autres organisations criminelles haïtiennes* (22 septembre 2023), <https://www.state.gov/actions-to-impose-visa-restrictions-on-haitians-involved-in-street-gangs-and-other-haitian-criminal-organizations-2/>; CSNU, Résolution 2700 (2023), UN Doc. S/RES/2700 (2023) (19 octobre 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/313/31/PDF/N2331331.pdf?OpenElement>. Voir également IJDH, *Sanctions étrangères contre des individus haïtiens (décembre 2020 - présent)*; Voir *supra* notes 15.

<sup>482</sup> Voir IJDH, *Individus haïtiens sanctionnés associés au Pati Ayisyen Tèt Kale (PHTK)* (liste des personnes sanctionnées ayant des liens avérés avec le PHTK).

<sup>483</sup> *Sanctions : Violations graves de la paix et de la sécurité internationales en Haïti* (les anciens responsables Gracia Delva et Prophane Victor ; les chefs de groupes armés Lanmo Sanjou, Vitel'homme Innocent et Johnson André ; et les hommes d'affaires André Apaid, Marc Antoine Acra, Carl Braun et Jean Marie Vorbe ont été sanctionnés pour avoir participé à « des violations flagrantes et systématiques des droits de la personne en Haïti et [ils] se sont livrés à des actes qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité de ce pays »).

<sup>484</sup> Communiqué de presse, CNSU, <https://press.un.org/fr/2023/sc15520.doc.htm> Le Comité 2653 du Conseil de sécurité ajoute 4 entrées à sa liste relative aux sanctions (8 décembre 2023), <https://press.un.org/fr/2023/sc15520.doc.htm>. Voir également *Onu-Sanctions : Mise en garde contre toute éventuelle omission de noms de présumés financiers de gangs en Haïti*, ALTERPRESSE (30 octobre 2023), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29803> (rapportant que plusieurs organisations et personnalités haïtiennes « expriment leur crainte face à la publication éventuelle d'une liste incomplète » « du fait que des millions auraient été versés à des lobbyistes aux fins de supprimer leurs noms de cette liste. »)

<sup>485</sup> RNDDH, *Crise sécuritaire et situation des personnes déplacées internes en Haïti*, p. 12 (constatant que le « régime de sanctions ne semble pas avoir eu d'impact concret sur les gangs armés »).

<sup>486</sup> Le Groupe d'experts a publié son rapport final, voir *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti*, et l'Expert des Nations Unies sur les droits humains en Haïti a publié son rapport intérimaire (le rapport final étant attendu en début de l'année prochaine), voir CDH, *Conclusions de l'expert désigné sur la situation des droits humains en Haïti*. Voir également *supra* notes 15.

<sup>487</sup> CSNU, *Résolution 2692 (2023)*, ¶ 1 ; *Le Conseil de sécurité proroge et renforce le mandat du Bureau des Nations Unies en Haïti*, ONU INFO (14 juillet 2023), <https://news.un.org/fr/story/2023/07/1136862>.

<sup>488</sup> Voir, par exemple, HRW, « *Vivre un cauchemar* » (« Les organisations haïtiennes et internationales de défense des droits humains et les représentants de la société civile affirment que le BINUH, comme d'autres représentants internationaux à Port-au-Prince, n'a pas reconnu ou traité de manière adéquate les allégations selon lesquelles les gouvernements de feu le président Moïse et de l'actuel Premier ministre Henry ont porté atteinte à l'état de droit et perpétué l'instabilité politique et l'insécurité en ne permettant pas la création d'un gouvernement de transition pour l'organisation d'élections, et en raison de la corruption et de leurs liens avec des groupes criminels. »)